

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

Les Chambres de Commerce Allemandes

Leur organisation.

Leurs interventions dans la vie économique.

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

présentée et soutenue par

Paul MESSERSCHMITT

Directeur de l'Ecole de Commerce française de Mayence

le 5 Février 1926, à 14 h.

JURY

Président : M. W. OUALID

Suffragants : M. TRUCHY

M. AFTALION

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1926

Les
Chambres de Commerce
Allemandes

Leur organisation.

Leurs interventions dans la vie économique.

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

présentée et soutenue par

Paul MESSERSCHMITT

Directeur de l'Ecole de Commerce française de Mayence

le 5 Février 1926, à 14 h.

JURY

Président : M. W. OUALID

Suffragants : M. TRUCHY

M. AFTALION

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1926

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Appelé en 1920 par la confiance de M. le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Enseignement technique et de M. le Haut Commissaire de la République française dans les Provinces du Rhin à organiser et diriger l'Ecole de Commerce française de Mayence, nous avons tenu à apporter notre contribution à la vaste enquête entreprise spontanément sur l'Allemagne par des fonctionnaires de la Haute-Commission ou des Officiers de l'Armée du Rhin.

Rapports, articles de journaux et de revues, thèses de doctorat, ouvrages plus denses : toutes les ressources du publiciste ont été utilisées ; chacun a tenu, sous une forme ou sous une autre, à noter ses observations et à fixer les réflexions que lui a inspirées le spectacle de l'activité d'un peuple discipliné, largement pourvu de moyens matériels, et résolu, sinon à dominer politiquement l'Europe, du moins à y occuper une situation économique prépondérante.

Le choix de notre sujet est un peu spécial, mais il n'est pas de question dont l'étude attentive ne conduise à l'examen de larges problèmes auxquels elle est unie par de multiples liens. Les Chambres de Commerce allemandes, par exemple, sont une institution rattachée à la fois à l'organisation administrative et à la vie économique du Reich. C'est pourquoi nous avons été

amené à étudier, outre la structure générale des Chambres de Commerce, d'une part leur position éventuelle dans la nouvelle organisation des représentations professionnelles dessinée par la Constitution de Weimar, et d'autre part leurs diverses interventions pratiques en faveur du commerce et de l'industrie. Nous avons ensuite retracé rapidement l'évolution des Chambres dans chacune des Républiques dont la Fédération constitue l'Allemagne moderne, et nous avons retrouvé dans les origines des inspirations françaises que de multiples modifications législatives n'ont pas effacées.

Enfin, partant de la conviction que l'Allemagne ne peut vivre qu'en exportant beaucoup, nous avons consacré un chapitre aux Chambres allemandes à l'étranger, dont la création récente nous a paru procéder d'un plan d'ensemble, habilement combiné, d'offensive économique sur tous les marchés mondiaux.

La présente étude comportera donc cinq parties :

- I. — Organisation générale des Chambres de Commerce allemandes;
- II. — Les Chambres de Commerce et la Constitution de Weimar;
- III. — Attributions et activité des Chambres;
- IV. — Les Chambres des « Pays »;
- V. — Les Chambres de Commerce allemandes à l'étranger.

Notre documentation a été facilitée par notre situation même.

La Chambre de Commerce française dans les Pays rhénans, voisine des Ecoles supérieures créées par le

Haut Commissariat français, a mis sa bibliothèque à notre disposition : nous y avons consulté notamment les revues périodiques éditées par les principales Chambres de Commerce allemandes et qui sont instructives à tous égards.

De nombreuses Chambres françaises, en premier lieu celles de Paris, Marseille, Lyon, Bordeaux et Le Havre, nous ont gracieusement communiqué les publications que nous sollicitons d'elles. Bien que nous n'envisagions pas de faire une étude comparée, quelques comparaisons s'imposaient et nous n'avons pas manqué de souligner certaines analogies ou divergences notables.

Mais nous devons remercier singulièrement le Syndic de la Chambre de Commerce de Mayence, la doyenne des « compagnies » germaniques, qui a bien voulu, au cours de nombreuses visites, répondre avec empressement à nos questions. Quelques conversations avec un spécialiste émérite sont souvent plus instructives que des heures de silencieuses réflexions sur des documents inexpressifs.

Mayence, le 11 novembre 1925.

I. — ORGANISATION GENERALE

Définition. — Les Chambres de Commerce allemandes sont des établissements publics. Comme les nôtres, elles sont « les organes des intérêts commerciaux et industriels de leur circonscription » (art. 1^{er}, loi fr. du 9 avril 1898).

« Les Chambres de Commerce et d'Industrie ont pour mission de veiller aux intérêts généraux des *commerçants* et des *industriels* de leur circonscription, et particulièrement, de mettre, par des communications techniques, des propositions et des avis, les autorités en mesure d'aider au développement du commerce et de l'industrie » (art. 1^{er} de la loi prussienne du 24 février 1870 et 19 août 1897, modifiée par le décret du 1^{er} avril 1924).

« Les Chambres de Commerce et leurs comités locaux ont pour objet de favoriser le développement du commerce et des métiers, de l'industrie et de l'exploitation des mines ; et sont en outre chargées de défendre les intérêts de ces branches d'activité » (art. 1^{er} de l'ordonnance royale bavaroise du 25 février 1908).

« Les Chambres de Commerce, en qualité d'organismes techniques, ont à renseigner le Ministre de l'Intérieur et les autorités de leur circonscription sur toutes les questions relatives au commerce et à l'industrie du pays entier ou de leur circonscription. Elles représentent les intérêts généraux du commerce et de l'industrie » (art. 1^{er} de la loi saxonne du 4 août 1900).

« Les Chambres de Commerce ont pour mission de veiller aux intérêts généraux de l'industrie, du commerce et des autres branches de l'activité économique de leur circonscription — les métiers exceptés — et en particulier de mettre les autorités en mesure d'aider au développement de cette activité » (art. 1^{er} de la loi wurtembergeoise du 30 juillet 1899, modifiée le 27 mars 1924).

« Les Chambres de Commerce ont pour mission de veiller aux intérêts généraux du commerce, de l'industrie et des transports... » (art. 1^{er} de la loi hessoise du 6 août 1902, modifiée le 1^{er} juillet 1908 et le 1^{er} mars 1913).

Sous la diversité des formules, la définition des Chambres de Commerce allemandes peut donc se ramener à celle, plus concise, de notre loi de 1898.

Leur Caractère officiel. — Les Chambres de Commerce allemandes, comme les nôtres encore, se distinguent, par leur caractère officiel, du type anglais ou américain. Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, en effet, les Chambres de Commerce sont des associations privées de commerçants et d'industriels, parfois très jalouses de leur indépendance à l'égard des pouvoirs publics.

Les Chambres allemandes tiennent leur existence de la loi. Elles ne peuvent exercer leur activité que dans le cadre législatif qui leur est donné. Des textes précis leur confèrent un certain nombre de droits ; elles sont de même, par des textes, soumises à des obligations. Elles doivent accepter le contrôle des autorités admi-

nistratives supérieures, qui peuvent aller jusqu'à les dissoudre.

Quelques auteurs allemands, et non sans amertume, voient dans cette subordination le triomphe de la conception française — intégration des Chambres de Commerce dans l'organisation administrative — sur la conception germanique, respectueuse de l'autonomie et de l'indépendance des groupements de représentation professionnelle.

Philipp Zorn (*Die staatsrechtliche Stellung der Handelskammern*) s'efforce de démontrer que cette tradition germanique libérale n'est pas rompue :

— La création d'une Chambre de Commerce sans l'assentiment des cercles commerciaux intéressés est impossible.

— L'art. 43 de la loi prussienne donne bien au Conseil des Ministres le droit de dissoudre une Chambre de Commerce, sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie, mais ce droit n'a jamais été exercé. De plus, la dissolution de la Chambre de Commerce comme l'entend la loi, n'est au fond que le remplacement de membres révoqués par d'autres membres (dont l'élection doit avoir lieu dans les trois mois qui suivent la dissolution). La Chambre, personne juridique, continue.

Ceci est exact, mais ne prouve pas que les Chambres, une fois constituées, agissent en pleine indépendance. Le droit même donné au Ministre du Commerce et de l'Industrie de proposer la révocation des membres d'une Chambre de Commerce, l'obligation dans laquelle se trouvent les Chambres de Commerce de soumettre à

l'approbation du Ministre compétent leurs statuts, leur budget, etc..., sont autant de preuves irréfutables de leur dépendance vis-à-vis des autorités administratives (1).

L'on peut dire que, pratiquement, les Chambres de Commerce allemandes accomplissent leur mission sans être entravées par leurs liens de dépendance légale avec les autorités des « Pays » ou du Reich, et qu'elles jouissent d'une plus grande liberté d'allure que les autres Chambres professionnelles officielles, Chambres de Métiers, placées sous l'autorité d'un Commissaire du Reich —, Chambres d'agriculture dont les membres, en Prusse tout au moins, sont désignés par les autorités administratives de cercle, et non par les agriculteurs intéressés.

Mais il est impossible de signaler, au point de vue du droit public, des différences profondes entre l'organisation française et l'organisation allemande des Chambres de Commerce intimement rattachées, en Allemagne comme en France, à l'organisation administrative.

Chambres de Commerce et d'Industrie — Chambres de Métiers. — Les Chambres prussiennes sont intitulées « Chambres de Commerce et d'Industrie ». Elles ont ajouté les mots « et d'Industrie » à leur appellation en exécution du décret du 1^{er} avril 1924 (art. 4) (2).

Cependant, toutes les Chambres allemandes représentent cumulativement le commerce et l'industrie. Il

(1) Voir au surplus ci-dessous, page 25.

(2) Celles de Thuringe avaient déjà pris le même titre. (Loi du 10 février 1923.)

n'existe pas d'organes officiels particulièrement affectés aux intérêts de l'industrie, comme le sont en principe nos Chambres consultatives des Arts et Manufactures qui d'ailleurs, leurs moyens d'action étant limités, tendent à fusionner avec les Chambres de Commerce dont les plus larges attributions englobent les leurs.

Il serait impossible de créer des Chambres représentant officiellement soit les intérêts du commerce seul, soit ceux de la seule industrie. Dans cette large zone d'activité économique qui va de la grosse industrie au commerce de détail, il est des secteurs où la distinction entre le commerce et l'industrie est impossible. Encore ne s'agit-il ici que de distinction technique. En droit, l'industriel est un commerçant : il fait des actes de commerce. Le code de commerce allemand établit seulement une différence entre le « plein commerçant » et le « moindre commerçant » (le petit exploitant dont l'entreprise est menue et le capital insignifiant), pour alléger ce dernier de certaines obligations légales (1).

Mais un conflit s'est élevé, à la limite de l'industrie et du métier, entre les Chambres de Commerce (et d'Industrie) et les Chambres de métiers — les unes et les autres revendiquant comme leurs certaines entreprises participant du métier, par leur origine, et de l'industrie, par leur envergure et par la technique de leur fonctionnement.

Il convient de rappeler sommairement que la Gewerbeordnung du 21 juin 1869, pour la Confédération de

(1) Voir ci-dessous, page 29, note (1).

l'Allemagne du Nord, loin de supprimer les corporations, pour lesquelles elle instituait un régime de liberté, attira sur elles l'attention des petits patrons, des artisans, des pouvoirs publics, dont les efforts conjugués aboutirent au vote des lois du 18 juillet 1881 et du 26 juillet 1897 (cette dernière complétée en 1908), qui rendirent la corporation obligatoire « entre ceux qui exercent un même métier ou un métier similaire dans une circonscription déterminée, lorsque la majorité de ceux qui exercent le métier le demandent... » Ces lois créèrent des établissements chargés de la représentation professionnelle des métiers : les Handwerkskammern.

Mais le métier, que le Dr. Grünzel (*System der Industriepolitik*) définit : « façonnage et finissage d'objets bruts dans des ateliers autonomes et spécialisés, ne comptant que peu d'ouvriers et employant surtout des outils », le métier évolue. Les ateliers d'imprimerie, d'arts graphiques, de photochimie, de galvanoplastie, les boulangeries, les boucheries (et fabriques de saucisses), les cordonneries, les corroieries, carrosseries, passementeries, se « modernisent » — les progrès de la science provoquent l'éclosion de nouvelles formes du métier : le monteur électricien, le réparateur d'automobiles, le fabricant d'accessoires de T. S. F. ou de hauts-parleurs, etc.,. remplacent leurs compagnons que l'industrialisation des vieux métiers fait disparaître.

L'on voit sans peine qu'un simple atelier, celui d'un menuisier, par exemple, peut, par l'adjonction de machines de plus en plus puissantes et perfectionnées, et l'accroissement du nombre des ouvriers et des apprentis, passer au rang d'entreprise industrielle. Où est la limite ?

Or, les Chambres de Commerce et les Chambres de Métiers ont intérêt à grouper autour d'elles le plus grand nombre possible d'entreprises : question d'influence d'abord et ensuite question budgétaire, ces entreprises étant tenues d'assurer par des contributions spéciales les recettes des Chambres auxquelles elles sont rattachées.

Pour résoudre les conflits inévitables, la Chambre de Commerce et d'Industrie et la Chambre de Métiers de Berlin ont constitué d'un commun accord, en 1916, une *Commission* chargée de déterminer le caractère des entreprises litigieuses. Au cours des onze sessions qu'elle a tenues jusqu'en fin 1924, cette commission a statué sur le cas de 490 entreprises et a décidé d'en rattacher :

76 à la Chambre de Commerce et d'Industrie,

70 à la Chambre des Métiers,

344 à la fois à l'une et à l'autre Chambre,

ces 344 entreprises étant d'ailleurs dispensées d'une double contribution, l'unique contribution à laquelle elles restaient obligées étant répartie en principe dans une proportion de 9/10 à la Handwerkskammer et 1/10 à la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Les décisions de cette commission n'ont aucune valeur juridique. Mais elles furent jusqu'ici généralement acceptées par les entreprises intéressées. Les Chambres de Métiers et les Zwangsinnungen (corporations obligatoires) s'en emparèrent cependant, et esquissèrent la notion de « l'entreprise mixte », présentant à la fois les caractères du métier et ceux de l'industrie.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Berlin

réagit vigoureusement contre cette tendance, et combat notamment et l'emprise des Innungen sur les grands ateliers de confections (industrialisés), et la disposition légale qui rattache à la législation du métier les ateliers annexés aux entreprises commerciales et travaillant exclusivement pour elles. Elle semble être soutenue sur ce terrain par les autorités supérieures judiciaires et administratives.

Groupements d'intérêts économiques et professionnels. — Mais de plus, à côté des Chambres de Commerce, établissements publics que leur organisation et leur expérience ont rendus aptes à servir efficacement le commerce et l'industrie, de nombreux groupements se sont constitués librement en vue de la défense d'intérêts précis, qui ne sont pas toujours en harmonie avec les intérêts généraux, groupements que la concurrence ou des considérations sociales opposent souvent les uns aux autres.

Il serait à peu près impossible de présenter une liste, même très abrégée, des plus notables de ces innombrables cellules qui se créent, se soudent, se disloquent, disparaissent et se reforment sur cette terre d'élection de l'association qu'est l'Allemagne.

Nous verrons ci-dessous que soixante-dix organismes de tête (*Spitzenverbände*), qui représentent des milliers de groupements de toutes sortes et des millions d'adhérents, concourent à la nomination des membres du *Conseil économique du Reich*, ce puissant miroir de l'économie allemande.

Les Chambres de Commerce doivent à leur caractère

officiel, à la nature de leur mission, et à l'étendue de leur champ d'activité, de n'être pas perdues dans ce grouillement de Räte, Bunde, Vereine, Verbände, Gewerkschaften, Innungen, Gemeinschaften et Genossenschaften...

Cependant, elles déplorent que leurs efforts soient souvent contrariés par ceux de certains organismes puissants, représentant notamment la grande industrie (Ligue de l'Industrie allemande, Union des Associations patronales), qui disposent de moyens de pression considérables sur l'économie générale, sur le Parlement et sur le Gouvernement.

La Chambre de Commerce de Cologne voudrait que l'on substituât « à cette vieille rivalité entre les Chambres de Commerce et les associations patronales libres », une collaboration active tendant à agir de concert sur les pouvoirs constitués.

Caractère patronal des Chambres de Commerce. — Cette entente doit paraître d'autant plus facilement réalisable aux Chambres de Commerce qu'elles se considèrent elles-mêmes comme des organisations patronales. Sur ce point, d'ailleurs, l'opinion est unanime.

En supposant même que les intérêts généraux du commerce, de l'industrie et des transports ne s'identifient pas exactement aux intérêts généraux des commerçants, des industriels et des transporteurs, il ne faut pas oublier que le corps électoral des Chambres de Commerce est essentiellement composé d'entrepreneurs.

Les fondés de pouvoirs (Prokuristen) exercent bien le droit de vote, mais leur éligibilité est soumise, en

Prusse tout au moins, à une restriction importante : le nombre des membres fondés de pouvoirs ne peut excéder le quart du nombre total des membres d'une Chambre de Commerce. « Cette limitation a pour objet de réserver avant tout l'accès des Chambres aux chefs d'entreprises et de ne pas laisser évincer ces derniers par des fondés de pouvoirs qui ne sont pas indépendants. » (1).

La loi prussienne dit d'ailleurs dans son article premier que les Chambres de Commerce sont chargées des intérêts généraux des commerçants et des industriels.

De plus, Sinzheimer, appuyant à Weimar la création des Conseils ouvriers et des Conseils économiques, disait le 21 juin 1919 : « Il est nécessaire, *puisque déjà les capitalistes ont une représentation légale publique dans les Chambres de Commerce...*, de créer pour le travail une représentation publique particulière. »

C'est d'ailleurs ce caractère patronal que les socialistes allemands ont incriminé : une offensive a été conduite contre les Chambres de Commerce après la révolution, qui tendait soit à les supprimer, soit à les réorganiser sur la base paritaire, c'est-à-dire à leur enlever précisément leur caractère de représentation capitaliste. Nous examinerons dans la deuxième partie de cette étude toutes les questions qui furent soulevées dans ce sens après le vote de la Constitution de Weimar.

Réglementation multiple. — Tandis que les Chambres de Commerce françaises sont organisées juridiquement

(1) J. Klau : *Das Wahlrecht bei den deutschen Handelskammern.*

par des textes qui reçoivent partout une application uniforme, les Chambres allemandes sont réglementées par des lois qui varient d'un « Pays » à l'autre, de sorte que toute étude sur les Chambres allemandes en est un peu obscurcie. La physionomie des Chambres n'est pas identique en Prusse et en Bavière, en Saxe et en Wurtemberg, — les liens qui les unissent aux autorités officielles sont plus ou moins étroits ; leur répartition est inégale, etc...

L'étude comparée des textes révélerait entre eux des différences assez sensibles :

Que l'on se rapporte seulement aux définitions que nous avons données à dessein ci-dessus : la loi prussienne charge les Chambres, nous l'avons dit, de protéger les intérêts des commerçants et des industriels ; la loi bavaroise, de favoriser le développement du commerce et des métiers, de l'industrie et de l'exploitation des mines ; la loi wurtembergeoise, de veiller aux intérêts généraux de l'industrie, du commerce et des autres branches de l'activité économique..., les métiers exceptés ; etc... Quant au Ministre compétent qui exerce son autorité sur les Chambres, c'est, en Prusse, le Ministre du Commerce et de l'Industrie ; en Saxe, le Ministre de l'Intérieur ; en Wurtemberg, le Ministre du Travail, etc...

Cette comparaison critique pourrait être étendue à toutes les dispositions parallèles des différentes lois. Evidemment, les caractères essentiels des Chambres subsistent ici et là, mais l'unité législative présenterait des avantages incontestables. Il serait difficile de soutenir que cette diversité correspond au génie particulier

des « Pays » dont la fédération forme le Reich : il suffirait d'objecter tout d'abord que les Chambres de Commerce prussiennes, en particulier, portent encore la marque de l'esprit français ; de souligner ensuite que le « Deutscher Industrie—und Handelstag (1) » (expression de l'unanimité des Chambres allemandes) est partisan d'un texte unique en cette matière, ou tout au moins d'un texte général fixant les grandes lignes d'une réglementation d'ensemble, à laquelle chaque pays serait libre d'apporter des modifications secondaires inspirées par sa tradition, ses aptitudes, et son caractère économique ; et enfin d'indiquer que la Constitution de Weimar a cherché à organiser la production en un vaste système s'étendant à tout le Reich, et que la position des Chambres de Commerce dans ce système est uniforme à quelque pays qu'elles appartiennent.

Nous essayons, dans cette première partie, de décrire la structure générale des Chambres allemandes. Il est préférable de négliger quelques détails à les accumuler, au risque d'alourdir le dessin.

Et, d'ailleurs, si l'unité législative n'est pas encore réalisée en Allemagne, l'unité d'action économique est depuis longtemps assurée : les interventions pratiques des Chambres de Commerce, inspirées par l'esprit le plus réaliste, tendent toutes à assurer au commerce et à l'industrie la plus libre et la plus large expansion.

Origine des Chambres de Commerce. — Les Chambres de Commerce sont des groupements nécessaires à

(1) En abrégé le D. I. H. T.

la défense organisée d'intérêts tangibles, particuliers aux marchands, fabricants et transporteurs.

En France, dès 1599, une Association des marchands se constitue à Marseille sous le nom de « *Bureau du Commerce* », « pour prendre garde aux affaires qui pourront concerner le négoce, tant pour le remettre en son premier état et splendeur que pour le maintenir, défendre et garder de toutes avanies, représailles, concussions, saccagements, impositions indues et autres abus, malversations et préjudices, soit des consuls ou particuliers de la nation, soit des corsaires et autres. »

Ce bureau prit en 1650 le nom de « *Chambre de Commerce* ». Un Edit du 30 août 1701 décréta la formation de Chambres de Commerce à Dunkerque, Lyon, Rouen, Bordeaux, Toulouse, Lille, Nantes, La Rochelle, Saint-Malo et Bayonne.

Après une éclipse due à l'hostilité de la Constituante à l'égard des associations, les Chambres de Commerce furent rétablies par un arrêté des Consuls du 3 nivôse an XI.

Le statut fondamental qui les régit actuellement est la loi déjà citée de 1898.

Les Chambres de Commerce allemandes apparurent au début du XIX^e siècle, mais leur origine lointaine remonte également aux groupements spontanés de marchands.

Dès le Moyen-Age, dans les places maritimes de l'Allemagne, comme dans celles de France ou d'Italie, on rencontre des associations indépendantes de notables commerçants, dont beaucoup surent conquérir des privilèges et des droits.

Dans l'Allemagne morcelée d'alors, les gildes commerciales qui s'étaient constituées dans un but de défense contre les corsaires et les voleurs de grands chemins, passèrent à un rôle positif ; elles déployèrent une remarquable activité dans le domaine économique : leurs avis étaient sollicités sur les questions douanières, monétaires, juridiques... ; et, par extension naturelle de cette activité économique, elles contribuèrent à la vie politique des cités et des Etats.

Après le déclin des gildes, dont la réglementation rigide ne pouvait convenir au négoce, la vie commerciale et industrielle allemande se concentra dans les capitales des petits Etats. Le Prince y exerçait une autorité large et souvent capricieuse.

Il sut parfois encourager fort heureusement la création de groupements professionnels ; c'est ainsi que fut constitué en 1709 le *Conseil du Commerce* de Stuttgart, qui devint en 1755 la *Députation commerciale*. C'est ainsi également que les négociants et boutiquiers de Mannheim, après avoir obtenu du Prince Electeur Charles Philippe des privilèges, se groupèrent en une « corporation commerciale », le 12 août 1728.

Mais cette tutelle du Prince ne s'exerçait point toujours favorablement : elle entravait souvent l'économie ; et des tentatives d'indépendance, coïncidant d'ailleurs avec la réaction libérale contre le système mercantile, eurent lieu un peu partout : des associations indépendantes du Gouvernement se créèrent, dont beaucoup périclitèrent ; cependant, celles de Königsberg, de Stettin et de Heilbronn, entre autres, surent se maintenir.

Plus près de nous, l'influence française fut décisive :

les guerres révolutionnaires et napoléoniennes familiarisèrent l'Allemagne, et notamment les Pays rhénans, avec nos institutions : certaines de nos Chambres de Commerce avaient alors plus d'un siècle d'existence. La paix de Lunéville avait annexé la rive gauche du Rhin à la France : par un arrêté du 12 Germinal An XI, Aix-la-Chapelle, Eupen, Malmédy, Trèves et Crefeld furent dotées d'une Chambre consultative des Arts, Manufactures, Fabriques et Métiers, et le 7 Floréal suivant, Cologne d'une *Chambre de Commerce*. C'est par des textes français que l'appellation « Chambre de Commerce » fut introduit en Allemagne.

Enfin, l'apparition de la grande industrie, l'intensification des transports, firent le reste. Les lois organiques apparurent : loi du 19 septembre 1842 en Bavière, loi prussienne du 11 février 1848, etc... Ces lois ont été complétées, modifiées ou remplacées par des textes cités au cours de cette étude.

Création — Nombre. — « Il y a au moins une Chambre de Commerce par département », dit l'art. 1^{er} in. f. de la loi française de 1898 ; et l'art. 2 « Les Chambres de Commerce sont instituées par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique, sur la proposition du Ministre du Commerce... »

Les lois des « Pays » allemands fixent généralement elles-mêmes le nombre des Chambres, et délimitent leur circonscription, ou du moins confient explicitement ce soin à des ordonnances spéciales.

« La création d'une Chambre de Commerce est subor-

donnée à l'assentiment du Ministre du Commerce et de l'Industrie. » (Art. 2 de la loi prussienne.)

La loi bavaroise du 25 février 1908 dispose (art. 1^{er} § 2) : « Il y a au moins une Chambre de Commerce par province », soit huit pour la Bavière. Cette disposition rappelle les termes de la loi française. Elle est généralement approuvée par les auteurs allemands. Répartition administrative, soit, mais, d'abord, commode, et ensuite corrigée économiquement par la création de « gremien », satellites, dans les villes actives, des Chambres principales.

L'art. 2 de la loi wurtembergeoise du 30 juillet 1899 s'exprime ainsi : « Les Chambres de Commerce sont instituées, et leur circonscription est délimitée, après avis des autorités intéressées, par ordonnance royale. » Et l'ordonnance royale du 22 mars 1900 fixe à huit le nombre des Chambres de Commerce et délimite leur circonscription.

L'art. 2 de la loi hessoise du 6 août 1902 fixe directement le nombre des Chambres de Commerce hessoises et délimite leur circonscription, etc...

Il existe en Allemagne (1925) 126 Chambres de Commerce :

Pays	Population en milliers d'habitants	Nombre de chamb. de com.
Prusse	36.700	76 (1)
Bavière	7.140	9 (2)
Wurtemberg	2.520	8
Saxe	4.664	5
Bade	2.208	9
Hesse-D.	1.291	7
Thuringe	1.508	3
Autres pays (3) ..	2.220	6
Villes libres	1.482	3
	59.733	126

Cette répartition par « pays » n'est pas logique. Elle n'est conforme ni au chiffre de la population, ni à l'activité économique des pays considérés. C'est ainsi que le Pays de Bade compte neuf Chambres, tandis que la Saxe, avec une population double et une industrie plus prospère, n'en a que cinq.

La Prusse souffre d'une pléthore de Chambres, et cependant il existe dans ce pays des régions (surtout agricoles, il est vrai) qui ne sont point comprises dans

(1) Y compris celle de Danzig.

(2) Y compris celle de Coburg.

(3) Mecklemburg, 1. — Oldenburg, 2. — Braunschweig, 1. — Anhalt, 1. — Lippe, 1.

la circonscription d'une Chambre de Commerce quelconque. Cette situation a, depuis longtemps, retenu l'attention des autorités supérieures prussiennes. Le décret du 1^{er} avril 1924 complète comme suit l'art. 2 de la loi du 24 février 1870-19 août 1897 : « Il est procédé à la délimitation des circonscriptions des Chambres de Commerce, *ainsi qu'à la dissolution (1) et à la réunion des Chambres déjà existantes*, par arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, les Chambres intéressées entendues. Il y aura lieu de tenir compte du caractère économique des circonscriptions, de l'importance des firmes soumises à la cotisation, et de la tendance à réduire les dépenses. »

En application de ce décret, deux Chambres ont été dissoutes, celle de Braunsberg et celle de Landeshut, et deux autres ont été réunies, (celles de Cottbus et de Sorau, regroupées à Cottbus).

Déjà la Thuringe, en 1923, par la loi du 10 février et l'ordonnance du 22 mars, avait dissous (1) les onze Chambres de Commerce d'Altenburg, Arnstadt, Gera, Gotha, Greiss, Hilbinghausen, Meiningen, Rudolstadt, Saalfeld, Sonneberg et Weimar, et les avait remplacées par trois Chambres de Commerce et d'Industrie à Gera, Weimar et Sonneberg. Ces Chambres, héritières des anciennes, ont des circonscriptions évidemment plus étendues.

(1) Voici qui renforce notre opinion sur la situation des Chambres vis-à-vis des pouvoirs publics. La dissolution n'est plus décidée par le Conseil des Ministres : le Ministre du Commerce prend un arrêté, et c'est tout. Au surplus, il s'agit bien de dissolution définitive.

L'exemple de la Thuringe est significatif.

dues, des attributions plus larges, et surtout une activité et une autorité plus efficaces.

Nous avons en France, également, une pareille abondance de Chambres : 153. Quelques-unes sont insignifiantes. Ce ne sont pas toujours des considérations économiques qui entraînèrent leur création, et c'est regrettable.

Mieux vaut une Chambre puissante, bien outillée, au centre d'une importante région économique, en liaison constante avec de nombreux correspondants judicieusement choisis, qu'une « poussière de Chambres » dont les avis ne sauraient être absolument dégagés de considérations locales, donc étroites.

Nombre des Membres. — L'art. 3 de notre loi du 9 avril 1898 dit : « Le nombre des membres des Chambres de Commerce est déterminé par le décret qui les institue. Il peut être modifié par des décrets ultérieurs... » et l'art. 3 inf. de la loi du 19 février 1908 : « Le nombre des membres d'une Chambre de Commerce ne peut être inférieur à douze, ni excéder vingt-quatre, sauf à Paris, où il pourra s'élever jusqu'à quarante. »

Les lois allemandes laissent généralement au Ministre compétent le soin de fixer le nombre des membres des Chambres de Commerce, sans limitation inférieure ou supérieure.

Art. 2, § 2, de la loi prussienne : En accordant son autorisation (de créer une Chambre de Commerce), le Ministre fixe le nombre des membres...

Voir de même art. 2 de la loi wurtembergeoise, art. 2 de la loi badoise, art. 2 de la loi hessoise, etc...

Il résulte de l'art. 4 de l'ordonnance bavaroise que, dans chaque province, ce sont les autorités administratives supérieures qui fixent le nombre des membres élus de la Chambre correspondante.

Les Chambres sollicitent du Ministre compétent l'autorisation d'augmenter le nombre de leurs membres, lorsque l'accroissement de l'activité économique ou de la population de leur circonscription le justifie. Elles obtiennent régulièrement satisfaction.

Ce système est plus souple que le nôtre. Il permet d'intéresser directement un plus grand nombre de commerçants et d'industriels aux destinées des Chambres de Commerce, et de puiser plus largement dans toutes les catégories professionnelles. Mais il n'y a pas proportionnalité entre l'importance politique ou économique des circonscriptions des Chambres de Commerce et le nombre des membres de ces Chambres. Voici d'ailleurs quelques chiffres :

Pays	Population en milliers d'habitants	Nombre de membres
Berlin	1.903	96 (1)
Cologne	641	37
Francfort-s.-Main .	433	61
Dusseldorf	407	41
Hambourg	986	34 (2)
Munich	631	51
Leipzig	636	21 (3)
Stuttgart	324	24
Karlsruhe	136	35
Mayence	108	25

Les sièges des Chambres de Commerce sont répartis dans une proportion déterminée par la structure économique des circonscriptions, entre l'industrie, le commerce, les transports, les assurances, etc...

En Bavière, le règlement électoral fait dans chaque province pour la Chambre de Commerce correspondante prescrit le nombre des membres « devant appartenir au commerce de gros, à l'industrie, aux mines et au commerce de détail » (art. 20 de l'ordonnance bava-roise).

Ce sont, dans la plupart des pays, les Chambres elles-mêmes qui proposent la répartition au Ministre com-

(1) Paris : 40.

(2) Marseille : 24.

(3) Lyon : 24.

pétent et la modification de cette répartition lorsque l'importance respective des différents groupement varie.

Nous donnons ci-dessous la composition détaillée de la Chambre de Commerce de Berlin. (Voir page 34.)

Electorat — Eligibilité. — Dans le sens étroit, les Chambres de Commerce sont des comités de commerçants et d'industriels choisis par un corps électoral professionnel.

Nous n'insisterons pas sur les modalités de l'élection des membres des Chambres de Commerce. Soulignons encore l'absence d'uniformité des dispositions législatives et réglementaires en cette matière. Nous nous bornerons à des généralités.

Sont électeurs les personnes physiques ou juridiques assujetties à l'impôt des patentes (Gewerbsteuer), inscrites au registre du commerce (1), ou au registre des sociétés, qui ont la qualité de commerçant dans le sens de l'art. 1 du code de commerce allemand, et qui sont en possession de leurs droits civiques.

Sont exclus du corps électoral les « Minderkaufleute »,

(1) M. Eude, dans son étude sur « Le Registre du Commerce français et le registre du Commerce allemand » appelle, non sans raison, les Chambres de Commerce allemandes, « les organes de défense des entreprises inscrites au registre du commerce. »

On peut grouper les commerçants, au point de vue de l'inscription au Registre du Commerce, en deux catégories :

a) les « Muskaufleute » et les « Sollkaufleute », qui *doivent* s'inscrire. Les premiers sont commerçants même s'ils ne sont pas inscrits; les seconds ne sont commerçants qu'à partir de leur inscription;

b) les « Kannkaufleute » et les « Minderkaufleute » qui *peuvent* demander leur inscription, cette inscription leur conférant

c'est-à-dire les « moindres » commerçants (1) (et artisans) que la loi dispense en raison de la modicité de leur fonds, des obligations particulières imposées aux « pleins commerçants ». Sont également exclus les commerçants qui ont suspendu leurs paiements et ceux qui sont en état de faillite.

Dans quelques pays (en Bade, par exemple), l'impôt des patentes doit atteindre un certain chiffre. L'art. 4 de la loi prussienne autorisait les Chambres de Commerce à fixer elles-mêmes un chiffre d'impôt des patentes au-dessous duquel le commerçant contribuable était exclus du corps des électeurs ; cette disposition a été abrogée le 1^{er} avril 1924.

Les exploitations d'Etat ou de Pays exercent ici le droit de vote (Bade, Bavière, Saxe) et non point là (Prusse).

La loi wurtembergeoise exclut les entreprises minières (2), et admet les sociétés coopératives de crédit (même si elles sont exemptées de l'impôt des patentes).

la qualité juridique de commerçants. La demande d'inscription des premiers reçoit de plein droit satisfaction, celle des seconds peut être repoussée.

Les commerçants de cette deuxième catégorie ont intérêt à demander leur inscription, parce que le Registre du Commerce allemand est « un instrument de publicité attractive ». (Voir thèse précitée.)

Les Sociétés commerciales doivent obligatoirement s'inscrire au Registre des Sociétés.

(1) Voir cependant ci-dessous « Chambres de Commerce de Bavière ». Un mouvement favorable à la représentation du petit commerce au sein des Chambres de Commerce s'est dessiné vers 1909.

(2) En France, les mines sont des entreprises commerciales depuis la loi du 9 septembre 1919.

La loi bavaroise n'admet ni les pharmaciens, ni les syndicats agricoles, ni les syndicats de petits patrons.

Les personnes juridiques — sociétés — et physiques se font ou peuvent se faire représenter pour l'exercice de leur droit de vote, soit de plein droit par leur représentant légal, soit par une personne quelconque munie d'une procuration expresse. Le droit de vote des personnes en tutelle ou en curatelle est exercé par leur tuteur ou curateur.

Sont éligibles les électeurs âgés de 25 ans. Les étrangers sont généralement éliminés du bénéfice de l'éligibilité, même lorsqu'ils font partie du corps électoral ; ils ne peuvent être élus que dans le pays de Bade. (Art. 7 de la loi badoise des 28 décembre 1886 et 10 novembre 1920, modifiée le 28 février 1922).

Le domicile commercial dans la circonscription est exigé en Bade, et non en Prusse, etc...

La loi impose aux membres élus d'accepter leur mission : en Bavière (art. 33 : le refus d'élection... est recevable si l'intéressé est âgé de plus de 60 ans, s'il est incapable physiquement ou intellectuellement...), et avant 1919, dans quelques pays secondaires (Saxe-Meiningen, Saxe-Coburg-Gotha...)

Sont éligibles, soit normalement, soit en surnombre (Zuwahl), les anciens commerçants et industriels qui ont consacré aux affaires leur vie active et y ont acquis de l'expérience et de la notoriété.

Les modalités du scrutin ne sont pas uniformes en Allemagne.

La loi prussienne introduit dans son art. 10 le principe suivant : Le chiffre total de l'impôt des patentes payé dans la circonscription est divisé par trois. On forme une première classe d'électeurs en groupant ceux qui, parmi les plus imposés, paient ensemble le premier tiers considéré — une seconde classe, plus nombreuse, comprend les électeurs qui paient le second tiers — et enfin, la troisième classe englobe les petits exploitants, beaucoup plus nombreux encore, assujettis à un impôt plus modique, qui paient le troisième tiers du chiffre total défini ci-dessus. Chaque catégorie élit le même nombre de membres : de sorte que les entrepreneurs les plus riches sont plus favorisés que les autres.

Ce système est appliqué de plein droit, à moins que les Chambres de Commerce n'en choisissent un autre, dont le mécanisme, exposé dans leurs statuts, soit approuvé par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

L'art. 5 de la loi saxonne organise le vote à deux degrés : « Les membres des Chambres de Commerce... sont élus par des *électeurs* élus eux-mêmes par des personnes qualifiées de la circonscription... et dont le nombre, fixé par le Ministre de l'Intérieur, doit être au moins égal au double du nombre des membres à élire... » Pour la désignation des électeurs, la majorité relative suffit ; pour l'élection au second degré, la majorité absolue est exigée au premier tour...

Sont électeurs au premier degré les commerçants inscrits au registre du commerce.

La plupart des pays ont adopté le vote direct et égalitaire.

Le vote est secret. Le scrutin est dirigé par des « Wahlleiter » désignés par les Chambres de Commerce (en Bavière et en Wurtemberg par les autorités officielles). La majorité absolue est exigée au premier tour dans certains pays (Prusse, Oldenbourg), la majorité relative suffit ailleurs (Bade, Wurtemberg, Hesse, Bavière).

Les résultats sont soumis à l'approbation du Ministre compétent (1).

Les membres sont élus pour 6 ans, et renouvelés par moitié tous les trois ans (en Prusse, par tiers tous les deux ans).

Perdent leur qualité les membres dont la situation se modifie de telle sorte qu'ils seraient normalement rayés de la liste des électeurs (cas de faillite, par exemple).

Les Chambres peuvent prononcer l'exclusion des membres qui ont perdu la considération publique, qui ont commis une faute grossière (einen grossen Verstoss) contre l'honneur commercial (Wurtemberg) ou même (en Bavière) qui négligent d'une façon continue leurs devoirs de membres (2).

La fonction de membres d'une Chambre de Commerce est honorifique, et gratuite. Des frais de déplacement

(1) Les électeurs allemands tiennent, plus que les Français, à leurs prérogatives. Le nombre des abstentions dépasse rarement 40 %. A Paris, en 1923, le dixième seulement des électeurs inscrits exercèrent leur droit de vote.

(2) Art. 6 de la loi française de 1898: Les membres qui pendant six mois, se sont abstenus de se rendre aux convocations sans motif reconnu légitime, sont déclarés démissionnaires par le Ministre du Commerce, après avis de la Chambre.

sont accordés généralement aux membres qui accomplissent une mission pour la Chambre.

Les Chambres nomment, parmi leurs membres, un président et un ou plusieurs vice-présidents, pour une durée de une année en Prusse (art. 32), de trois années (Bade, art. 16; Saxe, art. 17; Bavière, art. 5, etc...).

En cas de partage au cours des délibérations, la voix du président est prépondérante. Le président représente la Chambre, personne juridique, à l'extérieur et notamment en justice.

En cas de décès ou de démission du président ou des vice-présidents avant l'expiration de leur mandat, il est procédé à une nouvelle désignation pour le temps restant à courir.

Les statuts que les Chambres de commerce sont tenues de rédiger fixent dans le détail, d'une façon souvent très minutieuse, les modalités des élections : nous croyons utile de donner dans ce sens la traduction sommaire des statuts de la Chambre de Commerce de Berlin qui sont parmi les plus simples :

1° La Chambre de Commerce et d'Industrie de Berlin est chargée des intérêts économiques généraux du commerce et de l'industrie de sa circonscription. (Suit la délimitation de cette circonscription : Berlin et sa banlieue).

2° Le droit de vote et l'obligation financière sont exclusivement réglées par l'art. 3 de la loi sur les Chambres de Commerce et d'Industrie, et l'art. 3 de l'ordonnance du 1^{er} avril 1924.

3° Le nombre des membres élus par le corps électoral

de la circonscription est fixé à 93. La Chambre de Commerce et d'Industrie est autorisée à procéder à des élections complémentaires lorsqu'elle est réduite à 77 membres.

4° La circonscription de la Chambre est partagée en deux secteurs électoraux. Le premier comprend la ville de Berlin; le second, le reste de la circonscription de la Chambre.

5° Les élections des membres ont lieu au scrutin égalitaire, direct et secret. Les électeurs qui ne sont pas domiciliés au lieu du vote ont le droit de voter par correspondance. Les autres dispositions, notamment celles qui sont relatives au secret du vote sont prises par le président.

6° Les électeurs du premier secteur sont répartis comme suit en groupes électoraux (catégories professionnelles) :

- a) Industrie,
- b) Commerce de gros,
- c) Commerce de détail (Einzelhandel),
- d) Opérations de bourses des valeurs et de bourse des marchandises (céréales et métaux),
- e) Agents commerciaux, courtiers, commissaires, etc.,
- f) Hôtels — transports — théâtres,
- g) Assurances,
- h) Journaux et éditions,
- i) Banques hypothécaires.

7° Cet article définit ce que l'on entend par Industrie, Commerce de gros, Commerce de détail, etc...

8° Les électeurs qui auraient dans la circonscription le droit de voter plusieurs fois ou qui pourraient appar-

tenir à plusieurs catégories professionnelles ne doivent exercer qu'une fois leur droit de vote. S'ils n'indiquent pas, avant les élections, le secteur électoral ou le groupement qu'ils choisissent, la Chambre les inscrit d'office dans un secteur ou un groupement déterminé.

9° Le nombre des membres à élire est de 78 dans le premier secteur et de 15 dans le second.

Répartition, par catégories professionnelles, des 78 membres du premier secteur :

Industrie	28
Industries métallurgiques	14
Industries chimiques	3
Textiles et vêtements	3
Papier	1
Cuir	1
Bois	2
Industries alimentaires	2
Construction (et matériaux de)	2
Commerce de gros	14
Commerce de détail	14
Opérations de bourse	14
Commission, courtage, représentation, etc.	2
Hôtel, Théâtre	2
Assurances	1
Editions et journaux	2
Banques hypothécaires	1

Parmi les 15 membres du second secteur, 4 au moins doivent appartenir à l'industrie, les 11 autres à l'indus-

trie, au commerce de gros, au commerce de détail, etc..

Le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie a le droit de modifier la composition numérique des catégories, pour tenir compte de tout changement qui surviendrait dans la structure industrielle de Berlin.

10° Les élections complémentaires ont lieu dans le secteur et pour les groupes auxquels appartenaient les membres qui sont remplacés.

11° Le premier secteur comprend la ville de Berlin, le second est partagé en sections de vote.

12° En vue des élections, la Chambre dresse une liste des électeurs répartis en secteurs, sections et groupes électoraux (catégories professionnelles). Cette liste doit être affichée pendant une semaine.

La Chambre fait connaître les lieu et époque de l'affichage, en indiquant que les réclamations contre la composition de la liste électorale sont recevables pendant la semaine qui suit la fin de l'affichage.

Après l'expiration de ce délai, elle décide sur les réclamations et arrête la liste. Appel de ces décisions peut être porté, pendant deux semaines, devant l' « Oberpräsident », qui juge définitivement.

13° à 18° La Chambre de Commerce désigne, parmi ses membres et pour chaque bureau de vote, un Commissaire de vote et son suppléant, et, pour chacun des deux secteurs électoraux un homme de confiance (Obmann).

— Le commissaire préside aux opérations de vote.

Le vote est secret. Les bulletins, sous enveloppe fermée, sont jetés dans les urnes. Les électeurs qui ne ré-

sident pas dans la circonscription électorale peuvent voter par correspondance.

Sont nuls les bulletins contenant plus de noms qu'il n'y a de membres à élire — qui sont illisibles — qui formulent des réserves ou des protestations, etc...

Le procès-verbal du scrutin est signé par le bureau (le commissaire de vote, ses assesseurs et un secrétaire).

Dans chaque secteur les résultats sont centralisés par l'homme de confiance, assisté d'un fonctionnaire de la Chambre.

Sont élues les personnes qui ont obtenu le plus grand nombre de voix, si toutefois ce nombre de voix dépasse la moitié des voix exprimées.

Si la majorité absolue n'est pas atteinte, on forme une liste de ceux qui ont obtenu le plus de voix, et comprenant un nombre de noms double du nombre de membres à élire.

Le scrutin, au second tour, a lieu dans les mêmes formes qu'au premier tour, le choix des électeurs étant ainsi limité.

Ces statuts ont été arrêtés par l'Assemblée plénière du 19 septembre 1924.

Signature du président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Berlin (29 septembre 1924).

Approbation et signature du Ministre du Commerce et de l'Industrie (14 octobre 1924).

Ressources financières. — Les Chambres de Commerce et d'Industrie supportent des dépenses dans l'intérêt du commerce et de l'industrie ; ces dépenses doivent incomber surtout à ceux qui bénéficient de leur

activité, et non à la communauté : telle est l'idée qui explique en Allemagne l'impopularité des subventions accordées par l'Etat ou les communes aux Chambres de Commerce. Un auteur (1) remarque que la population ne consent plus à maintenir elle-même des institutions dont elle tire en première ligne les avantages : le sentiment de ses devoirs se serait émoussé. A plus forte raison se désintéresse-t-elle des Chambres de Commerce, et ne tient-elle pas à subvenir à leurs dépenses sous quelque forme que ce soit.

Les Chambres de Commerce jouissent d'une assez large autonomie financière, sous réserve du contrôle ministériel, et, pour Bade, de l'approbation des électeurs de la circonscription (2).

Elles choisissent et rétribuent leur personnel, organisent leurs services comme elles l'entendent, enrichissent leurs bibliothèques, subventionnent des écoles techniques, alimentent des caisses de retraite pour leur personnel, etc... Les fonctions des membres sont gratuites, mais des jetons de présence peuvent être attribués en Prusse (art. 24, loi de 1870-1897), et des indemnités de déplacement sont généralement prévues pour les mem-

(1) Hermann Twiesselmann : *Geschichte und Kritik der preussischen Landwirtschaftskammern*. Cité par Hereus.

(2) « Une copie... du bilan est adressée au Ministre de l'Intérieur (de Bade), qui peut se faire présenter l'original, accompagné de pièces justificatives ». « La Chambre de Commerce doit tenir une comptabilité de ses recettes et de ses dépenses, et la soumettre annuellement à l'approbation du gouvernement de la province, Chambre de l'Intérieur. » (Ordonnance bavaroise, article II *in fine*). En Bade encore (art. 22), le projet de budget est soumis à l'approbation d'une assemblée plénière des électeurs, qui doit être convoquée annuellement à cet effet.

bres qui sont chargés d'une mission par leur Chambre.

Les Chambres doivent préparer un budget annuel, en publier le projet (par voie d'affichage, par exemple) et le faire approuver par le Ministre compétent.

*
**

Les dépenses des Chambres sont couvertes par les ressources suivantes :

a) Les *subventions* accordées par le gouvernement. Nous venons de signaler leur impopularité. Ces subventions sont peu importantes (en Saxe, elles étaient de 3 à 6.000 marks par Chambre) — ne sont pas accordées dans tous les pays (la loi prussienne, la loi bavaroise, entre autres, n'y font pas allusion) — et tendent à disparaître là même où elles étaient prévues. (Exemple : la subvention visée à l'art. 19 de la loi saxonne a été supprimée en 1922). Depuis la guerre, en raison des difficultés financières, les Pays, sans exception, ont supprimé les subventions qu'ils pouvaient accorder.

b) *Leurs recettes propres*. Ces recettes proviennent des taxes prélevées par les Chambres à l'occasion des services qu'elles rendent (délivrance de certificats d'origine, par exemple) — des intérêts produits par le placement de leurs capitaux, des loyers de leurs immeubles, etc... — des droits payés par les usagers qui utilisent leurs installations particulières (bourses, écoles, quais, etc...). Le tarif des taxes est fixé par chaque Chambre dans un tableau des taxes (Gebühreordnung).

c) Et surtout les *impositions prélevées sur les électeurs* :

En Prusse (1), imposition additionnelle au principal de l'impôt des patentes (Gewerbesteuer) supporté par les électeurs pour les entreprises ou parties d'entreprises situées dans la circonscription de la Chambre.

Les cotisations ainsi prélevées sont des charges publiques (art. 28 de la loi prussienne). Leur recouvrement est fait par l'administration des finances, qui retient en sa faveur, pour le service ainsi rendu, une rémunération de 3 0/0.

Il n'est admis de réclamation de la part des électeurs contribuables que si le taux de l'imposition dépasse 10 pour cent de l'impôt auquel elle s'applique. Ce sont les Chambres qui fixent elles-mêmes ce taux selon leurs besoins.

En Bavière, imposition additionnelle au principal de la contribution des patentes, « le calcul ne devant porter que sur les impôts auxquels le sociétaire est soumis pour le commerce qu'il exploite dans la circonscription de la Chambre ». (Art. 11 de l'Ordonnance bavaroise).

En Bade, les cotisations réclamées aux électeurs sont calculées sur une « base imposable », formée par la somme du capital industriel ou commercial engagé par chaque exploitant et du quintuple de la part de son revenu soumise à l'impôt.

Des registres de répartition sont établis d'après ces prescriptions, et remaniés tous les trois ans.

En Saxe, les Chambres fixent le chiffre des cotisations qu'elles prélèvent dans leur circonscription sur la

(1) Système analogue en Hesse, Wurtemberg, Brünswick, Anhalt, Lippe.

base de l'impôt sur le revenu (Einkommensteuer) ou de l'impôt sur le revenu des sociétés (Körperschaftsteuer) (1). Il s'agit ici du revenu commercial et industriel.

On voit la diversité des systèmes. Encore avons-nous volontairement négligé un certain nombre de détails, analogues à ceux-ci, par exemple :

a) Dans les communes qui ont introduit un impôt particulier des patentes, l'imposition peut être calculée sur la base de cet impôt, les intéressés entendus, si le Ministre du Commerce et de l'Industrie approuve cette modalité (loi prussienne, art. 26, § 2).

b) Lorsque les prélèvements fixés par les Chambres de Commerce sont supérieurs à une certaine proportion (2 0/0 de l'impôt des patentes en Wurtemberg, 1/4.000 de la valeur du capital industriel imposable en Bade), le Ministre doit donner son approbation, etc...

Pendant l'inflation, les Chambres, dans l'impossibilité de subsister en appliquant les méthodes financières habituelles, ont vécu en faisant des appels directs de fonds aux firmes de leur circonscription, et au fur et à mesure de leurs besoins.

Toutes ont ainsi réussi à se maintenir à travers une période extrêmement difficile.

Les Chambres de Commerce allemandes ne sont pas autorisées, comme les Chambres françaises, à contracter des emprunts.

(1) Système analogue en Thuringe.

Il y a là une différence importante. Grâce aux emprunts, qu'elles peuvent amortir « au moyen de l'excédent des recettes sur les dépenses d'exploitation, et s'il y a lieu, au moyen de péages ou de droits établis en vertu de lois ou décrets »(1), les Chambres françaises n'hésitent pas à envisager des travaux de grande envergure : il leur est possible de disposer d'avances importantes pour en mener à bien l'exécution rapide.

De même, la faculté de se concerter en vue d'ouvrages importants n'est pas donnée aux Chambres en Allemagne aussi largement qu'en France. Le décret du 1^{er} avril 1924 modifiant la loi prussienne permet « aux Chambres voisines de constituer une association d'utilité publique, aux fins de se livrer en commun à l'accomplissement exclusif de tâches déterminées. » Les groupements de Chambres dont nous parlerons plus tard n'ont pas un caractère financier.

Dans la plupart des « Pays », lorsque les Chambres de Commerce entreprennent la création d'établissements quelconques, les dépenses qui en résultent doivent être en principe supportées par les électeurs du secteur électoral ou de la catégorie professionnelle qui doivent bénéficier de cette création : les textes sont très nets sur ce point (art. 19 de la loi saxonne, art. 30 de la loi prussienne). Les intéressés doivent être préalablement consultés, et le Ministre compétent doit approuver les dépenses projetées et le chiffre des contributions extraordinaires qui seront prélevées sur ces intéressés.

(1) Art. 23 de la loi française du 9 avril 1898. Voir le titre III de cette loi, art. 21 à 27.

En Bavière, « les décisions des Chambres qui ont trait à des établissements ou des institutions dont la création nécessite la perception de contributions supérieures à celles prévues au budget, sont subordonnées à une autorisation spéciale du gouvernement de Province, Chambre de l'Intérieur » (art. 11, § 5 de l'ordonnance du 25 février 1908).

BUDGET DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE FRANCFORT
(1925-1926)

RECETTES	Marks-or
I. Administration générale :	—
1 Cotisations et taxes	317.343
2 Loyers	60.000
	377.343
II. Bourse des valeurs :	
1 Cotisations et droit d'admission	217.400
2 Taxes diverses (tribunal d'arbitrage, avis)	5.000
	222.400
III. Bourse des céréales :	
1 Cotisations	90.000
2 Inscriptions nouvelles	5.000
3 Cartes quotidiennes	3.000
4 Location de tables	15.000
5 Excédent de recettes du tribunal d'arbitrage	11.000
	124.000

IV. Geschäftsstelle Hanau (1) :

1 Cotisations de Hanau (ville et campagne) .	28.500
2 Cotisations de Gelnhausen	1.500
3 Cotisations de Schlüchtern	1.000
4 Intérêts	100
5 Taxes	500
6 Loyers	400
	32.000

V. Geschäftsstelle Fulda :

1 Cotisations	11.000
2 Intérêts	200
3 Taxes	800
4 Cotisations 1924 (en retard)	2.000
	14.000

Total des recettes	769.743
--------------------------	---------------------

DÉPENSES

Marks-or

I. Administration générale :

1 Traitements et pensions	220.000
2 Réserves pour pensions	50.000
3 Caisse locale de maladie, assurances, invalidité	4.000
4 Achats pour la bibliothèque	15.000
5 Frais de bureau (imprimés)	10.000
6 Frais de voyage	20.000

(1) Bureau, Annexe de Hanau.

7 Cotisations	3.000
8 D. I. H. T. et L. P. I. H. (1)	20.343
9 Université	5.000
10 Berliner Geschäftsstelle	30.000
(Bureau, à Berlin, de la C. de Frankfort.)	

377.343

II. Bourse des valeurs :

1 Traitement du Directeur et des employés de la bourse	20.000
2 Versements caisse locale accidents, assu- rances	1.000
3 Salaire du personnel	50.000
4 Entretien des bâtiments	70.000
5 Eau, gaz, électricité	7.200
6 Assurances	15.000
7 Chauffage	13.000
8 Bureau de correspondance télégraphique.	1.200
9 Impôts	45.000

222.400

III. Bourse des céréales :

1 Traitements et assurances	40.000
2 Bibliothèque	5.000
3 Correspondance, téléphone	7.000
4 Frais de bureau	9.000

(1) D. I. H. T. Deutscher Industrie und Handelstag;
L. P. I. H. Landesausschuss der preussischen Handelskammern
(Association des Chambres de Commerce prussiennes).

5 Frais de voyage, divers	5.000
6 Impôts et taxes	8.000
7 Bâtiments, chauffage, etc.	50.000
	124.000

IV. et V. :

1 Geschäftsstelle Hanau (12 titres)	32.000
2 Geschäftsstelle Fulda (9 titres)	14.000

Total des dépenses 769.743

Organisation intérieure. — Nous croyons utile de donner quelques renseignements sur la structure interne des Chambres de Commerce allemandes.

L'assemblée générale des membres est l'organe suprême de la Chambre : sa volonté prime toutes les autres et son contrôle domine l'activité des bureaux.

Ses délibérations sont publiques (1) ; le secret peut être décidé si les circonstances le justifient. Des conseillers techniques sont souvent appelés à donner leurs avis.

(1) En Bade, cependant, les délibérations de l'assemblée ne sont pas publiques. Mais *tous les électeurs* de la circonscription sont invités à se réunir; pour approuver les dispositions prises en vue des élections des membres (art. 9 de l'ordonnance du 28 décembre 1886) ; pour approuver les comptes de la Chambre ou pour discuter le projet de budget (art. 22 de la loi du 11 décembre 1878) ; soit généralement lorsqu'une question importante est en jeu.

Pareille réunion plénière doit d'ailleurs être convoquée, si le cinquième des électeurs en exprime le désir, ou si le Ministre de l'Intérieur l'ordonne (art. 19 de la loi du 11 décembre 1878).

En Bavière, un commissaire officiel, désigné pour chaque Chambre par les autorités provinciales, assiste aux délibérations : il peut prendre la parole, mais n'exerce pas le droit de vote (art. 13 de l'ordonnance bavaroise ; l'art. 8 in fine de la loi française dispose : le préfet, ou le sous-préfet, suivant les localités, ont entrée à la Chambre de Commerce et y ont voix consultative).

Les décisions sont prises à la majorité des votants. Le nombre des membres présents doit dépasser la moitié de celui des membres en exercice (les 2/3 en Saxe).

Les Chambres de Commerce sont tenues de rédiger des statuts. Ces statuts doivent régler le détail des élections, des délibérations et du fonctionnement des Chambres. Ils sont soumis à l'approbation du Ministre compétent.

Parfois très étendus, comme celui de la Chambre de Commerce de Leipzig, parfois assez simples, comme celui de la Chambre de Berlin, ils constituent en somme le commentaire pratique des lois et des ordonnances ou décrets relatifs aux Chambres. Ils règlent leur mécanisme administratif.

*
**

Voici comment une Chambre assez importante, celle de Dusseldorf, est organisée. La Direction générale des services est confiée au *Syndic* (1), fonctionnaire désigné

(1) Les Syndics sont les chevilles ouvrières des Chambres. Ils ont de très larges attributions, notamment la direction des services. Ils préparent les bulletins publiés par les Chambres, les délibérations des Commissions, etc...

par la Chambre et agréé par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Ce syndic a quatre collaborateurs immédiats : trois d'entre eux ont, comme lui, une excellente formation juridique et économique, le quatrième est un chef de bureau.

Le travail est réparti en cinq services :

Premier service (dirigé par le syndic qui est en même temps directeur de la bourse de Dusseldorf) :

Direction et administration générale.

Politique économique.

Questions ouvrières.

Presse et enseignement.

Deuxième service (dirigé par un collaborateur économique : *Wissenschaftlicher Hilfsarbeiter*) :

Politique commerciale.

Commerce extérieur, douanes.

Finance et Banque.

Commerce des devises.

Bibliothèque.

Troisième service : (*Wissenschaftlicher Hilfsarbeiter*) :

Circulation.

Chemins de fer.

Poste.

Navigation.

Expositions et foires.

Quatrième service : (W. H.) :

Impôts.

Assurances.

Commerce de gros et de détail.

Section juridique et judiciaire (nominations d'experts, arbitrages...)

Direction du journal mensuel édité par la Chambre de Commerce (Wirtschaft und Verkehr).

Cinquième service (dirigé par un chef de bureau, chargé au surplus de la surveillance de tous les bureaux) :

Caisse, Fonds de roulement.

Passeports.

Certificats d'origine, Attestations.

Répertoire des Armes (Registre du Commerce).

*

**

Les 41 membres de la Chambre de Dusseldorf appartiennent aux catégories suivantes : Industrie (20), Commerce de gros (8), Commerce de détail (7), Banques et Assurances (3), Imprimeries et Edition (2), Transports (1). Ils nomment au début de chaque année un président et deux vice-présidents.

Onze commissions sont constituées par les membres de la Chambre, savoir :

Commission n° 1 : Industrie.

Commission n° 2 : Commerce de détail.

Commission n° 3 : Commerce de gros.

Commission n° 4 : Transports.

Commission n° 5 : Administration générale.

Commission n° 6 : Questions juridiques.

Commission n° 7 : Métiers.

Commission n° 8 : Impôts.

Commission n° 9 : Commerce extérieur.

Commission n° 10 : Banques et bourse.

Commission n° 11 : Registre du commerce.

Fonctionnent également auprès de la Chambre :

Un Comité pour le commerce des métaux précieux,

Un Comité pour le commerce des métaux ordinaires,

Un tribunal d'arbitrage,

Une commission d'examen pour les sténographes de commerce.

La Chambre de Dusseldorf prend part, dans certains cas, aux délibérations de syndicats patronaux et ouvriers, pour y traiter des questions relatives au salaire, au coût de la vie, à l'habitation, etc...

Elle assiste aux délibérations du Conseil municipal de Dusseldorf.

Elle a collaboré avec les autorités d'occupation, et servi d'intermédiaire entre ces autorités et la population pour l'établissement de permis de circulation pour voitures automobiles, de passeports, etc...

Enfin, la Chambre de Dusseldorf fait partie des groupements suivants :

1° Vereinigung niederrheinisch-westfälischer Handelskammern (Association des Chambres de Commerce de la Westphalie rhénane),

2° Vereinigung der Handelskammern im besetzten Gebiet (Association des Chambres de Commerce des Territoires occupés),

3° Landes Ausschuss preussischer Handelskammern (Comité des Chambres de Commerce prussiennes),

4° Deutscher Industrie-und Handelstag.

II. — LES CHAMBRES DE COMMERCE ET LA CONSTITUTION DE WEIMAR

Projets de réforme antérieurs à la Révolution. — Nous venons de voir que la législation des Chambres de Commerce est quelque peu tourmentée. Aussi n'est-il pas étonnant que des projets de réforme aient été étudiés par diverses chambres, soucieuses de voir s'établir l'unité nécessaire.

Dès 1879, une Commission du D. I. H. T., à l'instigation des Chambres de Stuttgart et de Dusseldorf, s'était préoccupée de cette question et avait conclu :

- a) Une organisation des Chambres de Commerce uniforme pour toute l'Allemagne est grandement désirable;
- b) Les Chambres ne doivent représenter que le commerce de gros et la grande industrie;
- c) Les circonscriptions des Chambres doivent être délimitées comme elles le sont en Saxe et en Bavière;
- d) Il faut rechercher un mode d'élection qui écarte les inconvénients du scrutin direct.

La raison invoquée pour éliminer des Chambres le commerce de détail et la petite industrie est que ces branches de l'activité économique sont sous l'étroite dépendance des vicissitudes locales auxquelles échappent les entreprises plus puissantes. Il ne faut pas que l'activité des chambres soit morcelée par l'examen de nombreuses questions d'importance secondaire.

Le 8 novembre 1879, le D. I. H. T., réuni à Leipzig en

assemblée plénière, discuta le texte de la loi unique proposé par cette Commission et dont voici les grandes lignes :

Les Chambres de Commerce deviennent Chambres de Commerce du Reich (Reichshandelskammern), sous l'autorité directe du chancelier. Elles doivent être entendues par les autorités administratives du Reich. La création d'une Chambre est subordonnée à l'autorisation du chancelier, le pays intéressé consulté. Les circonscriptions des Chambres englobent tout le territoire du Reich. Les dispositions relatives à l'électorat et à l'éligibilité sont copiées sur la loi prussienne de 1870. Les délibérations des Chambres sont publiques.

Ce projet, comme tous les projets subséquents d'unification législative, a rencontré l'opposition des Chambres du sud de l'Allemagne, dont l'esprit particulariste est toujours en éveil.

Parmi les projets n'intéressant qu'un seul Etat de l'Allemagne, il faut mentionner d'abord le projet von Berlepsch qui aboutit à la loi prussienne de 1897 modifiant la loi de 1870 (voir le début de la IV^e Partie) et ensuite le projet prussien de 1918. Ce projet reprend quelques-uns des arguments du rapport von Berlepsch :

- a) certaines chambres sont inactives, elles manquent d'ailleurs de moyens financiers : il faut les supprimer, ou les grouper ;

- b) il est nécessaire de procéder à une nouvelle répartition des Chambres et à une délimitation plus logique de leurs circonscriptions.

D'autre part, il est établi en harmonie avec le projet

politique de réorganisation du Landtag prussien, selon lequel le choix des représentants du commerce et de l'industrie à cette assemblée était dévolu aux Chambres de Commerce.

La Révolution de 1918 a délesté le projet de cette dernière conjecture. Le reste est passé à travers les événements et a fourni l'essentiel de l'Ordonnance du 1^{er} avril 1924.

Nous avons cité les travaux prussiens parce que les autres pays ont souvent suivi l'exemple de la Prusse en cette matière — et en d'autres. A défaut d'une loi unique, c'est par une série d'imitations réciproques que les textes encore divers en vigueur dans les différents pays deviendront finalement identiques. Mais ce phénomène d'osmose pourra durer longtemps avant l'équilibre définitif.

La Constitution de Weimar. — La Constitution de Weimar offre pourtant aujourd'hui la possibilité de régler rapidement cette question d'uniformisation législative.

Deux dispositions très importantes permettent en effet l'application d'un texte unique à toutes les Chambres du Reich : ce sont celles de l'art. 13 « Droit de Reich passe droit de Pays » et de l'art. 7 « Le Reich a le droit de légiférer en ce qui concerne... 10° : *l'organisation des représentations professionnelles pour le territoire du Reich* ».

Aucune controverse n'est possible. S'il plaisait au Reichstag de doter l'Allemagne d'une réglementation uniforme des Chambres de Commerce, il le pourrait

faire, abrogeant ainsi d'un seul coup toutes les lois particulières que nous avons déjà citées.

Evidemment, les pouvoirs législatifs du Reichstag sont limités par le droit de protestation du Reichsrat, par l'espèce de droit de veto attribué au Président du Reich, par l'opposition possible du peuple et, en matière économique, par l'autorité conférée au Conseil économique du Reich, avec lequel le Reichstag doit en principe collaborer.

Mais seul, à propos de Chambres de Commerce, ce Conseil économique songerait à intervenir, et son intervention ne serait d'ailleurs pas nécessairement hostile à l'initiative du Reichstag.

Et surtout, il faut comprendre que le Reichstag a des travaux plus compréhensifs à entreprendre. La réglementation des représentations professionnelles n'est pas une question de grande politique.

Enfin, les « Pays » ne soulèveront pas la question : la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg... sont plus attachés qu'on ne le croit communément à leurs institutions propres. Ils peuvent encore légiférer, sauf sur quelques matières exclusivement réservées au Reich par l'art. 6 de la Constitution et n'y manquent pas en vérité. Ils modifieront sans hâte leurs lois sur les représentations professionnelles, et par une série d'ajustements réciproques arriveront finalement à une parfaite identité législative.

En fait, depuis 1919, les lois sur les Chambres de Commerce n'ont pas été touchées par une loi d'empire. Mais la Constitution de Weimar, élaborée par une Assemblée où les tendances démocratiques dominaient, a

posé un principe dont l'application eût singulièrement diminué les représentations professionnelles patronales. Nous faisons allusion à l'art. 156 : « Le Reich peut par une loi, sous réserve d'indemnité..., faire passer dans la propriété commune les entreprises économiques privées susceptibles d'être socialisées ».

La menace est sérieuse, elle vise directement la classe importante des entrepreneurs — industriels surtout — et indirectement, toutes leurs représentations officielles ou privées.

« Les entreprises susceptibles d'être socialisées » : la formule est large. Il est évident que la majorité weimarienne pensait surtout aux mines, aux transports, aux assurances... c'est-à-dire aux entreprises concentrées, mûres pour la socialisation. Mais il n'est point par nature d'entreprises non susceptibles de nationalisation, sauf les petites exploitations individuelles.

Tout dépendait donc, à partir du 11 août 1919, des initiatives législatives dans l'esprit de l'art. 156. Elles furent bien timides : en pleine Révolution, d'ailleurs, avant le vote de la Constitution, le Ministre social-démocrate Wissel, partisan résolu de la socialisation, dut se retirer devant l'opposition des socialistes de gouvernement. La seule loi sur la socialisation, celle du 23 mars 1919, se borne à expliquer le mécanisme de la transformation d'une entreprise privée en entreprise socialisée.

La Constitution du 11 août 1919 ne pouvait cependant rester lettre morte dans toutes ses dispositions. On ne paralyse pas entièrement une œuvre aussi large, qui consacre 15 articles à la vie économique (151 à 165).

Elle a, en effet, jeté les bases d'une nouvelle structure

de l'économie du Reich. Un des aspects les plus originaux de cette vaste organisation est la collaboration (envisagée) de toutes les forces ouvrières et patronales à la direction et au contrôle de la production : ces forces, de nature sociale opposée, vont pouvoir, comme les éléments chimiques dans les creusets, se souder dans les *Conseils*, Conseils économiques régionaux, Conseil économique du Reich.

L'Article 165. — L'art. 165, tout plein de possibilités et d'incertitudes, large fresque complexe et cependant inachevée, nous donne les grandes lignes de la réforme. Il doit être cité in extenso :

« Les ouvriers et employés sont appelés à collaborer avec les employeurs, sur un pied d'égalité, à la réglementation des conditions de salaire et de travail, ainsi qu'au plein développement économique des forces productives. Les organisations patronales et ouvrières et leurs conventions sont reconnues.

« Les ouvriers et employés obtiennent, pour veiller à leurs intérêts sociaux et économiques, des représentations légales dans les Conseils ouvriers d'entreprise, ainsi que dans les Conseils ouvriers constitués par régions économiques et dans un Conseil ouvrier du Reich.

« Afin de remplir entièrement leur mission économique et de collaborer à l'exécution des lois de socialisation, les Conseils ouvriers régionaux et le Conseil ouvrier du Reich se réunissent aux représentants des employeurs et des autres milieux intéressés de la population, en Conseils économiques régionaux et en un Conseil économique du Reich.

« Les Conseils économiques régionaux et le Conseil économique du Reich seront constitués de telle façon que tous les groupes professionnels notables y soient représentés en fonction de leur importance économique et sociale.

« Le Gouvernement du Reich, avant de déposer les projets de lois de politique sociale et économique d'une portée fondamentale, doit les soumettre pour avis au Conseil économique du Reich. Le Conseil économique du Reich a le droit de prendre l'initiative de lois de même nature. Si le Gouvernement du Reich n'approuve pas ces propositions, il doit cependant les présenter au Reichstag en exposant son propre point de vue. Le Conseil économique du Reich peut faire soutenir la proposition par un de ses membres.

« Les Conseils ouvriers et les Conseils économiques peuvent être chargés, dans les domaines qui leur sont assignés, de fonctions de contrôle et d'administration.

« Le soin de régler l'organisation et les attributions des Conseils ouvriers et des Conseils économiques, ainsi que leurs rapports avec d'autres corps sociaux autonomes, appartient exclusivement au Reich. »

L'application des dispositions de cet article eût vraisemblablement abouti à une organisation d'ensemble à peu près équilibrée, dont le schéma suivant peut donner une idée (1).

(1) Le plan Wissel, élaboré dès 1919 par le Ministre de l'Economie, prévoyait la hiérarchie suivante de Conseils :

- Conseils d'entreprise (Betriebsräte).
- Conseils ouvriers régionaux (membres élus par les ouvriers), chargés de défendre les intérêts de la classe laborieuse.

Maintien des entreprises patronales (sauf les très grandes entreprises, mines, par exemple, socialisées).

Associations patronales libres.

Maintien des représentations professionnelles officielles (patronales) : Chambres de Commerce et d'Industrie, Chambres de Métiers, Chambres d'Agriculture.

Création de Conseils ouvriers appelés à la cogestion des entreprises patronales : les Conseils d'entreprises (Betriebsräte).

Associations ouvrières

Création de représentations professionnelles (ouvrières) : les Conseils ouvriers régionaux.

Conseils économiques régionaux.

Résultant de la fusion des représentations professionnelles officielles (patronales et ouvrières), avec adjonction de délégués des associations libres ouvrières, patronales, paysannes, des professions libérales, des consommateurs, etc...

Union des Associations capitalistes.

Conseil ouvrier du Reich.

Conseil économique du Reich.

Délégués des Conseils économiques régionaux, de l'Union des Associations capitalistes, du Conseil ouvrier

-
- Conseils patronaux régionaux, formés par la réunion des associations patronales d'une même région.
 - Conseils économiques régionaux, comprenant les représentants des Conseils ouvriers et des Conseils patronaux de la région.
 - Conseil ouvrier du Reich.
 - Conseil patronal du Reich.

du Reich, de la Ligue des Consommateurs, des professions libérales, du Reichsrat, du Reichstag, Personnalités du monde économique, intellectuel, scientifique, etc.

De cette façon, ou, d'une manière approchée, l'équilibre recherché par la Constitution dans le double but de paix sociale et de production, était réalisé par une combinaison judicieuse des organismes existants à des organismes nouveaux, selon une hiérarchie bien ordonnée, depuis les innombrables entreprises individuelles, flanquées de Conseils ouvriers d'entreprise, jusqu'au Conseil économique du Reich, expression suprême de la force productive allemande, en passant par les Conseils économiques régionaux.

Les renseignements économiques et sociaux, filtrés par les Conseils inférieurs, arriveraient au Conseil économique du Reich qui, dominant la vie active de la nation, pourrait ainsi prévoir et résoudre les crises, diriger l'ensemble de la production, discipliner la consommation, et préparer pour le Reichstag les grandes lois nécessaires à l'exécution de cette œuvre.

Mais, cette construction n'a été ni entreprise dans l'ordre logique, ni achevée (1).

Le Conseil économique du Reich a été créé : les Con-

(1) Les Conseils d'entreprise, ou Conseils d'exploitation (Betriebsräte) ont été créés par la loi du 4 février 1920.

De nombreuses études ont renseigné le public français sur ces Conseils.

Le Conseil ouvrier du Reich n'existe pas encore.

seils économiques régionaux ne le sont pas. Encore le C. E. R. n'est-il que « provisoire », et doit précisément mettre en œuvre celles des promesses de l'art. 165 qui, jusqu'ici, n'ont pas été tenues.

Les Conseils économiques régionaux ne peuvent d'ailleurs se concevoir qu'au centre de régions économiques qui ne sont encore ni délimitées ni généralement acceptées en Allemagne.

L'organisation de l'Allemagne, selon la formule weimarienne, est bien lente.

La position des Chambres de Commerce. — Cette lenteur que nous croyons calculée, et qui, très certainement, a été mise habilement à profit par les associations patronales, a enrayé l'offensive conduite contre les Chambres de Commerce allemandes par les socialistes et les syndicalistes.

Un instant désemparées par le régime weimarien, ou plutôt intimidées par les possibilités de socialisation en puissance dans la Constitution, diminuées politiquement par l'abrogation des anciennes constitutions qui leur donnaient dans certains pays, le droit de nommer des délégués au Landtag (1), les Chambres de Commerce ont bénéficié de la savante tactique de la grosse industrie contre le système des Conseils.

En réalité, les syndicats patronaux ne se sont guère inquiétés d'elles. Mais, au fur et à mesure que se déve-

(1) En Bade. Loi organique du 24 août 1904.
En Wurtemberg, loi du 16 juillet 1906.
En Hesse. Loi du 3 juin 1911,

loppait l'action des industriels, elles ont mené le combat pour leur propre compte, à la suite du D. I. H. T.

Quels griefs les adversaires des Chambres de Commerce articulaient-ils contre elles ?

Behrens résume d'abord les critiques présentées par certaines Chambres sur leur propre fonctionnement : avec Max Cohen (1), il vise surtout les Chambres secondaires, dont l'activité est bien limitée, et peu comparable à celle, très féconde, des Chambres d'agriculture.

En réalité, c'est leur caractère patronal qui est incriminé : le Dr Thissen, ancien syndic de Chambre de Commerce, rappelle que les Chambres se sont prononcées contre la loi si bienfaisante du repos hebdomadaire. Cohen leur reproche d'avoir toujours attaché plus d'importance à la défense des employeurs qu'à l'accomplissement de leur mission administrative.

La parité. — Pour empêcher les Chambres de Commerce de consacrer ainsi toute leur activité au profit d'une classe déterminée, il suffisait de modifier leur composition : de les transformer en Chambres paritaires, par l'élection d'un nombre de membres ouvriers et employés égal au nombre des membres élus par les entrepreneurs.

Ce n'est que par une collaboration étroite entre ouvriers (et employés) et patrons *dans tous les organismes*, que l'influence prédominante du capitalisme *dans la vie économique* peut être diminuée et ramenée à un juste niveau. Dans tous les organismes, et notamment dans les Chambres de Commerce, disent leurs adver-

(1) Behrens, président de l'Union centrale des Ouvriers agricoles et forestiers, membre du Reichstag. Max Cohen : député socialiste, collaborateur du « Sozialistischen Monatshefte ».

saires, auxquels elles paraissent les plus suspectes des représentations patronales. (Adolf Cohen, Aufhäuser, Thissen).

Cette question de parité a longuement préoccupé les Chambres : Elles ont opposé à la conception paritaire des arguments juridiques, économiques et pratiques.

1) L'art. 165, § 1, pose bien le principe général de la collaboration, sur un pied d'égalité, entre ouvriers et employés d'une part, et employeurs d'autre part, mais il n'indique pas que cette collaboration doive s'exercer par un rapprochement, dans tous les organismes, des uns et des autres.

Les ouvriers et employés obtiennent des représentations légales dans les Conseils ouvriers d'entreprise, dans les Conseils ouvriers régionaux et dans le Conseil ouvrier du Reich : mais il n'est nullement question, en créant ces représentations *purement ouvrières*, de modifier les représentations patronales. Ces dernières ne sont pas le moins du monde menacées : lisons le § 3 de l'art. 165 : ... « Afin de remplir entièrement leur mission économique..., les Conseils ouvriers régionaux et le Conseil ouvrier du Reich se réunissent aux *représentants des employeurs* et des autres milieux intéressés... » Voilà qui maintient formellement, sans modification, les Chambres de Commerce, les Chambres d'Agriculture et les Chambres de Métiers.

Ce serait d'ailleurs une injustice que de donner aux ouvriers et employés des représentations sans mélange d'entrepreneurs, et aux patrons des représentations paritaires. L'équilibre recherché serait rompu de cette façon en faveur de la classe ouvrière, et les Conseils éco-

nomiques régionaux seraient surtout l'émanation de cette classe favorisée.

L'art. 165 ne signifie donc pas que les travailleurs doivent collaborer sur un pied d'égalité avec les employeurs dans toutes les représentations professionnelles : il nomme expressément celles où doit, par une réunion des représentations des employeurs et des autres parties intéressées de la population aux Conseils ouvriers régionaux et au Conseil ouvrier du Reich, se réaliser cette fusion des groupes professionnels importants.

2) D'autre part, les Chambres de Commerce ont pour mission spéciale de donner au Parlement et aux autorités administratives l'opinion sans mélange d'une classe de la nation sur les questions économiques. Si elles étaient paritaires, les avis qui en émaneraient seraient le résultat de compromis, c'est-à-dire ternes et sans signification précise.

3) Pratiquement, la présence, au sein d'un Conseil quelconque, de deux forces opposées en équilibre complexe extraordinairement la conduite des affaires. Les ouvriers et employés n'ont pas la même conception des problèmes économiques et sociaux que les patrons : ces derniers, habitués à de plus vastes spéculations que les salariés, qui ne connaissent qu'un aspect fragmentaire de la production, peuvent émettre des avis chargés de leur expérience et de leur autorité.

Quant à faire, au sein des assemblées paritaires, l'éducation des délégués ouvriers et employés, il n'y faut point songer : la connaissance superficielle des problèmes économiques qu'y pourraient acquérir certains d'en-

tre eux est plus dangereuse encore que leur simple et complète ignorance.

(Les défenseurs des Chambres de Commerce insistent un peu trop sur la compétence particulière qu'ils accordent aux entrepreneurs : ils semblent oublier que la plupart des grands pays industriels nous offrent l'exemple d'ouvriers ou d'anciens ouvriers arrivés à connaître remarquablement tous les aspects de l'économie mondiale.)

Enfin — argument qui nous a paru spécieux — les Chambres de Commerce ne représentent pas les intérêts exclusifs des entrepreneurs, mais bien ceux des entreprises, c'est-à-dire, en fait, les intérêts bien compris de toutes les personnes qui collaborent, à un titre quelconque, à la production. Et une entreprise prospère peut employer et rémunérer convenablement un grand nombre d'employés et ouvriers...

Suppression des Chambres. — Certains adversaires des Chambres de Commerce étaient allés jusqu'à demander leur suppression, et à transférer leurs attributions officielles aux Conseils économiques régionaux et leurs autres attributions aux associations libres ouvrières ou patronales.

Mais — répondent les partisans des Chambres — la tâche des Conseils économiques régionaux serait trop lourde si elle devait absorber celle des Chambres de Commerce, des Chambres de Métiers et des Chambres d'Agriculture. D'ailleurs, il n'a jamais été question de former un surorganisme tentaculaire : « Les Conseils économiques régionaux représentent les intérêts géné-

raux économiques et sociaux de leur circonscription dans le cadre de l'économie générale, en complément de l'activité des Chambres représentatives des branches particulières de l'activité économique. » (1)

Quant aux associations libres, elles ne se préoccupent que d'intérêts particuliers à des groupes bien définis, différents les uns des autres; leur activité est parfois nécessairement égoïste : comment concevoir qu'elles puissent se charger d'une partie des fonctions incombant aux Chambres de Commerce ? D'ailleurs, à laquelle ou auxquelles de ces multiples associations patronales et ouvrières transférerait-on les attributions des Chambres officielles ?

En réalité, il n'y a aucune ressemblance entre ces mêmes associations « constructions verticales » et les Chambres de Commerce, établies pour représenter « horizontalement » les intérêts généraux des différents groupes industriels et commerciaux d'une région.

Ces tentatives de suppression, ajoutent les Chambres de Commerce, sont favorisées par l'indifférence du public, qui ne sait que fort peu de chose de nos efforts. Il n'ignore sans doute pas que nous donnons notre avis sur les projets de lois qui intéressent l'activité générale, mais tout lui échappe du formidable travail d'administration et de documentation que nous faisons — et dont les associations patronales, ni les Conseils régionaux ne pourraient se charger.

Héritières des vieilles gildes et des anciennes corpo-

(1) Oberbürgermeister Mitzlaff, au Conseil économique du Reich.

rations commerciales, nous continuons leurs tâches essentielles, et nous avons des devoirs nouveaux, notamment dans le domaine de l'enseignement commercial pratique et supérieur.

C'est dans cet état d'esprit que le D. I. H. T. a émis ce vœu (en 1920) :

« En tant que parfaites représentations régionales
« officielles du commerce, de l'industrie et des transports, les Chambres de Commerce allemandes sont
« irremplaçables. Comme leur organe de tête, le
« D. I. H. T., elles ont le devoir de défendre, dans le
« cadre des besoins de l'économie allemande, les intérêts des groupes professionnels qu'elles représentent.

« L'organisation des Chambres de Commerce et du
« D. I. H. T. doit être constamment adaptée à l'évolution économique, et leur influence doit être renforcée.
« Les réformes nécessaires doivent être réalisées rapidement selon les indications contenues dans un projet
« de loi prussien (1) et l'existence du D. I. H. T. doit
« être confirmée légalement.

« La nécessité d'une politique économique unifiée
« exige des Chambres de Commerce, représentations
« professionnelles régionales, une étroite collaboration
« avec les communes et les groupements économiques
« libres — et du D. I. H. T., la même volonté de collaborer constamment avec les unions de ces mêmes
« groupements. »

(1) Il est fait allusion au projet prussien de 1918.

Le Conseil Economique du Reich. — Les Chambres de Commerce n'ont été ni supprimées, ni modifiées selon la formule paritaire, et toute menace de ce genre semble bien être écartée.

Il convient de rechercher quelle place elles tiennent dans le Conseil économique provisoire du Reich, et ensuite, quelle serait leur position, selon divers projets, dans les Conseils économiques régionaux.

L'ancêtre légal du C. E. R. est le Volkswirtschaftsrat prussien créée par Bismark (ordonnance royale du 17 novembre 1880). Ce Volkswirtschaftsrat comprenait 75 membres désignés par le roi pour une période de 5 ans; 45 d'entre eux devaient être proposés au roi par les ministres du Commerce et de l'Industrie, des Travaux publics, de l'Agriculture, qui les choisissaient eux-mêmes sur une liste de 90 personnes, élues par les Chambres de Commerce, les Conseils des Corporations commerciales et un certain nombre d'associations agricoles. — Les 30 autres étaient désignés librement par les ministres, sous la seule réserve que 15 d'entre eux appartenissent à l'artisanat ou à la classe ouvrière.

Ce Conseil tint sa première session le 27 janvier 1882. Il se réunit à nouveau en 1884 et 1887 pour l'examen des grandes lois sur l'invalidité et la vieillesse. Puis il disparut.

La tentative d'étendre ses attributions à tout le Reich se brisa contre l'opposition du Reichstag les 10 juillet et 1^{er} décembre 1881.

Après la révolution, au cours de l'Assemblée nationale, parut le 5 mars 1919, une « Explication sur les vues juridiques du gouvernement ». « Pour des régions

limitées, y lit-on, on installera des Bezirksarbeiterräte (Conseils ouvriers régionaux) et pour le Reich un Zentralarbeitsrat. Les artisans, les employés, ouvriers, etc... seront représentés dans ces conseils, chargés de collaborer aux mesures de socialisation ». Cette idée, amplifiée, passa dans l'art. 165.

Le 15 août 1919, le Gouvernement fit connaître son projet d'organisation du C. E. R.; de vives oppositions retardèrent jusqu'au 4 mai 1920 la publication de l'Ordonnance sur le C. E. R.

*
**

Les membres du C. E. R. sont les représentants des intérêts économiques du peuple entier. Ils ne sont responsables que devant leur conscience (art. 5 de l'ordonnance du 4 mai 1920) et ne sont pas liés par leurs propositions. Le C. E. R. et ses comités sont autorisés à appeler en qualité d'experts des personnes qualifiées étrangères au C. E. R. (art. 8).

Les projets de loi importants relatifs à la politique sociale et à la politique économique doivent être soumis par le Gouvernement à son examen et à son approbation (Begutachtung), avant leur dépôt devant le Reichstag (art. 11).

Le C. E. R. a le droit de préparer de pareils projets. Il collabore à l'organisation des conseils prévus dans la Constitution : Conseils ouvriers et Conseils économiques régionaux (art. 11).

Il crée dans son sein des comités permanents (art. 11), chargés d'étudier des questions spéciales.

Sa composition, définie par l'art. 2 de l'Ordonnance précitée, est la suivante (il s'agit toujours du Conseil économique *provisoire*) :

326 membres, soit :

- 1) 68 *représentants de l'agriculture et des forêts*;
22 représentants des patrons;
22 représentants des salariés agricoles;
14 représentants des petits propriétaires fonciers;
6 représentants des forêts :
3 employeurs;
3 employés;
 - 2) 6 *représentants de la culture maraîchère et de la pêche.*
 - 3) 68 *représentants de l'industrie.*
- a) représentation technique :
- 21 entrepreneurs;
 - 21 salariés, désignés par la Zentralarbeitsgemeinschaft (1) des patrons et des ouvriers de l'industrie;
 - 2 patrons et
 - 2 salariés désignés par le Reichskohlenrat (2) ;

(1) Cette « Zentralarbeitsgemeinschaft der industriellen und gewerblichen Arbeitgeber und Arbeitsnehmer Deutschlands » comprend 13 Arbeitsgemeinschaften (communautés du travail), groupements mixtes de patrons et d'ouvriers: industrie métallurgique — industrie alimentaire — construction — textiles — mines — carrières — bois — vêtement — papier — cuir — céramique et glaces — chimie — huiles et graisses.

(2) Le « Reichskohlenrat » créé en 1919 (Kohlenwirtschaftsgesetz du 23 mars), a dans ses attributions tout ce qui concerne les combustibles (mines, importation et exportation, questions ouvrières intéressant notamment les mineurs, etc...). L'assemblée plé-

1 patron et

1 salarié désignés par le Reichskalirat (1).

b) représentation générale :

10 représentants patronaux désignés par le D.I.H.T.
choisis dans les représentations patronales officielles du commerce et de l'industrie;

10 salariés désignés comme les 21 membres ci-dessus (a), dont 2 employés techniques : ingénieurs, dessinateurs, chimistes...

4) 44 représentants du commerce, des banques et des assurances.

a) représentation technique :

Commerce.

10 entrepreneurs;

10 salariés, désignés par une union des associations ouvrières du commerce en gros, du commerce de détail, du commerce d'exportation et de la société des achats en gros des coopératives de consommation (Hambourg).

Banques.

2 banquiers;

2 salariés;

nière comprend entre autres 3 représentants des « Pays », 15 représentants des entreprises minières, 15 représentants des mineurs, 2 des usines à gaz (1 patron, 1 ouvrier), 2 des employés techniques des mines, 5 des marchands de combustibles, 2 des consommateurs, etc...

(1) Le « Reichskalirat » (Kaliwirtschaftsgesetz du 24 avril 1919 et Kaligesetz du 19 juillet 1919), chargé de veiller, sous le contrôle du Reich, aux questions relatives à l'industrie de la soude. Il comprend 30 membres (5 producteurs, 3 représentants des « Pays », 8 ouvriers, 4 consommateurs, etc...).

- 1 représentant des banques coopératives;
- 1 représentant des employés des sociétés coopératives de crédit.

Assurance.

- 1 assureur, nommé par l' « Union des Assurances privées » ;
- 1 salarié, désigné par la Zentralarbeitsgemeinschaft.

b) représentation générale :

8 *entrepreneurs désignés par le D. I. H. T.*

8 salariés du commerce, des banques et des assurances.

5) 34 *représentants des transports et entreprises publiques* (dont 17 représentants patrons et 17 représentants ouvriers) :

Navigation	10
Transports	4
Postes	2
Chemins de fer	6
Entreprises municipales	4
Syndicats de communes	4
Crédit et épargne	4

- 6) 36 représentants du métier ;
- 7) 30 représentants des consommateurs ;
- 8) 16 représentants des fonctions et des professions libérales ;
- 9) 12 représentants désignés par le Reichsrat parmi les personnalités des « Pays », particulièrement compétentes en matière économique ;
- 10) 12 représentants choisis de la même façon par le Gouvernement.

Soixante-dix groupements concourent à la désignation des membres patrons et ouvriers du C. E. R. Nous avons cité à titre d'exemples quelques-uns de ces groupements qui choisissent les représentants de l'industrie (3) et du commerce, des banques et des assurances (4).

Parmi les autres, il faut indiquer : le Deutscher Landsbund (500.000 membres), la Vereinigung der deutschen Bauernvereine (450.000 membres, dont les quatre cinquièmes sont des petits propriétaires), le Generalverband der deutschen Raiffeisengenossenschaften (4.712 caisses coopératives d'épargne et de crédit, comptant 500.000 membres), le Deutscher Transportarbeiter Verband (540.000 membres)... Zentralverband des deutschen Grosshandels (6.263 associations ou membres isolés), Arbeitsgemeinschaft freier Angestelltenverbände (100.000 membres), Allgemeiner deutscher Genossenschaftsverband (comprend 4.000 coopératives, 1 million 1/4 de membres), Deutscher Eisenbahnverband (300.000 m.) Zentralverband deutscher Konsumvereine (1) (1.079 coopératives, 2.199.000 membres), etc., etc.

Le D. I. H. T. est l'un de ces soixante-dix groupements. Il désigne 18 membres sur 326, dont 10 sur les 68 représentants de l'industrie et 8 sur les 44 représentants du Commerce.

L'influence des Chambres de Commerce au sein du C.E.R. est donc relativement modeste.

A bien examiner la composition du C. E. R., l'on

(1) Nous ne traduisons pas tous ces titres, qui se comprennent facilement.

s'aperçoit qu'en réalité l'esprit patronal y domine nettement (1) ; il s'oppose hardiment et non sans habileté, non seulement au socialisme, mais aussi au parlementarisme et à l'intervention de l'Etat dans la vie économique. Le culte de la compétence y est savamment entretenu : un « capitaine d'industrie » n'est-il pas socialement, économiquement, bien supérieur à un politicien quelconque ?

Les Chambres de Commerce, sans être largement représentées au C. E. R., sont consolidées par le succès tactique de la grande industrie qui a su se tailler la place prépondérante dans ce Parlement économique provisoire, et qui saura, sans nul doute, consolider ses positions lors de la constitution du Conseil économique définitif (2).

(1) « Le Conseil économique du Reich, écrit M. Vermeil, est devenu un moyen de domination entre les mains du haut patronat ». (Voir bibliographie.)

(2) Quoique nous nous défendions de faire une étude comparée, nous ne pouvons pas ne pas souligner qu'il serait intéressant de suivre les efforts parallèles du C. E. R. et de notre Conseil National Economique, constitué par le décret du 16 janvier 1925, pour « étudier les problèmes intéressant la vie économique du pays », et dont les attributions sont « administrativement d'ordre consultatif ».

47 membres (au lieu de 326), représentent les « diverses forces économiques et sociales de la nation », dans les proportions suivantes :

Population et Consommation	9
Travail	30
Capital	8

L'art. 18 du décret français rappelle l'art. 11 de l'Ordonnance allemande du 4 mai 1920. « Le Gouvernement adressera pour information, au Conseil national économique, après leur dépôt, tous les projets ou propositions de lois présentant un intérêt écono-

Chambres d'ouvriers et d'employés. — Le retard apporté à l'organisation de la production dans l'esprit de l'art. 165 a mécontenté les milieux ouvriers, dont « la volonté d'avoir sur le développement économique et le règlement des questions sociales une même influence

mique. Toute loi d'ordre économique pourra prescrire la consultation obligatoire du Conseil national économique pour l'élaboration des règlements d'administration publique nécessaires à son application. »

Pour M. Maxime Leroy (article du journal « Le Quotidien », du 2 juillet 1925), le Conseil national économique « a pour tâche de ramener à l'ordre les efforts dispersés des groupes économiques ». « Nous sommes, écrit-il, dans l'ère des gouvernements selon la science. Les âges révolus ont établi sur un plan national et international la sécurité et la liberté : il reste à y établir les techniques de la production et de la consommation. Le Conseil national économique remplira le double dessein de discipline et d'information... »

L'arrêté du 9 avril 1925 désignant les organisations appelées à déléguer des représentants au Conseil national économique ne mentionne pas les Chambres de Commerce : Nous lisons en effet :

Travail de Direction :

a) *Industrie.* — Confédération générale de la Production française, 3 délégués et 6 suppléants.

c) *Commerce.* — Comité national du Commerce extérieur.

. : : : : : .

Il conviendra de rapprocher le futur *Conseil ouvrier du Reich* de notre *Conseil national de la Main-d'Œuvre*, institué par décret du 7 avril 1925 auprès de la présidence du Conseil, et dont M. Painlevé a résumé ainsi la tâche :

Protéger les travailleurs des champs et des usines contre le risque du chômage qui les menace toujours dans l'évolution actuellement si capricieuse et changeante des échanges;

Donner à la production la sécurité qui lui est nécessaire en adaptant les disponibilités de main-d'œuvre aux besoins des entreprises;

Préserver et renforcer les réserves de notre race en tenant compte des apports de travailleurs étrangers...

que les employeurs s'affirme de plus en plus » (1). Ils constatent que si l'action patronale s'exerce à la fois au Parlement et dans les Chambres de Commerce et d'Agriculture, dont les avis sont sollicités sur les projets de lois importants, celle des ouvriers et des employés ne se manifeste pas avec la même autorité dans le domaine législatif.

Le désir des ouvriers et des employés est toujours d'introduire la parité dans tous les organes professionnels officiels. Mais la situation reste incertaine et trouble, « et l'obscurité dessert la classe laborieuse ». En attendant l'achèvement de l'édifice weimarien, il est bon que cette classe prenne des initiatives significatives, en faisant pression sur les gouvernements des « Pays ».

C'est ainsi qu'en 1921, la Ville et le Sénat de Brême décidèrent la création d'une Chambre d'Employés et d'une Chambre d'Ouvriers, « représentations économiques officielles des salariés ». La Chambre d'Employés, compte 24 membres, la Chambre d'Ouvriers 30 membres, élus par les travailleurs intéressés. Ces Chambres, qui ont organisé des Comités techniques, demandent à être consultées par le Sénat au même titre que les Chambres patronales.

Mais ces *Arbeitsnehmerkammer*, qui « ne sont pas identiques aux Conseils ouvriers et aux Conseils économiques régionaux à créer » ne sauraient dispenser de la

(1) A. F. A. *Bundeszeitung* (Rédacteur en chef : Aufhäuser). Berlin, Cahier 9, N° de septembre 1924. Article : *Arbeitsnehmerkammern*, de Schröder. (A. F. A. : *Allgemeiner freier Angestelltenbund*).

constitution de ces conseils, « dont elles ne sont aucunement des ersatz ».

Le régionalisme économique. — Nous avons vu que les Conseils économiques régionaux ne sont pas encore créés, et que leur création n'est pas imminente : elle est subordonnée à la formation, en Allemagne, de régions économiques.

La France a résolu, théoriquement du moins, le problème du régionalisme économique. Pendant la guerre, en vue d'organiser intégralement la défense nationale, des *Comités d'action économique* furent institués par le décret du 25 octobre 1915, avec mission « de rechercher les mesures propres à maintenir et à développer l'activité agricole, industrielle et commerciale de la région, notamment par l'emploi rationnel de la main-d'œuvre civile et militaire et par l'utilisation des ressources locales » (art. 2).

Ces Comités ont rendu de grands services. « Leur intervention a souvent été heureuse, permettant à telle usine de recevoir le charbon nécessaire à temps, à tel agriculteur de se procurer la main-d'œuvre indispensable, à tel commerçant de ravitailler sa clientèle habituelle en vivres, combustibles, etc... ». De pareils résultats décidèrent M. Clémentel, Ministre du Commerce et de l'Industrie, à reprendre la question du régionalisme. Il adressa le 25 avril 1917, une circulaire aux Chambres de Commerce, par laquelle il leur demandait si elles acceptaient le principe du groupement régional.

C'est bien aux Chambres de Commerce que la question devait être posée. Tout d'abord en effet, la loi du

9 avril 1898, art. 24, leur donne la faculté de « ... se concerter en vue de créer, de subventionner, ou d'entretenir des établissements, services ou travaux d'intérêt commun. »

Ensuite, la plus ancienne de nos Chambres, celle de Marseille avait déjà créé, le 12 avril 1917, l'« Union économique provençale ». Enfin, les Chambres de Commerce sont le lieu géométrique des aspirations économiques de leur circonscription ; et, s'il faut doter une région d'un centre représentatif, c'est auprès de la Chambre la plus importante qu'il convient de le fixer.

Presque toutes les « compagnies » firent connaître — certaines avec empressement, d'autres avec des réserves — qu'elles étaient disposées à se grouper en unions régionales.

La région économique française est donc caractérisée par le groupement autour de la plus importante d'entre elles, des Chambres de Commerce d'une partie du territoire présentant une certaine unité géographique et économique. Pour assouplir le système (la région économique n'étant pas immuable) on admet qu'une Chambre peut se détacher d'une région pour glisser dans l'orbite d'une autre capitale économique, et d'autre part qu'une Chambre peut appartenir à deux régions : c'est le cas de la Chambre de Commerce de Nice rattachée à la région dauphinoise (Grenoble) et à la région provençale (Marseille).

Cette nouvelle organisation est dans la phase constructive, mais on peut, de sa genèse, tirer une constatation intéressante : c'est que la centralisation politique, loin d'être un obstacle au régionalisme économique, ap-

paraît au contraire comme le facteur nécessaire à une politique régionaliste d'ensemble qui, libérée du souci de froisser des sentiments particularistes, puisse n'envisager que les aspects géographiques et techniques du problème.

*
**

En Allemagne, au contraire, les régions économiques ne seront généralement acceptées qu'autant que leurs limites coïncideront avec les limites politiques des « Pays » ; en d'autres termes, une région économique naturelle, englobant des territoires appartenant à plusieurs « pays » ne saurait être dotée de sa capitale ni de ses organes caractéristiques : secrétariat général, musée permanent, etc...

Et cependant, l'on peut dire que le problème du régionalisme est posé constitutionnellement en Allemagne. L'art 165 prévoit expressément, d'abord la création de Conseils ouvriers de districts constitués par régions économiques (... in nach *Wirtschaftsgebieten* gegliederten *Bezirksarbeiterräten*), puis celle de conseils économiques régionaux, qui doivent former les pièces essentielles du système.

Ces Conseils régionaux inexistants, c'est l'armature weimarienne inachevée. La tâche première du Conseil économique provisoire du Reich, qui se propose de doter l'Allemagne des organes prévus par la Constitution du 11 août, devrait être la division du territoire en régions économiques, sans souci des limites politiques des différents pays. Œuvre malaisée, qui serait impopu-

laire. L'Allemand « moyen » trouve, avec quelque raison, que son pays est assez « organisé », et qu'une nouvelle superposition de provinces serait pour le moins superflue.

C'est dans la Ruhr, qui est une des régions naturelles des plus actives et des plus caractéristiques du monde, que se rencontrent les seuls partisans décidés du régionalisme économique en Allemagne. Essen est la capitale de cette région, et la Chambre de Commerce d'Essen groupe autour d'elle les vingt autres Chambres de la Westphalie rhénane en une association puissante et remarquablement active.

Mais ces partisans mêmes ne songent pas à confier la destinée de la province économique aux Chambres de Commerce. Le Conseil économique régional en serait le représentant et l'animateur.

L'accord n'est fait ni sur la composition éventuelle de ces Conseils régionaux, ni sur leurs attributions, ni même sur leur rang dans la hiérarchie des Conseils. Le plan officiel dit « plan Wissel » (Mémoire du Ministère de l'Economie en date du 7 mai 1919) les place entre les Conseils ouvriers (et Conseils patronaux) régionaux vers la base et le Conseil ouvrier (et Conseil patronal) du Reich, vers le sommet.

Ce qui est certain, c'est que les Chambres patronales — commerce, agriculture, métiers — n'interviendraient, dans la composition des Conseils régionaux, qu'à titre de corps électoraux, chargés de choisir leurs délégués respectifs, et en concours avec les représentations ouvrières et avec les représentations des professions libérales et des consommateurs. Ce qui est également cer-

tain, c'est que l'influence régionale des Chambres patronales serait diminuée par celle des Conseils régionaux, surtout si les attributions de ces Conseils empiétaient — ce qui ne fait aucun doute, au moins partiellement — sur celles de ces représentations patronales.

L'hostilité, ou tout au moins l'attitude ironique des Chambres de Commerce à l'égard des Conseils économiques régionaux s'explique donc aisément. Dans leur ensemble, elles repoussent en effet le régionalisme. Si la question s'était posée comme en France — la Chambre de Commerce animatrice de la région —, elles eussent sans doute, sous réserve de l'aspect politique du problème, adhéré à la Région économique : elles se considéraient déjà, nous l'avons vu, comme de « parfaites et irremplaçables représentations régionales ».

III. — ATTRIBUTIONS ET ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMMERCE ALLEMANDES

Généralités. — La position des Chambres de Commerce dans le cadre administratif du Reich est donc sensiblement restée celle d'avant guerre. Leur statut juridique n'a pas été profondément modifié : les lois et les ordonnances les plus récentes agrandissent le cercle de leurs attributions, mais n'altèrent pas le caractère de leur mission générale.

Si l'unité législative fait défaut, comme nous l'avons vu — mais il convient de compter, nous l'avons déjà souligné, avec le phénomène psychologique de l'imitation, si actif dans le domaine social, et de prévoir que les différences s'atténueront, qui existent entre les textes prussiens et les textes badois, entre les textes saxons et les textes wurtembergeois — si donc l'unité législative manque, l'unité d'activité économique existe pleinement.

Les Chambres de Commerce, représentatives d'une catégorie de personnes dont les intérêts généraux sont identiques — dans certaines zones de l'économie tout au moins — exercent leurs attributions dans un même esprit ; leurs manifestations sont animées d'une même volonté.

1° Il est évident qu'il existe souvent des conflits entre commerçants et industriels, que la distinction technique des uns et des autres est parfois délicate, que les com-

merçants entre eux et les industriels entre eux, réserve faite des ententes telles que trusts et cartels, se livrent dans bien des cas une rude concurrence, mais il est tout de même des mesures qui rallient leur unanime approbation : l'amélioration des transports, la réduction des impôts sont de ces sortes de mesures dont l'opportunité pour le commerce et l'industrie est constante.

L'intervention des Chambres dans des questions aussi générales est toute indiquée et se produit en effet inmanquablement. Consultées sur les projets de lois fiscales, de lois pénales (en matière de fraude, par exemple), de lois purement commerciales, elles expriment des avis à peu près identiques, parce que c'est de la même manière que les textes sont examinés, et ce sont les mêmes incidences qui sont redoutées ici et là.

Le propre d'une représentation professionnelle, c'est en effet d'envisager les faits juridiques, économiques et sociaux d'un point de vue sensiblement constant. Les Chambres de Commerce, à ce titre, examinent ces faits sous l'angle de l'intérêt général de ceux dont elles défendent la cause. Personnes juridiques, par la volonté de la loi, elles sont aussi l'expression d'une mentalité collective.

Cette mentalité s'est révélée, à propos d'innovations sociales, en opposition avec celles des réformateurs : nous avons souligné que les socialistes avaient reproché vivement aux Chambres leur hostilité à l'introduction du repos hebdomadaire en Allemagne. Il est certain que les commerçants et industriels n'approuvent pas sans réserve les réformes tendant à diminuer la durée de la journée de travail, à augmenter la sécurité des travail-

leurs (par des modifications parfois subites du dispositif industriel), à les faire participer pécuniairement à la constitution de caisses de retraites, ou autres œuvres de prévoyance, ou à faire plus large la part des consommateurs dans la fixation des prix ou le règlement du rythme des échanges ou de la production. Ils en supportent, évidemment, des inconvénients immédiats, sans peut-être mesurer les bienfaits généraux, un peu plus lointains, de pareilles initiatives.

Mais, quoiqu'il en soit, les Chambres sollicitées de donner leur avis, ou présentant spontanément leur opinion sur telle ou telle réforme, reflètent parfaitement l'opinion générale de leurs membres et de leur corps électoral : cette opinion ne doit pas être *à priori* suspectée ou rejetée. Il faut, au contraire, l'admettre pour pleinement sincère. C'est au législateur, c'est au gouvernement de la confronter avec les opinions émanant d'autres représentations professionnelles, et avec celles des différentes associations d'usagers et de consommateurs, et d'en tirer une conclusion qui concilie autant que possible des tendances naturellement divergentes.

Au point de vue de la politique commerciale, sans qu'il y ait identité de doctrine entre toutes les Chambres (celle de la ville industrielle de Dusseldorf, par exemple, et celle de la ville maritime de Hambourg), il se dégage des vœux et des rapports des Chambres l'opinion générale que l'intervention de l'Etat en matière économique doit être aussi discrète que possible et que la liberté des transactions ne peut supporter d'autres entraves que celles qui sont absolument justifiées par des considérations d'ordre public.

D'ailleurs, cette attitude à l'égard des interventions étatiques est celle qu'ont adoptée nos Chambres, nous dirons qu'ont *nécessairement* adoptée nos Chambres, représentations professionnelles, elles aussi, du commerce et de l'industrie (1).

2° Les Chambres de Commerce donc, organes consultatifs permettant au gouvernement et au législateur de faire des sondages sûrs dans l'opinion d'une classe particulièrement active, celle des entrepreneurs, exercent,

(1) Exemples :

a) La Chambre de Commerce de Paris :

Considérant que, l'ordre public n'étant pas en cause, il n'appartient pas au Gouvernement d'intervenir, même à titre facultatif, dans le débat des intérêts privés...

(Vœu de ladite Chambre, du 7 janvier 1925, au sujet d'une proposition de loi tendant à permettre au Gouvernement de fixer par décrets le prix de la betterave sucrière.)

b) L'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce (10 mars 1925).

Considérant que l'article 246 du projet de loi de finances voté par la Chambre des Députés (art. 207 du projet primitif) institue, à la charge des sociétés anonymes, l'obligation d'investir la réserve légale, prévue par la loi de 1867, en titres ou valeurs émis par l'Etat;

Que la mesure proposée constitue, dès lors, *une intervention intolérable de l'Etat dans un domaine qui relève de la liberté du commerce...*

c) « Les Chambres de Commerce de Lille, de Strasbourg et du Havre, notamment cette dernière, se préoccupant plus spécialement des assurances maritimes, ont étudié la question. (Création d'une Caisse nationale de réassurance).

Toutes trois ont émis des vœux par lesquels elles se déclarent nettement opposées à cette immixtion de l'Etat dans le domaine des entreprises privées et qui signalent le danger de la création de cette caisse tant pour les compagnies d'assurances actuellement existantes que pour les assurés eux-mêmes ».

(*Moniteur de l'Exportation*, n° 92, sept. 1925, page 32.)

d'autre part, des fonctions dont elles sont dotées par la loi. L'Etat moderne, si complexe, leur confie ainsi, pour alléger d'autant ses multiples devoirs, l'accomplissement d'un certain nombre d'actes administratifs. Elles détiennent une parcelle de la puissance publique.

Il s'agit évidemment d'actes modestes, directement utiles au commerce et à l'industrie, et limités par des textes. Telles sont, par exemple, la délivrance de certificats d'origine, la nomination d'experts, la surveillance des Bourses, etc...

Le contrôle du Ministre compétent sur ces actes demeure entier. Il n'y a pas en l'espèce services rendus à l'Etat, en toute indépendance, par les Chambres de Commerce, en échange desquels les Chambres sont autorisées à prélever des cotisations sur leurs adhérents, mais simplement attributions librement données d'une part et acceptées d'autre part avec d'autant plus d'empressement que la cause du commerce en est plus efficacement servie.

3° Mais les Chambres de Commerce, une fois qu'elles ont exprimé des avis motivés ou rempli des fonctions administratives, n'ont pas épuisé leur activité. Elles ont une vie propre, Si la volonté supérieure de la loi les a créées, en a déterminé la destination générale et réglementé l'accès, la volonté spontanée des commerçants et des industriels les anime et leur façonne peu à peu une structure et une tradition propres.

Elles ont leurs immeubles, librement aménagés ; elles ont leurs bureaux, agencés selon l'initiative des syndicats ; elles ont leurs bulletins, leurs archives ; elles entretiennent des écoles commerciales, des cours du soir, et orga-

nisent, lorsque cela leur paraît utile, des épreuves dactylographiques, sténographiques ou autres, considérées comme probatoires par les employeurs. Elles correspondent entre elles — il leur arrive même de se livrer à des polémiques — mais c'est toujours un échange fructueux d'idées, d'opinions et de renseignements.

Leurs « Syndics », groupés en une Union active, se rencontrent une fois l'an en Assemblée générale, pour examiner des questions purement professionnelles et pour entendre les rapports de certains d'entre eux sur des questions économiques et juridiques, judicieusement choisies, dont la connaissance ne peut que faciliter ensuite l'accomplissement de leur fonction si importante d'animateurs.

4° Les Chambres de Commerce allemandes, personnes morales, interviennent en justice, soit pour intenter des actions en raison des dommages moraux ou matériels qu'elles ont pu subir, soit pour réclamer des sanctions contre tout individu qui, par l'inobservation de certaines lois (telle que la loi sur la concurrence déloyale), a causé ou risque de causer des dommages aux commerçants plus scrupuleux. Elles agissent dans ce dernier cas comme nos syndicats professionnels, qui peuvent ester en justice, soit pour la conservation de leur patrimoine, soit pour la défense des intérêts collectifs dont ils sont chargés.

Demanderesses — ou défenderesses — elles sont représentées par leur Président.

Enfin, elles ne manquent pas de favoriser, par tous les moyens, l'emploi et le développement de la procédure arbitrale entre commerçants. En cette matière, leur ac-

tion est souvent décisive. Beaucoup de Chambres ont d'ailleurs créé des tribunaux permanents d'arbitrage, qui fonctionnent sous leur autorité et leur garantie morale.

Des considérations qui précèdent, et quoiqu'il y ait souvent quelque chose d'artificiel dans une classification, l'on peut diviser le champ d'activité des Chambres de Commerce en quatre parties :

- A. — Attributions consultatives ;
- B. — Fonctions administratives ;
- C. — Action économique indépendante (Wirtschaftliche Selbstverwaltung) ;
- D. — Contrôle de l'exécution de certaines lois et arbitrage.

A. *Attributions consultatives.* — Dans les définitions données par les lois des pays, nous retrouvons régulièrement l'expression de cette idée que les Chambres de Commerce ont à seconder les autorités (centrales, provinciales et communales) dans leurs efforts en vue de protéger et d'activer le développement du commerce et de l'industrie par des communications précises, portant sur des faits (durch tatsächliche Mitteilungen) par des proposition et des vœux et par la rédaction d'avis (et de parères).

Les Chambres ont donc à renseigner les autorités administratives (elles peuvent le faire, d'ailleurs, spontanément) sur l'état général du commerce et de l'industrie ; sur l'opportunité ou les conséquences probables, pour les personnes qu'elles représentent, de l'application de telle ou telle mesure ; sur les usages commerciaux

(les tribunaux civils et consulaires leur demandent des parères), etc...

Elles sont appelées à faire l'examen critique des projets de lois et cette mission est importante. Elles dissèquent méticuleusement les textes, et en signalent tout ce dont la mise en vigueur est susceptible d'entraver le commerce, d'alourdir ses charges ou de ralentir les trac-tations économiques.

Ce sont quelquefois les groupements de Chambres qui émettent leur opinion : c'est ainsi que nous lisons dans le *Bulletin* de la Chambre de Commerce de Francfort-sur-le-Mein, de mai 1925 (page 125) : « L'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de Hesse-Nassau a pris les conclusions suivantes sur le projet de loi relatif à la revalorisation des hypothèques et autres obligations de droit privé :

« Vu la situation difficile de l'économie allemande, l'Union repousse toute augmentation du taux de la revalorisation au-dessus de 15 % et toute modification matérielle des stipulations en vigueur relative à la revalorisation, etc... »

Dans le même numéro (page 124) :

« La Chambre de Commerce et d'Industrie de Francfort a donné les renseignements techniques suivants :

« a) Ecart de quantité dans la livraison de minerai :

« Une livraison de 12.660 tonnes sur un marché d'environ 13.000 tonnes, c'est-à-dire un écart de 3 % sur la quantité convenue est d'usage courant en matière de vente de minerai. »

« b) « Abladungsgeschäften » dans le commerce du café :

« Sous le nom de « Abladungsgeschäften », on entend dans le commerce des cafés, des firmes qui s'engagent à livrer directement du pays producteur. En dehors des stipulations sur le prix, sur les conditions de paiement, et sur le port d'embarquement, il doit être stipulé expressément dans quel délai le vendeur doit remettre la marchandise à l'embarquement... »

c) Conditions de paiement dans la parfumerie et la savonnerie fine :

« Pour les paiements faits dans les huit jours de la facture, il est accordé en général un escompte de 2 % (décision de l'Assemblée générale de l'Association des fabricants de savons fins et de parfums, à Berlin). »

d) Sur la responsabilité des commissionnaires en marchandises, etc., etc...

Nous comprendrons dans les attributions consultatives la rédaction des rapports annuels par les Chambres. Il s'agit là d'une obligation imposée par la loi (1). Exemple : Art. 39, prussien : « Les Chambres de Commerce doivent, chaque année, avant la fin juin, adresser au Ministre du Commerce un rapport sur la situation et l'évolution du commerce au cours de l'année écoulée. Elles doivent le faire tirer à de nombreux exemplaires. » Art. 2, bavaïois : « Les Chambres de Commerce ont pour attributions..., de fournir chaque année, au plus tard fin août, au Ministre compétent, un

(1) Cf. art. 17 de la loi française de 1898 : « Elles transmettent chaque année, au Ministre du Commerce, un compte rendu général de leurs travaux ».

rapport sur la situation et les besoins du commerce et des métiers, de l'industrie et des mines de leur circonscription et de soumettre leurs desiderata et demandes... » (également art. 15 badois, 31 hessois, etc...).

Ces rapports, de même que les bulletins mensuels édités par les Chambres (2), sont une source abondante de renseignements économiques. En Wurtemberg, ils sont condensés annuellement en un volume. L'idée est excellente: il est certain que ce travail de synthèse et d'allègement est justifié par l'abondance des rapports et leur ressemblance entre eux. Ce système devrait être généralisé, et les Chambres secondaires dispensées de cette publication, sauf à signaler les particularités notables que pourrait offrir éventuellement leur circonscription au point de vue commercial, industriel ou social.

Ces rapports constituent un large tableau de l'année écoulée, dans lequel sont mises en relief les mesures et les circonstances qui ont facilité ou retardé la marche des affaires: tout y est ramené au négoce et à l'industrie. Le Ministre auquel ils sont adressés peut se représenter, à travers la mentalité des commerçants et des fabricants, l'état général et l'évolution de l'économie. Ils ont donc, en dehors de leur valeur documentaire, l'avantage incontestable de constituer une revue critique des faits essentiels dans le domaine de la production et des échanges.

(2) Par mesure d'économie, des Chambres se groupent pour faire paraître des bulletins périodiques communs. C'est ainsi que procèdent les sept Chambres hessoises (*Mitteilungen der Hessischen I. u. Hkn.*).

Ils se terminent souvent par le compte rendu détaillé de l'activité des Chambres. Nous résumerons ci-dessous, à titre d'exemple, les principales indications données dans ce sens en 1925, par les rapports des Chambres de Berlin et de Hambourg, pour l'année 1924.

Enfin, les Chambres de Commerce envoient dans certains Conseils administratifs supérieurs, des délégués dont l'influence s'exerce en faveur du commerce et de l'industrie. Citons notamment :

Le Conseil des chemins de fer ;

Le Conseil de l'enseignement (écoles professionnelles, écoles de commerce, d'industrie) ;

Le Conseil de la navigation intérieure, etc...

B. Attributions administratives. — Les Chambres de Commerce, dit l'art. 2 de l'ordonnance bavaroise, ont pour attributions « d'exercer les fonctions qui leur sont confiées par des lois spéciales, ordonnances et prescriptions ministérielles. »

Ce texte indique nettement que les fonctions administratives des Chambres peuvent être plus ou moins étendues, et que les Chambres de Commerce ne peuvent s'immiscer dans l'administration que pour des actes définis par des textes spéciaux.

La plupart des lois des pays renferment, sous une forme plus ou moins différente, des dispositions analogues.

Passons en revue quelques-uns de ces actes :

Surveillance des Bourses. — D'après la loi sur les Bourses (Börsengesetz du 8 mai 1908), la fondation

d'une Bourse est subordonnée à l'acceptation des autorités provinciales, qui peuvent ordonner la suppression d'une Bourse existante.

Ces autorités exercent la surveillance des Bourses : mais elles peuvent charger les Chambres de Commerce de se substituer à elles (1). Cette délégation de pouvoirs est constante :

Les Chambres de Commerce (et les « Staatskommissare ») sont les organes de la surveillance des Bourses.

La même loi ordonne pour chaque Bourse, d'une part la rédaction d'un règlement (Börsenordnung), qui doit contenir des dispositions sur leur direction, sur les genres d'affaires qui y sont traitées, sur les conditions d'admission des commerçants et sur la cotation des cours ; et, d'autre part, la constitution d'un tribunal d'honneur (Ehrengericht), auquel sont déférés les commerçants qui ont commis, à l'occasion de leur activité à la Bourse, une faute contraire à l'honneur commercial (exemple : diffusion de fausses nouvelles).

La Hamburgische Börsenordnung du 15 février 1918, nous renseigne sur le rôle important que sont ainsi appelées à jouer les Chambres de Commerce auprès des Bourses (de marchandises et de valeurs).

Analysons succinctement ce document :

La surveillance directe de la Bourse incombe à la Chambre de Commerce, considérée comme autorité administrative. Cette surveillance s'étend aux organismes

(1) L'art. 41 prussien corrobore cette disposition : « Les Bourses et autres établissements publics peuvent être placés sous la surveillance de Chambres de Commerce. »

rattachés à la Bourse, tels que la caisse de liquidation (art. 2).

Le Conseil de la Bourse (Börsenvorstand) se compose de 55 membres et comprend :

- La Commission de la Bourse (Commission générale) ;
- Le Conseil (ou Syndicat, selon la terminologie française), de la Bourse des valeurs ;
- Le Syndicat du commerce des alcools ;
- Le Syndicat du commerce des cafés ;
- Le Syndicat du commerce des sucres ;
- Le Syndicat du commerce des laines ;
- Le Syndicat du commerce des métaux (cuivre et étain).

Les membres de la Commission générale de la Bourse sont des membres de la Chambre de Commerce — les membres des syndicats sont choisis par la Chambre de Commerce parmi les adhérents spécialisés dans le commerce des cafés, laines, etc.

Le Président de la Commission générale de la Bourse est en même temps Président du Conseil de la Bourse (art. 4).

La Chambre de Commerce doit rendre compte de son activité relative à la Bourse au « Staatskommissar » (art. 6).

Le droit de police dans les locaux de la Bourse appartient à la Chambre de Commerce, qui peut, pour le maintien de l'ordre et aussi pour ce qui concerne le mécanisme des affaires, prendre toutes dispositions réglementaires (15).

Les amendes prononcées contre les personnes contre-

venant au règlement de la Bourse, aux ordres de la Chambre de Commerce, etc..., sont versées à la Chambre de Commerce qui en dispose dans l'intérêt général (17).

Le Tribunal d'honneur est constitué par un Comité de la Chambre de Commerce, composé de cinq membres et de cinq suppléants désignés au début de chaque année.

Ainsi, les Chambres de Commerce exercent un véritable contrôle administratif sur les Bourses. Elles ont qualité pour intervenir dans la discipline générale de ces établissements, et pour constituer les tribunaux spéciaux définis par la loi du 8 mai 1908.

Désignation de « Revisoren ». — Lorsque les fondateurs d'une Société Anonyme font des apports en nature, ou lorsqu'un membre du Conseil d'Administration ou du Conseil de Surveillance est en même temps fondateur, ou lorsqu'un membre de l'un de ces Conseils bénéficie d'avantages particuliers, il y a lieu d'organiser pendant la durée de la fondation, un contrôle spécial confié à des « Revisoren ». Ces Revisoren sont désignés par l'organe chargé de représenter les commerçants, à défaut par le tribunal dans le ressort duquel se trouve le Siège social.

« L'organe chargé de représenter les commerçants » : aucun doute n'est possible, c'est la Chambre de Commerce. Et, en effet, ce sont les Chambres de Commerce qui désignent les Revisoren.

Un rapport est dressé par le Revisor sur ses opérations de contrôle, et un exemplaire en est remis à la Chambre de Commerce (ou au tribunal). En cas de difficulté entre le Revisor et les fondateurs, la Chambre (ou

le tribunal) intervient et tranche définitivement le différent (1).

La rémunération des Revisoren varie avec le montant et la nature du capital des Sociétés contrôlées à leur fondation. S'il s'agit de capitaux en espèces, le barème est le suivant :

Pour un capital de 100.000 M.....	100 M.
— — 100 à 200.000 M.....	200 M.
— — 1.000.000 M.....	400 M.
— — 2.000.000 M.....	500 M.
— — 5.000.000 M.....	800 M.
— — 20.000.000 M.....	2.300 M.

(Le tarif est doublé s'il s'agit d'apports en nature.)

Au-dessus de ces chiffres, la rémunération est fixée par la Chambre de Commerce. Lorsque les opérations de contrôle sont particulièrement difficiles, la Chambre fixe une rémunération plus élevée.

Cette surveillance spéciale, dont l'intérêt pour les souscripteurs est évident, n'existe pas en France. En Italie, elle incombe au Président du tribunal civil.

Nomination d'experts. — L'art. 36 de la Reichsgerwerbeordnung dispose : « Les professions de géomètres, commissaires-priseurs, experts-comptables, de ceux qui contrôlent le titre des métaux précieux, ou l'état, la quantité et l'emballage de marchandises de toutes sortes (vérificateurs), peseurs, trieurs-jurés, arrimeurs, etc...,

(1) Voir C. C. allemand, art. 186 (2), 192 (2), 192 (3), 193 (2), 193 (3), 194.

doivent rester libres; mais les autorités administratives centrales ou municipales, ou les corporations, conservent le droit de recevoir le serment que doivent faire ces personnes d'observer les prescriptions en vigueur, et de les

Dans la plupart des pays (1) les Chambres sont chargées d'assermenter et de nommer ces auxiliaires du commerce (2). Elles exercent sur eux un contrôle sérieux, et, par là, veillent d'une façon constante à l'observation des usages commerciaux et au maintien de la plus grande loyauté possible dans l'exécution des marchés et la tenue des livres de comptabilité.

Citons l'art. Ia, §2, de la loi wurtembergeoise en vigueur (remaniée le 27 mars 1924), que l'on peut rapprocher, et qui s'est inspirée de l'art. 2 bavarois, de l'art. 34 hessois, etc...:

« ... Les Chambres de Commerce sont habilitées à assermenter et à nommer officiellement ceux des experts énumérés par l'art. 36 de la Gewerbeordnung dont l'activité s'exerce dans le domaine du commerce et de l'industrie. Cette disposition ne vise pas les commissaires-priseurs. Les prescriptions qu'établissent les Chambres de Commerce sur les personnes qu'elles nomment, doivent être soumises au Ministère du Travail. »

Le texte prussien mentionne nommément les dispa-cheurs.

Donnons, à titre d'exemple, puisque la profession n'est

(1) Sauf en Saxe et en Lippe.

(2) Sauf les commissaires-priseurs (Auktionatoren), dont la profession n'est pas commerciale.

pas encore réglementée en France, les dispositions appliquées généralement aux experts-comptables (Buchrevisoren).

La Chambre de Commerce nomme et assermente les experts-comptables de sa circonscription. Il n'y a de nomination que si les besoins du commerce l'exigent, si la Chambre estime le candidat en pleine possession de son art, (il est tenu compte des diplômes officiels et de la durée du stage chez un Buchrevisor déjà en fonction).

Le postulant doit prêter serment de suivre le règlement établi par la Chambre (il en reçoit, s'il est admis, un exemplaire), de rester impartial, d'observer le secret professionnel — dont seul le tribunal peut le délier.

La Chambre, si elle le nomme, lui remet une carte d'identité spéciale et un cachet portant : Expert-Comptable habilité par la Chambre de Commerce de. L'expert doit noter sur un registre spécial les indications essentielles relatives à chacune des expertises dont il est chargé.

La Chambre de Commerce a la haute surveillance sur l'activité des « Buchrevisoren » de sa circonscription. Lorsqu'un différent se produit entre un expert et son commettant, elle organise un tribunal d'arbitrage spécial composé d'un Président et d'un membre désignés par elle-même, et d'un autre membre désigné par l'Association des experts-comptables allemands.

L'expert discuté peut assister aux débats, accompagné d'un confrère assermenté, ou d'un commerçant, ou d'un avocat.

Si une faute professionnelle est relevée contre lui, le tribunal d'arbitrage, siégeant comme tribunal d'hon-

neur, prononce une sanction : avertissement ou révocation. Dans ce dernier cas, la Chambre de Commerce radie l'expert de la liste des « Buchrevisoren ».

Délivrance de certificats d'origine. — Les Chambres de commerce ont également le privilège de délivrer des certificats d'origine. Elles prélèvent une légère taxe pour l'établissement de ces documents.

Elles peuvent, d'ailleurs, selon les termes de l'ordonnance bavaroise, dresser également « toutes autres pièces utiles au commerce à moins que cette attribution ne soit expressément réservée à d'autres autorités » (1).

C. Action économique indépendante (wirtschaftliche Selbstverwaltung). — Les Chambres de Commerce, énonce l'article 38 de la loi prussienne, sont autorisées à fonder, entretenir et subventionner des établissements et institutions qui ont pour but l'avancement du commerce et de l'industrie, de même que la formation professionnelle et la protection morale des aides et apprentis (dispositions analogues dans les lois des autres pays).

(1) Il convient d'ajouter à ces renseignements que les juges consulaires sont nommés sur la proposition motivée des Chambres de Commerce. La loi récente sur l'organisation judiciaire du Reich (du 22 mars 1924), a maintenu cette prérogative dans son article 108, de même que l'article 114 leur laisse la faculté de renseigner les tribunaux de commerce (Kammer für Handelssachen) : « Le tribunal de commerce peut statuer d'après sa propre doctrine (Wissenschaft) et ses informations (Sachkunden) sur les matières pour lesquelles une consultation commerciale suffit, ainsi que sur l'existence d'usages commerciaux. »

Quoique les mots « établissements et institutions » soient très larges, il n'en faut pas conclure que les Chambres de Commerce allemandes interviennent aussi hardiment que les nôtres dans l'exécution de travaux de longue haleine. Nos Chambres maritimes, en particulier, ont consacré leurs efforts à l'amélioration des ports et de leur outillage. Leurs initiatives et leur activité ont eu des résultats féconds.

Il est vrai que la loi, comme nous l'avons vu ci-dessus (première partie : Ressources financières), leur donne la faculté de contracter des emprunts, qui peuvent être fort importants, les annuités de remboursement étant alimentées en général par les droits prélevés sur les usagers, selon un tarif et durant une période approuvée par le Ministre du Commerce.

C'est ainsi que la Chambre de Commerce de Bordeaux a pu faire à l'Etat une avance de 14 millions et demi pour la construction du bassin à flot et de la forme de radoub (Lois du 20 mai 1868 et 5 août 1874). Ces frais ont été récupérés au moyen d'un droit de 20 puis 25 centimes par tonneau de jauge.

D'autres travaux (quais verticaux, estacades en charpentes, etc...), autorisées par la loi du 2 août 1887, ont coûté 10 millions de francs ; l'emprunt correspondant a été amorti par le produit d'une perception de 60 à 40 centimes par tonneau.

De même sur près de 200 millions de francs dépensés dans le port de Marseille entre 1814 et 1920, la Chambre de Commerce a fourni près de 138 millions.

Les Chambres françaises ne songent nullement à re-

tirer des bénéfices pécuniaires de ces travaux (1) : elles ne visent qu'à doter le commerce de moyens techniques suffisants, et à renforcer leur autorité morale.

D'ailleurs, elles ne seraient pas autorisées à exploiter une entreprise dans un but purement commercial. Les Chambres du Lot, du Lot-et-Garonne et de l'Aveyron, avaient demandé au Ministre des Travaux Publics la concession de la force motrice sur la partie canalisée du Lot. « Nous reçûmes une réponse du Ministre, écrit le 11 avril 1909 la Chambre de Cahors à celle de Bordeaux, disant que le Conseil d'Etat n'admettait pas qu'une Chambre de Commerce pût s'exposer à l'aléa d'une entreprise industrielle et qu'on ne pouvait accorder de concession à une Chambre de Commerce qui serait obligée de céder ses droits à des tiers. »

Les établissements et institutions que les Chambres allemandes fondent et entretiennent sont surtout des écoles. (Ecoles de perfectionnement commercial — Kaufmaennliche Fortbildungsschulen —, Ecoles pratiques et supérieures de commerce, Cours et Conférences pour les commerçants, Cours de sténographie, etc... Dans cet ordre d'idées, leur action est multiple et féconde.

Quelques Chambres (Hanovre, Lubeck, etc...), ont créé une Maison des Apprentis (Lehrlingsheim) ; d'autres, des entrepôts (Essen, Stettin, Tilsit) ; Munchen-

(1) D'ailleurs, l'administration des ports est confiée de plus en plus à un établissement public, investi de la personnalité juridique, appelé : « Port autonome de... ». La moitié des membres du Conseil d'administration sont alors désignés par la Chambre de Commerce. (Voir loi du 12 juin 1920, officiel du 14 juin.)

Gladbach, Crefeld et Elberfeld, ont des services de conditionnement des soies.

La corporation commerciale de Stettin possède des vapeurs et fait partie, en qualité d'actionnaire et d'administrateur, de deux Sociétés anonymes, dont nous parlerons ci-dessous dans la quatrième partie.

Disons enfin que les Chambres de Commerce déclarent servir l'intérêt général par certaines de leurs initiatives, et non plus seulement les intérêts précis de leurs adhérents. C'est ce qu'écrit le Docteur Wilden, syndic de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dusseldorf, au début d'un rapport sur la baisse des prix (*Preisabbau*), parue dans le premier numéro d'octobre 1925 de *Wirtschaft und Verkehr*, revue éditée par cette Compagnie: « La Chambre de Commerce et d'Industrie ne sert pas uniquement l'industrie et le commerce, *mais également les intérêts généraux*. Aussi se tient-elle aux côtés du gouvernement pour abaisser les prix excessifs et les ramener à un niveau qui rétribue suffisamment le capital et le travail et permette aux consommateurs de vivre comme il convient. »

D. *Contrôle de l'exécution de certaines lois et arbitrage.* — Les Chambres allemandes exercent, avec vigilance, une sorte de censure morale sur les faits et gestes du monde des affaires. Elles tiennent un répertoire des entreprises douteuses. La Chambre de Dusseldorf insère dans son « Bulletin » d'avril 1925: « Des plaintes nous ont été formulées dernièrement sur les procédés commerciaux de firmes étrangères. Dans la plupart de ces cas, il s'agissait précisément de firmes signalées de-

puis longtemps comme peu dignes de confiance. Nous attirons l'attention sur ce fait que notre bureau du commerce extérieur tient à la disposition des commerçants inscrits au registre du commerce la liste de ces sortes de maisons. »

Mais plus encore : elles collaborent activement à la tenue du *registre du commerce*. Le soin de ces registres est confié, par l'article 8 du Code de commerce allemand « aux tribunaux » (1). En fait, ce sont les tribunaux de bailliage. L'article 126 de la loi du Reich du 17 mai 1898 (*über die Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit*), oblige les Chambres de Commerce (ou autres représentations officielles de commerçants), à signaler aux tribunaux intéressés les fausses énonciations portées au registre et à leur donner toutes indications en vue de rectifier ou compléter ces documents.

Les Chambres peuvent donc présenter des observations sur les indications fournies par les commerçants qui ont demandé leur inscription, et qu'elles croient erronées. Si satisfaction ne leur est pas accordée, elles ont le droit d'intenter une action en raison de fausse déclaration.

Elles agissent ici dans l'intérêt des tiers qui peuvent se décider à traiter avec des entreprises sur la foi des énonciations du registre du commerce et dans leur propre intérêt, puisque les commerçants inscrits font partie de leur corps électoral, sont susceptibles d'être élus membres, et contribuent aux recettes dans une propor-

(1) Le Registre du Commerce est tenu par tribunaux (art. 8 Co. com. alld.).

tion qui est souvent déterminée par le montant du capital déclaré.

Beaucoup de Chambres tiennent un double du registre du commerce établi par le tribunal compétent de leur circonscription : par ce moyen, elles sont à même d'examiner avec tout le soin requis les déclarations des intéressés. Elles signalent régulièrement dans leurs « Bulletins » mensuels les radiations et les nouvelles inscriptions, et toutes les modifications apportées aux énonciations antérieures. Cette publicité vient doubler utilement celle qui est l'objet propre du registre du commerce.

Loi sur la concurrence déloyale. — La loi du 7 juin 1909 sur la concurrence déloyale autorise les Chambres de Commerce à surveiller certaines ventes dites de « liquidation », qui sont souvent un procédé commercial douteux. Les Chambres peuvent demander aux autorités administratives d'obliger les commerçants qui préparent une pareille vente à rédiger un catalogue des marchandises mises en solde, à indiquer le jour d'ouverture et la durée de la « liquidation » et à donner les motifs qui les ont incités à cette opération.

Les Chambres ont le droit de déposer une plainte si ces prescriptions, et d'une façon générale si les dispositions de la loi de 1909 ne sont pas observées.

Certaines d'entre elles (Francfort-sur-le-Mein, Berlin, Mannheim), ont créé des bureaux de conciliation des différents nés à l'occasion d'actes de concurrence prétendue déloyale.

L'Arbitrage. — Le règlement des litiges par voie d'arbitrage présente de tels avantages pour les commer-

cants (rapidité et modicité du coût de la procédure), que les Chambres de Commerce, celles du nord de l'Allemagne surtout, ont encouragé d'une façon constante la création de tribunaux permanents d'arbitrage. Beaucoup d'entre elles en ont d'ailleurs institué, dont le fonctionnement donne, la plupart du temps, entière satisfaction aux parties.

Elles peuvent, en effet, mieux encore que les parties elles-mêmes, choisir les arbitres particulièrement compétents et dont l'impartialité est certaine. Leurs syndics mettent au service de ces derniers leurs connaissances juridiques et leur expérience acquise à l'occasion des nombreux conflits qu'ils ont contribué à régler. Certaines Chambres ont un bureau spécialisé dans les questions d'arbitrage, qui étudie objectivement les cas dont elles sont saisies.

Les fonctionnaires des Chambres qui connaissent le mieux cette question (1) ont demandé, en faveur de l'arbitrage officiel (2), la modification des dispositions juridiques qui compliquent la procédure arbitrale. Il faudrait donner aux arbitres le droit de faire prêter serment aux témoins, de déférer le serment aux parties et de se faire représenter, le cas échéant, par un manda-

(1) Le Dr Schwenke, syndic de la Chambre de Hambourg, a présenté à l'Assemblée générale de l'Union des syndics un rapport intéressant sur l'arbitrage. Nous nous en inspirons ci-dessus. Ce rapport a été imprimé dans le compte rendu de cette Assemblée générale. (Voir bibliographie : Zusammenkunft der Vereinigung, etc...).

(2) L'arbitrage officiel est celui qui est organisé par des représentations officielles et dans lequel un membre du moins est un magistrat de profession. (Nussbaum, cité par Schwenke).

taire qualifié lorsqu'une enquête est prescrite, au lieu de s'en remettre, pour ces actes à l'autorité du juge de bailliage ou du juge de première instance. Il conviendrait de même d'autoriser les arbitres à signer l'original de la sentence et de confier à la Chambre de Commerce le soin de remettre aux parties des expéditions de cet acte: les tribunaux qui en sont chargés font souvent, « par des considérations très minutieuses », traîner les choses en longueur. Enfin, la décision sur le refus de l'arbitrage par une partie, qui est du ressort des tribunaux ordinaires, devrait incomber à la Chambre de Commerce.

C'est à Hambourg que cette procédure reçoit les plus larges applications. On compte dans cette place une vingtaine de tribunaux permanents d'arbitrage, créés presque tous par des syndicats de commerçants en gros. (Alcools, cafés, sucres, coton...; tribunal d'arbitrage des Exportateurs hambourgeois; Arbitrage maritime; Collisions, etc...).

Indépendamment des ressources offertes aux intéressés par ces tribunaux spéciaux, la coutume hambourgeoise a introduit l'arbitrage général, auquel ils peuvent avoir recours.

Les parties optent alors :

a) Soit pour l'arbitrage « amical », ou « privé », ou « hambourgeois ». Si cet arbitrage est prévu au moment du contrat, les parties, en cas de conflit, désignent chacune un arbitre. Si l'une des parties néglige de faire cette désignation, l'autre partie demande à la Chambre de commerce d'y procéder. Si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord, ils doivent choisir un surarbitre : le

choix de ce surarbitre incombe à la Chambre de Commerce si les arbitres ne s'entendent pas non plus sur ce point.

La sentence est alors rendue par trois arbitres (elle peut l'être par deux voix contre une).

b) Soit pour l'arbitrage de la Chambre de Commerce. Dans ce cas, les conflits portant sur l'état de la marchandise, sur la dépréciation de prix qu'elle a subie, sur les cours cotés, sont réglés par deux experts désignés par la Chambre.

Les conflits portant sur d'autres questions sont jugés par le tribunal d'arbitrage de la Chambre (Schiedsgericht der Handelskammer).

Ce tribunal est composé d'un Président, membre de la Chambre, et de deux arbitres désignés par le Président de la Chambre de Commerce. Ces arbitres sont choisis parmi les commerçants qui paraissent le mieux qualifiés pour apprécier le cas qui leur sera soumis. Le syndic prend part aux délibérations avec voix consultative.

Au cours de la procédure, le tribunal peut renoncer à sa mission, sans donner de motifs. La solution du litige appartient alors aux tribunaux ordinaires.

Le montant des frais de procédure est de 3 % du chiffre des intérêts en jeu, sans pouvoir excéder une certaine somme. Ces frais incombent aux parties selon une proportion fixée dans la sentence.

La Chambre hambourgeoise joue également un rôle important dans le fonctionnement de plusieurs tribunaux permanents d'arbitrage, tels que :

Oberelbisches Schiedsgericht (pour navigation de l'Elbe supérieure) ;

Untereibisches Schiedsgericht;

Hamburger Schiedsgericht für Kollisionssachen.

Ses interventions consistent surtout dans la désignation du président et quelquefois d'un ou de deux autres arbitres.

Il n'a pas été dressé, à notre connaissance, de statistique d'ensemble sur l'activité des tribunaux d'arbitrage fonctionnant auprès des Chambres de Commerce. Voici quelques chiffres :

Tribunal d'arbitrage de la Chambre de Commerce de Hambourg (pour l'année 1913) :

Sentences rendues	85
Différents réglés par compromis..	5
Désistements	23
Refus de l'arbitrage.....	2
Sans solution	1

116

Sur la durée de la procédure :

456 cas relevés devant le tribunal d'arbitrage spécial au commerce des céréales, près de la Chambre de Commerce de Magdeburg.

Dans 58 cas, la procédure a duré de 1 à 10 jours

— 111	—	—	11 à 20	—
— 150	—	—	21 à 30	—
— 75	—	—	31 à 40	—
— 62	—	—	plus de 40	—

En résumé, les Chambres, par l'action qu'elles exercent sur le développement de l'arbitrage, servent supérieurement les intérêts du commerce. La pratique de

cette procédure a, en effet, une valeur éducative de premier ordre. Les solutions que donnent des hommes d'affaires investis d'une fonction de justice à des conflits dont l'examen nécessite souvent des connaissances techniques approfondies, forment une sage jurisprudence, de laquelle s'inspirent les tribunaux ordinaires, appelés à statuer sur des litiges analogues.

Le Congrès des Chambres de Commerce (le D. I. u. H. T.), multiplie ses efforts, de concert avec des groupements étrangers, en vue de la création de tribunaux internationaux d'arbitrage commercial dont la tâche sera facilitée par l'unification du droit qui s'accomplit peu à peu (1).

Les services que rend déjà et que rendra la procédure arbitrale dans le domaine économique inclineront les commerçants et les industriels de tous les pays à adhérer sans scepticisme à l'idée de résoudre également les conflits politiques par cette voie, si loyale, si rapide et si sage.

(1) Il convient de noter ici que la Chambre de Commerce internationale a institué une *Cour d'arbitrage* pour le règlement des litiges commerciaux internationaux.

Elle a rédigé la clause compromissoire suivante que les parties ont intérêt à insérer dans leurs contrats :

« Les parties contractantes s'engagent à recourir à un arbitrage rendu conformément au règlement d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale pour le règlement de tous litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des contrats. »

Le Comité exécutif de la cour d'arbitrage, saisi d'un litige par l'un des Comités nationaux qui composent la Chambre de Commerce internationale désigne le pays du défendeur comme lieu

Activité de la Chambre de Berlin. — Le compte rendu pour 1924 de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Berlin (*Jahresbericht für 1924*), présente d'abord un tableau de l'industrie et du commerce de la circonscription. A vrai dire, les questions qui y sont exposées dépassent de beaucoup les préoccupations purement locales. Après quelques considérations générales sur le degré d'activité des affaires, sur la crise des capitaux, la tendance des prix, les salaires, etc..., c'est une revue, sous le titre de Politique économique, des faits importants de l'année: Accords de Londres, Politique commerciale (importation, exportation, tarifs douaniers allemands, négociations commerciales conclues ou en cours avec les pays étrangers); questions financières (le système fiscal et son influence sur l'économie); Transports, etc... C'est ensuite l'examen de la situation des différentes branches du commerce: Banques, Assurances, Alimentation, Fer et Acier, Charbon, Métallurgie, Electricité, Textiles, Cuirs et Peaux, etc...

La deuxième partie du compte rendu traite de l'orga-

de l'arbitrage: ce choix a une importance particulière pour l'exécution des sentences.

(Cf. sur l'arbitrage à la Chambre de Commerce internationale « La Revue politique et parlementaire » du 10 mars 1925, article de M. René Duchemin.)

Le D. I. H. T. a adhéré à la Chambre de Commerce internationale. Il y forme le Comité national allemand, avec le Zentral Verband Deutscher Bank u. Bankiergewerbe, l'Hauptgemeinschaft des deutschen Einzelhandels, le Reichverband der d. Industrie, et le Zentralverband des d. Grosshandels. Partisan résolu de l'arbitrage commercial, le D. I. H. T. assurera en Allemagne la plus large publicité à la Cour d'arbitrage de la Chambre de Commerce internationale.

nisation et de l'activité de la Chambre. Nous en extrayons quelques indications sommaires :

Vœux émis par la Chambre. — Pour l'abolition de l'impôt sur les Bourses (Borsensteuer) et de l'impôt sur les opérations de Bourse (Borsenumsatzsteuer) ;

Pour la réduction du tarif ferroviaire appliqué aux marchandises lourdes et aux minerais ; aux marchandises en transit ; aux machines agricoles ; aux marchandises destinées à l'exportation, etc.

Pour la réduction des délais de livraison en matière de transports internationaux par chemin de fer ;

Pour la prolongation du tarif réduit dont bénéficient les produits alimentaires, etc. ;

Le 19 septembre 1924, en assemblée plénière, la Chambre a pris une résolution pour la suppression immédiate de toutes les dispositions administratives ou législatives compliquant les voyages à l'étranger.

Avis motivés : adressés aux tribunaux, 5.360.
adressés aux ministères, consulats, administrations (Finances, impôts, douanes), etc., 9.382.

Renseignements écrits. — Donnés aux Offices du Commerce extérieur, à la Société des Chemins de fer du Reich, etc., 1.018.

Bourse. — Nouvelle réglementation pour l'admission à la Bourse (des valeurs) de certaines catégories d'intermédiaires, notamment des employés d'agents de change (Mackleragenten).

Le Tribunal d'arbitrage de la Bourse a réglé 327 conflits.

Nominations. — D'experts (Sachverständiger) : 19, ce qui porte leur nombre à 781.
d'experts-comptables (Buchrevisoren) : 11 (chiffre total : 194).

(Par contre le nombre de « Revisoren » a diminué de 158 au cours de l'année 1924, par suite de la réduction considérable de fondations de sociétés).

Délivrance de certificats d'origine, vérification de factures, homologation de documents divers, 37.521.

Enseignement commercial :

a) Ecole supérieure de commerce.

2.666 étudiants inscrits en 1924 — plus 246 étudiants non inscrits (Hospitanten) et 279 auditeurs. — Aménagement de nombreuses salles de classe et d'étude. — Allègement du programme de sciences naturelles (dont la connaissance n'est pas essentielle pour un commerçant).

b) Autres établissements (entretenus par la Chambre de commerce et la ville de Berlin) :

8 écoles professionnelles, dont une de vendeuses : 2.000 élèves.

1 école d'assurances.

5 écoles commerciales pour filles, 1.000 élèves.

1 école commerciale de garçons, 265 élèves.

4 écoles du soir, dont une pour dames, 1.800 élèves.

2 écoles de dactylographie (une de filles), 120 élèves.

1 cours commercial pour jeunes gens ayant une bonne instruction.

Nota. — La Chambre de Berlin est la seule administration qualifiée pour viser les cartes d'écoliers (dépla-

gements à tarif très réduit en chemin de fer) : 10.090 visas en 1924.

Bibliothèque et archives. — 93.269 prêts de livres.

16.000 lecteurs dans la salle de lecture.

La bibliothèque de la Chambre de commerce et d'industrie est la plus complète de Berlin au point de vue juridique. — Celle de la Bourse, fréquentée par les élèves des écoles supérieures de commerce et par d'autres étudiants a compté en 1924 100.000 visiteurs et lecteurs.

Exécution des lois :

Sur l'Exportation des capitaux. — 854 certificats ont été délivrés (pour justifier l'envoi de capitaux à l'étranger). — 32 demandes ont été rejetées.

Sur l'impôt sur le chiffre d'affaires. — L'administration des Finances a demandé l'avis de la Chambre dans 146 cas relatifs à l'application de l'article 22 de la loi du 24 décembre 1919 (dispense de la taxe de luxe dans certains cas).

Sur la circulation des métaux précieux, des métaux ordinaires (lois du 11 juin 1923). — Les personnes qui veulent s'adonner au commerce des métaux doivent être autorisées par l'administration (à Berlin, par exemple, par le Polizeiprasidium). Dans tous les cas, les Chambres de commerce doivent être entendues. Celle de Berlin a statué sur 3.890 demandes. Elle a intenté une action devant le Tribunal économique du Reich (Reichswirtschaftsgericht) parce qu'il avait été passé outre à ses observations au sujet d'une requête. Ledit tribunal s'est

rangé à son avis et l'opinion de la Chambre a finalement prévalu.

Sur la concurrence déloyale. — Le nombre des ventes de « liquidation » annoncées à la Chambre s'est élevé à 114. 214 réclamations ont été soumises au bureau de conciliation spécial.

Sur le registre du commerce. — Dans la circonscription de la Chambre, 44 tribunaux de bailliage tiennent un registre. Chaque registre est divisé en deux parties :

A : entreprises individuelles et en nom ;

B : Sociétés par actions et à responsabilité limitée.

Etaient inscrites au début de 1924 : A, 39.482 firmes ; B, 28.483 firmes. Soit 67.965 en tout.

Modifications au cours de 1924 :

Inscriptions : A, 2.270 ; B, 2.360.

Radiations : A, 1.999 ; B, 48. Ce qui porte à 70.548 le total fin 1924.

La Chambre signale que beaucoup d'entreprises (les 3/7) sont inscrites mais ne fonctionnent pas : elles ne paient donc pas l'impôt des patentes. La plupart de ces firmes virtuelles (Scheinfirmer) appartiennent à la catégorie B.

La Chambre a présenté 160 observations sur les immatriculations nouvelles, et 407 observations relatives à des radiations ou à des modifications. Elle a émis d'autre part 2.804 avis motivés sur cette question.

Enfin, la Chambre a tenu vingt assemblées plénières — 48 séances principales — 184 séances de Commissions et 114 séances de Comités spéciaux.

Son « Verkehrsburo » et la « Reichsnachrichtsstelle für Aussenhandel » (1) de Berlin ont établi entre eux une étroite liaison. La Chambre a mis à la disposition de l'Office de renseignements pour le commerce extérieur sa riche documentation. L'activité de l'office, d'autre part, renforce celle de la Chambre.

Activité de la Chambre de Commerce de Hambourg
(en ce qui concerne le port seulement).

A la suite des grèves qui ralentirent le mouvement du port au cours de l'année 1924, la Chambre de Hambourg, en plein accord avec les autres Chambres maritimes allemandes, a fait une démarche auprès du ministre de l'Intérieur du Reich pour que des dispositions soient prises en vue de substituer automatiquement aux travailleurs défaillants des « auxiliaires techniques ».

L'importance d'un port comme Hambourg (et des autres ports) est telle pour l'économie du Reich tout entier qu'il importe de déclarer une fois pour toutes que le fonctionnement de l'outillage municipal des villes maritimes doit être considéré comme absolument indispensable, comme vital (lebenswichtige Betriebe).

En dehors de cette campagne tendant à l'assimilation des ports aux chemins de fer et aux mines, au point de vue de leur utilité nationale, la Chambre de Hambourg a dirigé ses efforts en faveur de :

La diminution des tarifs de manutention, de pesée, d'emplacement ;

La réorganisation des bureaux de douane ;

(1) Pour les « Reichsnachrichtenstellen », voir 5^e partie, p. 173.

D'une entente entre l'administration du port et le syndicat des dockers pour qu'à la réduction des heures de travail et l'augmentation des salaires (4,5 à 6 marks pour 8 heures en 1924 contre 5,40 pour 9 heures en 1914) corresponde un rendement supérieur du travail — afin que le port de Hambourg puisse supporter plus aisément la concurrence des ports rivaux ;

L'agrandissement du port (en vue de réduire encore la durée du déchargement) ;

La construction de : hangars, d'un deuxième pont sur l'Elbe dans le port libre, d'un embarcadère répondant aux exigences modernes des voyageurs ;

Enfin, la suppression de la taxe de séjour sur les étrangers.

IV. — LES CHAMBRES DE COMMERCE DES « PAYS ».

Nous allons énumérer les Chambres de commerce allemandes en les classant par « pays » dans l'ordre suivant : Prusse, Bavière, Saxe, Wurtemberg, Bade, Hesse, Thuringe, Villes libres, petits pays ; et en présentant au fur et à mesure quelques observations historiques, juridiques ou techniques susceptibles de compléter utilement, et sans redites fréquentes, les renseignements qui ont été déjà donnés dans les trois premières parties de cette étude.

A. — *Chambres de commerce prussiennes.* — L'histoire la plus proche de ces Chambres remonte à la Révolution française. Nous avons vu qu'un arrêté du 12 Germinal an XI institua les Chambres consultatives de manufactures, fabriques, arts et métiers, à Aix-la-Chapelle, Stolberg, Eupen, Malmédy, Trèves et Crefeld et qu'un arrêté du 7 Floréal an XI créa la Chambre de commerce de Cologne.

Après le retour à la Prusse de la rive gauche du Rhin (30 mai 1814), de nombreuses Chambres sont créées en Westphalie sur le modèle français ; tandis que dans les provinces de l'Est, et par réaction contre la conception française, les compagnies de commerçants prennent le

nom de « Kaufmannliche Korporationen » (1) (corporations commerciales) auxquelles les commerçants restaient libres d'adhérer, l'adhésion aux Chambres de commerce étant, au contraire, obligatoire en Westphalie.

Cependant, ces deux conceptions se rapprochent peu à peu : les Chambres consultatives de la rive gauche du Rhin (2) et les corporations commerciales de l'Est (3) se transforment en Chambres de commerce ou tout au moins les corporations, lorsqu'elles sont maintenues à côté de Chambres nouvellement créées, finissent par fusionner avec elles : le dernier exemple nous est donné par Berlin, dont la Corporation commerciale (de 1820) et la Chambre de commerce (de 1901) ont fusionné le 1^{er} juillet 1920.

Il ne reste plus en Allemagne qu'une Corporation commerciale, celle de Stettin, qui fait d'ailleurs partie du D. I. H. T. au même titre qu'une Chambre de commerce quelconque.

La législation des Chambres prussiennes a subi une évolution qui peut se caractériser par les deux tendances suivantes :

1° *Unification*. — A l'ordonnance hanovrienne du

(1) Kaufmännliche Korporationen de Berlin, Stettin, Dantzig, Memel, Tilsitt, Königsberg, Magdebourg, fondées de 1820 à 1825. Altona était pourvue d'un Collège commercial fondé par ordonnance du roi danois Christian VI, le 14 juillet 1738.

(2) Surtout pendant le règne de Frédéric-Guillaume IV (1840-1857).

(3) Le collège commercial d'Altona et la « Corporation commerciale » de Magdebourg, par exemple, sont transformées en Chambres de Commerce en 1898.

7 avril 1866, qui crée et réglemente vingt Chambres de commerce (Gottingen, Emden, Hanovre, etc.), et à la loi du 3 septembre 1863, suivie de l'ordonnance du 4 mars 1864 (création et réglementation des Chambres de Wiesbaden, Limburg et Dillenburg) sont substituées les lois prussiennes au moment de l'incorporation de ces Etats au royaume de Prusse (3 octobre 1866 pour le Hanovre ; 1866 également pour le Nassau).

2° *Elargissement du domaine des attributions des Chambres.* — Depuis l'ordonnance du 16 juin 1831 qui organisa les Chambres de commerce prussiennes sur le type de la Chambre d'Elberfeld-Barmen (membres des Chambres élus par les commerçants) ; jusqu'à la loi du 24 février 1870, modifiée par la loi du 19 août 1897, l'importance des Chambres s'est accrue : d'organes uniquement consultatifs, elles deviennent également des organes administratifs (Verwaltungsorgane).

La réforme de 1897 a été préparée par le Freiherr von Berlepsch, ministre du Commerce prussien, qui critiquait la répartition territoriale des Chambres de commerce, l'inactivité de certaines d'entre elles, proposait d'étendre sur tout le pays l'action des Chambres et suggérait de remplacer les corporations commerciales subsistant encore par des Chambres de commerce. Ce projet, qui chargeait le ministre du Commerce de fixer et de modifier au besoin les circonscriptions des Chambres, dut être d'abord retiré devant l'hostilité du législateur. Repris partiellement par le successeur de von Berlepsch, le ministre Brefeld, il fut adopté finalement et devint la loi du 19 août 1897.

La dernière réforme est apportée par le décret du

1^{er} avril 1924, qui confère l'électorat et l'éligibilité aux femmes, abroge l'article 4 de la loi précitée (1), et donne au ministre du Commerce le droit de délimiter, par arrêté, les circonscriptions des Chambres de commerce et de procéder, s'il y a lieu, à la dissolution ou à la réunion de Chambres existantes ; c'est la réalisation, encore imparfaite, du projet von Berlepsch.

Les Chambres prussiennes sont les suivantes :

Prusse Orientale : Allenstein (1909) ; Elbing (1921) ; Insterburg (1855) ; Königsberg (corporation commerciale en 1823 ; Ch. de com. 1918) ; Tilsit (corporation commerciale en 1823 ; Ch. de com. 1900) ; Memel (corporation commerciale en 1822 ; Ch. de com. 1919).

Posen : Schneidemuhl (1921) ; Dantzig : corp. com. en 1822 ; Ch. de com. 1919.

Brandenburg : Berlin (1901) ; Brandenburg (1898) ; Cottbus (1851) ; Francfurt an der Oder (1863).

Poméranie : Corporation commerciale de Stettin (1821) ; Stolp (1900) ; Stralsund (1878) ; Swinemunde (1863).

Basse Silésie : Breslau (1849) ; Gorlitz (1849) ; Hirschberg (1849) ; Liegnitz (1850) ; Sagan (1879) ; Schweidnitz (1849) ; ces Chambres ont un bureau commun à Berlin.

Haute-Silésie : Oppeln (1882).

Saxe prussienne : Erfurt (1844) ; Halbertstadt (1872) ; Halle (1844) ; Magdebourg (1898) ; Muhlhausen (1848) ; Nordhausen (1859).

(1) Voir ci-dessus, page 30.

Schleswig-Holstein: Altona (1898) ; Flensburg (1870) ; Kiel (1870).

Hannovre : Emden, Gottingen, Goslar, Hannovre, Harburg, Hildesheim, Luneburg, Osnabruck, Wesermunde (nom des deux villes Lehe et Geestemunde, réunies le 16 octobre 1924). Toutes ces Chambres datent de 1866.

Wesphalie : Altena (1874), Arnsberg (1851), Bielefeld (1848), Bochum (1856), Dortmund (1863), Siegen (1849), Hagen (1844), Iserlohn (1850), Ludenscheid (1850), Minden (1848), Munster (1854).

Hesse-Nassau : Cassel (1870, Dillenburg (1864), Francfort-sur-le-Main, Limburg (1864), Wiesbaden (1864).

Province Rhénane : Aix-la-Chapelle, Crefeld, Cologne, Stolberg, Trèves (voir historique) ; Bonn (1891), Coblence (1833), Dusseldorf (1831), Duisburg (1831), Elberfeld (1830), Essen (1840), Munchen-Gladbach (1837), Neusz (1861), Reimscheid (1840), Saarbrücken (1863), Solingen (1840), Wetzlar (1900).

La Corporation commerciale de Stettin compte 21 membres (14 pour le commerce et la navigation, 7 pour l'industrie). élus par ses 1.220 adhérents (sur 4.000 inscrits au registre du commerce).

Les 1.220 adhérents se répartissent en catégories professionnelles :

266 appartiennent à l'industrie ;

890 appartiennent au commerce de gros ;

65 appartiennent au commerce de détail.

Cette association possède cinq bateaux briseurs de glace, des remorqueurs, des élévateurs. Elle fait partie

avec l'Etat prussien et la ville de Stettin de la « Stettiner Hafenbetriebsgesellschaft m. b. H. » au capital de 150 millions de marks (Etat 60, Stettin 60 et la Corporation commerciale 30).

Elle a fondé en 1924 avec la province de Poméranie et la ville de Stettin « die Gesellschaft zum Ausbau der Seeschiffahrtsstrasse Stettin-Swinemund ».

Elle fait paraître un journal : l'*Ostseehandel*. Ses efforts sont donc surtout consacrés au commerce et à la navigation maritimes.

La Chambre de commerce de Francfort-sur-le-Main, dont nous avons présenté le budget ci-dessus, est l'une des plus importantes de l'Allemagne.

Elle assure la surveillance et l'administration financière de la Bourse de Francfort.

Les 61 membres qui la composent exercent leur activité au sein de nombreux comités spéciaux : commerce d'exportation, hypothèques immobilières et foncières, bijoux et métaux précieux, cuir, papier, tabacs, vins, textiles, etc.

Quatre tribunaux d'arbitrage permanents fonctionnent auprès de la Chambre de Francfort : le tribunal d'arbitrage général, le tribunal d'arbitrage de la bourse des valeurs, celui de la bourse des marchandises, et le tribunal pour les contestations relatives aux questions litigieuses sur les bilans exprimés en or.

Groupements de Chambres prussiennes. — Les nombreuses Chambres prussiennes qui viennent d'être énumérées ont constitué des groupements d'inspirations différentes :

a) *Groupements provinciaux* : Verband der Industrie und Handelskammern Ostpreussens ; Vereinigung Schlesischer I. u. Hkn. ; Vereinigung von I. u. Hkn. des Niederrheinischwesphalischen Bezirks ; Vereinigung von I. u. Hkn. des Sudwestfalischen Industrie Bezirks.

Ces deux derniers groupements ayant une signification économique : l'union des Chambres de la Wesphalie n'est autre que la très importante union de la Ruhr, avec, pour centre, Essen.

b) *Groupements inspirés par l'ordonnance du 1^{er} avril 1924, dont l'article premier dispose expressément* :

« Les Chambres de commerce voisines peuvent, avec l'autorisation du ministre du Commerce et de l'Industrie, constituer une association d'utilité publique, aux fins de se livrer en commun à l'accomplissement exclusif de tâches déterminées. Le ministre du Commerce et de l'Industrie peut ordonner la constitution d'une association de ce genre, lorsque la moitié au moins des Chambres intéressées donne son approbation et que les Chambres consentantes comprennent plus de la moitié de la totalité des firmes inscrites de toutes les Chambres intéressées. Ladite association est une institution de droit public. Un statut qui devra être soumis à l'autorisation du ministre du Commerce et de l'Industrie fixera les tâches de l'association, ses organes et la composition de ces derniers, ainsi que la couverture de ses frais. Tant qu'une Chambre fera partie d'une association d'utilité publique, elle ne pourra, sans l'assentiment de ladite association, être dissoute, faire l'objet d'une autre délimitation, ni être réunie à une autre Chambre. L'association devra être dissoute, lorsque la moitié au moins des

Chambres intéressées l'exigera, ou que les Chambres qui demanderont cette dissolution comprendront plus de la moitié des firmes inscrites de toutes les Chambres intéressées. »

Ces groupements sont :

Ind. u. Hkverband Niedersachsen Cassel, comprenant 14 Chambres ;

Verband Hessen-Nassauischen I. u. Hkn ; Dillenburg, Wetzlar et Francfort-sur-le-Main ;

Zweckverband der I. u. Hkn. der Provinz Schleswig-Holstein ;

Zweckverband der I. u. Hkn. der Städte : Erfurt, Muhlhausen, Nordhausen ;

Zweckverband I. H. zu Magdebourg et Halberstadt.

c) Enfin l'Association des Chambres de commerce et d'industrie prussiennes, qui correspond aux groupements des Chambres des différents « pays » : Bavière, Hesse, etc.

B. — *Chambres Bavaroises.* — Les Chambres bavaroises datent de 1843 (1) (application de l'ordonnance royale du 19 septembre 1842). La loi du 30 janvier 1868 sur l'organisation économique du royaume, prévoyant, dans son article 27, la création de représentations professionnelles, les Chambres de commerce et leurs gremien furent remaniés (ordonnance du 25 octobre 1869) :

(1) Sauf celle de Passau (1848). Cobourg a été rattaché à la Bavière (loi du Reich du 30 avril 1920) après un plébiscite favorable à cette mesure. La Chambre de Cobourg avait été créée en 1896.

les Chambres portent alors le nom de Chambres de commerce *et de métiers*.

L'ordonnance du 25 octobre 1869 précitée a été modifiée par l'ordonnance royale du 25 février 1908, encore en vigueur.

Les Chambres bavaoises présentent quelques particularités notables :

a) Elles sont plus étroitement dépendantes du gouvernement que les autres Chambres allemandes. Voici quelques dispositions impératives de l'ordonnance du 25 février 1908 :

« Il y a au moins une Chambre de commerce par province (art. 1) (2).

« Le droit de suppression des Chambres et de leurs comités locaux appartient au Ministère d'Etat, etc... » (art. 2).

« Le nombre des membres à élire au suffrage direct est fixé par le gouvernement de la Province, Chambre de l'Intérieur.

« Un commissaire est désigné pour chaque Chambre, par le gouvernement de la Province. En principe, ce commissaire assiste à toutes les séances, et est autorisé à prendre la parole à tout moment. Il n'a pas le droit de vote (art. 13).

« En vue des élections, le gouvernement de la Province, Chambre de l'Intérieur, doit diviser la circonscription de la Chambre correspondante en secteurs électoraux. Le jour de l'élection est fixé par la loi (art. 20).

« ... Les listes électorales sont établies par les autorités administratives du district, etc., à Munich, par le

Stadtmagistrat... d'après les inscriptions au registre du commerce et des métiers et les extraits de listes des personnes soumises à l'impôt des patentes. »

De même les opérations de vote sont dirigées par les comités électoraux, formés par les autorités administratives des districts, selon les instructions de Munich, etc.

b) L'ordonnance réserve en principe une représentation aux petits exploitants et une représentation aux employés de commerce et employés techniques.

I. — Un comité de quatre à six petits exploitants est, en effet, constitué auprès de chaque Chambre de commerce. Ces membres sont élus par les petits exploitants (à l'exclusion toutefois de ceux qui exercent un métier manuel), payant au moins trois marks de patente et *non inscrits* au registre du commerce. Sont éligibles, les électeurs âgés de 25 ans au moins et qui résident dans la circonscription de la Chambre.

Le scrutin a lieu dans les mêmes formes que celui des Chambres de commerce.

Les membres de ce comité doivent être entendus par la Chambre, chaque fois que celle-ci projette d'émettre des avis relatifs à l'artisanat, à l'apprentissage, au métier en général, etc.

La vie de ces comités est bien ralentie : la Chambre de Ludwigshafen, par exemple, n'a jamais provoqué une seule réunion du Comité des petits exploitants.

II. — De même fonctionne (avec une égale discrétion) auprès de chaque Chambre bavaroise un comité d'employés de commerce et d'employés techniques (dessina-

teurs, chimistes, etc.). Ces comités comptent de six à quatorze membres, élus par les employés de commerce et les employés techniques dans une proportion fixée par la Chambre de l'Intérieur du gouvernement provincial intéressé.

Les modalités des élections, les attributions sont analogues à celles que nous venons de signaler.

c) Aux Chambres de commerce bavaroises sont rattachées des organismes ayant sensiblement la même mission qu'elles à remplir (défense des intérêts généraux du commerce, de l'industrie, du métier et des mines), et que l'on nomme des *gremien*. Ces « gremien », petites Chambres de commerce, peuvent entrer en rapports directs avec le gouvernement, mais, en fait, passent par l'intermédiaire de leur Chambre.

Le nombre des membres de chaque « gremium » est fixé par la Chambre à laquelle il est rattaché, et il est proportionnel au chiffre total des patentes payées dans sa circonscription (en général, la zone d'action d'un gremium a l'étendue d'un district). Ce nombre varie donc avec l'importance économique de cette zone : le Handelsgremium de Neustadt, dans le Palatinat bavarois, qui comptait cinq membres en 1914 en a actuellement quinze.

Ils sont élus comme ceux des Chambres de commerce; le président du gremium est membre de droit de la Chambre correspondante. Le gremium délègue parfois auprès de cette Chambre un ou deux autres membres, de sorte que les Chambres de commerce bavaroises comprennent deux sortes de membres : ceux qui sont élus

par les électeurs de leur circonscription propre, et ceux qui sont délégués par leurs Handelsgremien respectifs.

Les commerçants et les industriels inscrits sur la liste électorale d'un gremium paient, outre la contribution normale à la Chambre de commerce centrale, un supplément pour alimenter les dépenses de l'organisme-satellite. Contribution et pourcentage supplémentaire sont payés, en même temps que l'impôt des patentes, aux perceptions municipales qui envoient aux Chambres de commerce et aux gremien ce qui leur revient respectivement.

*
**

Les Chambres bavaroises sont les suivantes :

Munich qui compte 51 membres : 48 élus et les présidents des Handelsgremien d'Ingolstadt, Rosenheim, Traunstein (chacun de ces établissements compte dix-huit membres). Sont annexés à la Chambre de Munich : le Comité des petits exploitants (6 membres), le Comité des employés de commerce et des employés techniques (14 membres : 10 représentants des premiers et 4 représentants des employés techniques), et un tribunal d'arbitrage spécialisé dans la conciliation en matière de concurrence déloyale.

Passau et ses cinq Handelsgremien, qui lui délèguent treize membres.

Ludwigshafen et ses treize Handelsgremien.

Regensburg (Ratisbonne) et trois Hgr. Cette Chambre possède une représentation particulière du commerce de détail.

Bayreuth avec douze gremien.

Augsburg avec onze gremien.

Wurzburg, avec également onze gremien.

Nuremberg. A Nuremberg existe encore un « Handelsvorstand » (Comité commercial) d'origine médiévale. La vieille cité des corporations pittoresques a maintenu quelques-unes de ses plus anciennes institutions. L'ordonnance bavaroise, très judicieusement, pour éviter tout conflit entre la Chambre de commerce d'inspiration moderne et le « Handelsvorstand », a décidé (article 33) que les membres du Comité commercial, élus d'ailleurs périodiquement et directement par les commerçants et industriels de Nuremberg-Ville, seraient de plein droit membres de la Chambre de commerce.

La Chambre compte 52 membres : les 30 membres du Handelsvorstand.

Onze membres élus par la banlieue.

Onze membres désignés par les huit Handelsgremien qui gravitent autour d'elle.

Une organisation arbitrale, pour résoudre les conflits entre commerçants, a subsisté sur les bases de l'ordonnance consulaire du 21 août 1697. Notons le tribunal d'arbitrage spécial aux opérations de bourse, et le tribunal d'arbitrage organisé pour les contestations qui surviennent dans l'exécution de marchés de pommes de terre.

Coburg : voir note ci-dessus.

Groupement des Chambres bavaroises. — En vertu de l'article 2 de l'Ordonnance bavaroise, les Chambres

doivent « se grouper en une association », le Bayerischer Handelskammertag (1).

C. — *Chambres de commerce saxonnes.* — Trois lois et trois dates importantes jalonnent l'histoire des Chambres saxonnes ;

1^o La « Gewerbeordnung » saxonne du 15 octobre 1861, en application de laquelle cinq Chambres professionnelles sont créées en Saxe, dont les circonscriptions englobent le territoire entier du pays. Ces Handels et Gewerbekammern (Chambres de commerce et de petite industrie) sont chargées de la représentation des intérêts généraux du commerce, de l'industrie et du métier.

2^o La « Gewerbeordnung » fédérale du 26 juillet 1897, dont l'article 103 prescrit la création de « Handwerkskammern » là où il n'existe pas d'organe représentatif du métier (2). Ces Handwerkskammern ont pour attribution essentielles de réglementer l'apprentissage, de former des jurys chargés d'apprécier les chefs-d'œuvre des compagnons et renseigner les autorités municipales et gouvernementales sur la situation et les besoins du métier.

En Saxe donc, comme en Bavière, en Bade, en Wurtemberg, ces attributions sont données automatiquement

(1) Nous étudions ci-dessous (Wurtemberg), à titre d'exemple, l'organisation d'un « *Handelstag* ».

(2) Art. 103 q. : « Les autorités administratives centrales des pays considérés, dans lesquels des organisations légales — chambres de commerce et de petite industrie — sont chargées des intérêts du métier, pourront transférer à ces Chambres les droits et les devoirs des Chambres de Métier... »

aux Chambres de commerce et de petite industrie existantes.

3° La loi du 4 août 1900 modifie la législation en vigueur. Elle prévoit la scission des Chambres en Chambres de commerce d'une part, et Chambres de petite industrie (Gewerbekammern) de l'autre. Elle spécifie que les Gewerbekammern auront, outre la charge des intérêts de la petite industrie, les attributions des Handverkskammern définies par l'article 103 de la Gewerbeordnung de 1897.

En conséquence, les Chambres jumelées se sont dédoublées et il existe actuellement en Saxe cinq Chambres de commerce et cinq Chambres de petite industrie (et de métiers).

Ces Chambres présentent la particularité, déjà signalée, du suffrage à deux degrés pour l'élection de leurs membres (cette modalité s'applique également aux Gewerbekammern).

Une ordonnance récente (12 avril 1924) vient d'autoriser les Chambres de commerce saxonnes à calculer les contributions de leurs adhérents sur la base du revenu commercial ou industriel.

Les Chambres saxonnes sont celles de : Chemnitz (36 membres), Dresde (35 membres), Leipzig, Plauen, Zittau. Ces Chambres datent toutes de 1862, et forment entre elles le *Sachsicher Handelstag*.

La plus active de ces Chambres est celle de Leipzig. Outre les attributions normales qui lui incombent (surveillance et administration de la bourse, par exemple), elle régit la Fondation Kramer, qui comprend un éta-

blissement d'enseignement commercial ; elle propose au Conseil de la ville de Leipzig les noms des veuves de commerçants nécessiteuses, secourues annuellement par les fonds « Poppe » (legs d'un geheimer Kammerrat décédé en 1864) ; réglemente la « Garnbörse » (bourse du fil), réunion bisannuelle des filateurs, négociants de toiles de fil, etc., au cours de laquelle des marchés sont conclus et des questions d'ordre technique ou économique sont étudiées en commun par les intéressés ; assure la gestion du magasin public de conditionnement (öffentlicher-Konditionier-Anstalt) dont elle choisit le directeur ; et surtout, la Chambre de Commerce de Leipzig prend une part prépondérante à la foire de Leipzig. Voici quelques manifestations de son activité :

Deux éditions annuelles de l'Adressbuch de la foire ;

Une édition annuelle de l'index des acheteurs ;

Fixation de la durée de la foire ;

Organisation des stands, admission de nouveaux acheteurs et vendeurs ;

Etablissement de statistiques (marchandises, chiffres d'affaires, etc.) ;

Examen, dans un but de conciliation, des incidents qui se produisent au cours de la foire ;

Rapports aux autorités officielles et aux associations particulières intéressées sur le fonctionnement et les résultats de l'exposition ;

Et, d'une façon générale, toutes les initiatives tendant au développement et au succès de cette institution.

D. — *Chambres du Wurtemberg.*

Sous l'influence de la doctrine et de l'action personnelle de List, de nombreuses ligues pour la protection de l'industrie et du commerce allemands sont fondées, dans l'Allemagne du Sud, vers 1820 : tel le « Verein für Gewerbe und Handel » de Stuttgart, de 1819, reconstitué en 1830, après une éclipse de six années, sous le nom de « Société pour l'avancement du commerce et de l'industrie ». Cette société bénéficiait de l'appui gouvernemental. Elle comptait trois cents membres : fabricants, commerçants, hauts fonctionnaires, et consentait aux petits exploitants des prêts à des taux très modérés.

Vers 1840, dans le Wurtemberg, associations indépendantes ou demi-officielles entreprennent une vigoureuse campagne contre la procédure judiciaire, dont la lenteur et la complexité ne répondaient pas aux besoins du commerce. Leur vœu unanime tend à la création de tribunaux consulaires.

Ce mouvement aboutit à la création de Chambres de commerce — associations libres — à Stuttgart, Ulm, Heilbronn et Reutlingen ; ces quatre Chambres forment ensemble le « Handelsverein » du Würtemberg, chargé de rendre des sentences arbitrales ou de donner à la juridiction ordinaire des avis juridiques et techniques sur les conflits commerciaux.

Le notable Paul Pfizer, à la première session du tribunal d'arbitrage ainsi formé (le 8 juin 1844), définit comme suit le rôle des Chambres de commerce :

« L'expansion croissante de notre commerce et de notre industrie a depuis longtemps éveillé dans l'esprit des Wurtembergeois l'idée de créer dans les villes les

plus actives, des Chambres de commerce, tant pour avoir une représentation qualifiée de leurs intérêts communs et un organisme chargé de servir d'intermédiaire entre le commerce et les autorités administratives centrales ou régionales que pour suppléer aux lacunes de la procédure en vigueur par l'organisation de l'arbitrage au sein de ces Chambres mêmes. »

L'ordonnance royale du 19 septembre 1854, « dans l'intention de réserver une place plus importante au commerce, en qualité de conseiller économique » consolide la position des Chambres existantes, ou plutôt leur donne l'existence légale sous le nom de Handels und Gewerbekammern, chargées de la représentation du commerce, de l'industrie et du métier (1).

Le décret du 12 mars 1856 étend les circonscriptions des Chambres, jusqu'alors réduites aux villes où elles existaient.

Leurs membres, nommés d'abord par le roi, sont plus tard (à partir de février 1858) élus par les cercles intéressés.

C'est la loi du 30 juillet 1899 qui transforme les Handels und Gewerbekammern (2) en Handelskammern, d'une part, et Gewerbekammern, d'autre part (scission imitée en Saxe : loi du 4 août 1900). Cette circonstance explique la restriction formelle de l'article premier, cité au début de cette étude : « Les Chambres de commerce

(1) La loi bavaroise du 30 janvier 1868 et la loi badoise du 11 décembre 1878 sont inspirées de l'ordonnance wurtembergeoise du 19 septembre 1854.

(2) Une ordonnance du 18 mars 1866 avait créé quatre autres chambres à Calw, Heidenheim, Rawensbourg et Rottweil.

ont pour mission de veiller aux intérêts généraux de l'industrie, du commerce et des autres branches de l'activité économique, *les métiers exceptés...* »

L'ordonnance royale du 22 mars 1900 délimite les circonscriptions des huit Chambres de commerce et fixe le nombre de leurs membres.

Enfin, l'ordonnance ministérielle du 27 mars 1924 agrandit (comme l'avait déjà fait une ordonnance du 4 juillet 1874) le cercle des attributions des Chambres, laisse au ministre du Travail, le soin de rechercher, pour le calcul de la contribution pécuniaire des adhérents, une base autre que l'impôt des patentes et aux Chambres elles-mêmes de prélever directement cette contribution et de fixer pour chaque assujetti un versement minimum, déterminé par sa situation économique personnelle. Le même texte donne une existence légale et la personnalité juridique au Groupement des Chambres wurtembergeoises (Württembergischer Industrie und Handelstag).

Ce groupement comporte :

a) Un Comité permanent (un président, un secrétaire et trois membres), chargé de l'expédition des affaires courantes, et surtout de la préparation de l'assemblée générale des Chambres ;

b) L'assemblée générale, qui se réunit au moins une fois l'an et, de plus, chaque fois que trois membres au moins le demandent. Ses délibérations (en principe publiques) sont valables lorsque cinq Chambres au moins sont représentées. Les décisions sont prises à la majorité : l'égalité entraîne le rejet.

Elle compte en tout 36 membres, dont 32 sont dési-

gnés par les Chambres de commerce ; les quatre autres sont élus par ces 32 délégués ;

c) Les Comités constitués par l'assemblée générale. Ces Comités sont :

1° Les Comités permanents de l'industrie, du commerce de gros, du commerce de détail, des finances et impôts, des questions sociales, du commerce extérieur, des transports, de l'enseignement technique.

Les membres en sont désignés pour trois ans. Chacune des huit Chambres du Wurtemberg est représentée par un, deux ou trois membres au sein de chacun des comités. Les syndics des Chambres et autres spécialistes peuvent être appelés à leurs délibérations à titre consultatif.

2° Les Comités temporaires, chargés de la discussion de questions spéciales, dont l'examen est demandé en cours de session par l'assemblée générale.

Le budget du Handelstag est alimenté par les Chambres. Il doit être soumis à l'approbation du ministre du Travail après son adoption par l'assemblée générale. Ce groupement peut entreprendre la construction d'établissements utiles au commerce et à l'industrie, et en couvrir les frais par des prélèvements supplémentaires sur les usagers. (L'ordonnance du 27 mars 1924 donne aux Chambres de commerce la même faculté).

Les Chambres de commerce wurtembergeoises sont actuellement les suivantes :

Stuttgart (1855), 38 membres, 8 délégués au Hlstag wurtembergeois ; Heillbronn (1855), 25 membres, 4 délégués au Hlstag wurtembergeois ; Reutlingen (1855),

20 membres, 4 délégués au Hlstag ; Ulm (1855), 17 membres, 4 délégués au Hlstag ; Calw (1866), 11 membres, 3 délégués au Hlstag ; Ravensburg (1866), 15 membres, 2 délégués au Hlstag ; Heidenheim, 15 membres, 3 délégués au Hlstag ; Rottweil (1866), 20 membres, 4 délégués au Hlstag.

E. — *Chambres badoises.*

La liberté du travail, du commerce et de l'industrie a été introduite en 1862 dans le pays de Bade.

Jusqu'à cette date, en effet, les corporations (commerciales ou autres) avaient un caractère obligatoire. Leur réglementation était rigide. Il faut noter cependant un mouvement de tendance libérale en 1830 : les statuts des corporations commerciales alors existantes furent allégés de quelques dispositions par trop rigoureuses.

De ces « Kaufmannliche Korporationen » se détachent peu à peu des organismes plus réduits, Comités, puis Conseils, chargés de l'expédition des affaires courantes. Il est curieux de constater que ces Comités entrent souvent en opposition avec les corporations dont ils sont issus : c'est ainsi qu'en 1829 le gouvernement badois dissout le Handlungs-comité, constitué en 1808 par la Corporation commerciale de la ville de Bade, pour mettre un terme aux conflits qui surgissaient entre ces deux groupements.

Une décision ministérielle du 20 septembre 1831 permet aux « Conseils » existants de prendre le titre de « Chambres de commerce », mais il ne s'agit là que d'une simple question de dénomination : c'est la loi du 20 septembre 1862, celle qui brise toutes les entraves à la

liberté économique (1), qui reconnaît aux « Conseils », en termes généraux, la fonction représentative des Chambres de commerce.

De 1862 à 1878, quinze Chambres badoises exercent leur activité en pleine liberté, sans attributions bien déterminées ni limitées. Ce sont celles de Bade, Brushsal, Bühl, Emmendingen, *Fribourg-en-Brisgau*, *Heidelberg*, *Pforzheim*, *Karlsruhe*, *Konstanz*, *Lahr*, *Mannheim*, *Mosbach*, *Offenbourg*, *Rastadt* et *Wertheim*.

La loi du 11 décembre 1878 apporte la réglementation qui faisait défaut, tout en laissant aux organes existants la faculté de ne pas l'adopter et de maintenir leurs traditions façonnées sous l'empire de la loi libérale de 1862. Le même texte leur apporte le droit de fusionner entre eux autour des centres les plus importants, en adoptant toutefois des statuts conformes à ses dispositions.

Il faut attendre 1913 pour que l'unification du régime des Chambres soit un fait accompli. Les quinze Chambres indépendantes se réduisent, par groupements des circonscriptions, en sept Chambres officielles (celles que nous avons soulignées ci-dessus), auxquelles viennent s'ajouter celles de Schoffheim (1889) et Villingen (1895).

Les neuf Chambres actuelles de Bade forment le *Badische-Handelstag*, qui a sensiblement les mêmes attributions que les congrès similaires dans les autres « pays ».

La formation des Chambres badoises a été laborieuse. Lorsqu'un régime d'absolue liberté succède brusquement à un régime corporatif étroit, les institutions nou-

(1) L'article 26 de cette loi dissout les corporations.

velles, qui remplacent les anciennes, vont d'abord à la dérive. L'excès de liberté se révèle bientôt comme un élément de faiblesse : les lois organiques apparaissent, qui introduisent avec un minimum de discipline, l'équilibre nécessaire entre les positions extrêmes de réglementation rigide et d'indépendance illimitée.

*
**

L'histoire de la Chambre de commerce de Karlsruhe a été faite récemment (1). Elle est intéressante parce que la ville de Karlsruhe étant de formation moderne, les origines directes de la Chambre sont parfaitement connues. Cette capitale se développe, à partir du 15^{juin} 1775, autour du château margraviai de Karl Wilhelm von Baden-Durbach, et par la volonté de ce prince.

Le commerce local (commerce de boutiquiers) apparaît naturellement avant l'industrie, plus lente à se fixer. Par ce même besoin de défense commune signalé à plusieurs reprises, les commerçants de Karlsruhe fondent, le 13 janvier 1813, « die vereinigte Handelsstube », dont le règlement intérieur (du 21 août 1819) est considéré justement comme l'origine des statuts de la Chambre actuelle.

Sur le désir, exprimé en juillet 1824, du ministre de l'Intérieur de Bade, une Chambre de commerce est créée à Karlsruhe, investie de la mission officielle de renseigner le gouvernement sur l'état du commerce et de l'industrie. Cependant, la « Handelsstube » subsiste à ses

(1) Voir bibliographie.

côtés : à noter cette survivance des vieilles associations, surtout en Allemagne ; mais partout les idées du passé pénètrent comme des flèches dans les temps les plus modernes.

La Chambre nouvelle désire se donner des elle en propose de nombreux projets au gouvernement, qui les écarte ou mieux, les classe précieusement et n'en parle plus. L'un de ces projets est déclaré « égaré » par les bureaux du ministère de l'Intérieur. La même lenteur retarde la parution des statuts de la Chambre de Mannheim, qui bataille de 1831 à 1844 pour les faire approuver. Ceux de Karlsruhe (qui s'est alliée à Mannheim dans cette lutte contre l'inertie administrative : encore une tradition qui semble déjouer les siècles qui passent) ceux de Karlsruhe attendront leur approbation jusqu'en 1850 : le premier projet datait de 1827.

Ces statuts sont modifiés à plusieurs reprises, pour être en harmonie avec les lois de 1862, de 1878 et les lois subséquentes.

La Chambre de Karlsruhe compte actuellement 35 membres (plus deux membres d'honneur), soit 16 représentants de l'industrie, 16 du commerce, 1 de l'hôtellerie (de Baden-Baden), 1 des coopératives de consommation, un de la navigation rhénane.

Sa circonscription englobe les anciennes circonscriptions des Chambres de Bade (ville), de Bühl, de Rastatt et de Bruchsal (1).

(1) L'établissement de nos Chambres de Commerce, sans être toujours rapide, ne connut généralement par ces longueurs. Nous lisons par exemple dans l'« Histoire du Commerce et de la Navigation à Bordeaux », de Francisque Michel (tome II, page 175) :

La Chambre la plus importante du pays de Bade, au point de vue économique, est celle de Mannheim, qui est à la tête de l'Association des Chambres allemandes du Sud-Ouest.

F. — *Chambres Hessoises.*

Les dates de création des Chambres s'échelonnent de 1798 (Mayence) à 1898 (Friedberg) : leur historique détaillé s'étendrait donc sur un siècle. Bornons-nous à l'essentiel.

Ces Chambres, actuellement régies par la loi du 6 août 1902, modifiée le 1^{er} juillet 1908 et le 1^{er} mars 1913, sont soumises au contrôle du ministre de l'Intérieur hessois, sur la proposition duquel elles peuvent être dissoutes.

Dans le cas de dissolution, et jusqu'après de nouvelles

« L'établissement de la Chambre de Commerce (de Bordeaux), n'eut lieu que bien plus tard et il faut descendre jusqu'au commencement du XVIII^e siècle, pour en retrouver les premières traces. Le 6 mai 1705, Daguessau présentait au Conseil du Commerce un dossier relatif à cette institution; il s'en référait à un arrêt du Conseil d'Etat du 30 août 1701, d'après lequel les juges-consuls de Bordeaux avaient proposé de faire cet établissement aux conditions expliquées dans la délibération de leur assemblée du 5 septembre 1704. Sur quoi il fut arrêté avant de rien décider, que les députés donneraient leur avis après avoir examiné le dossier dans leurs assemblées particulières. Le 13 mai 1705, le dossier ayant été représenté, lecture fut faite de l'arrêté proposé pour cette création. Aucune observation ne s'étant produite, l'Assemblée émit le vœu qu'il plût au roi d'accorder cet arrêt; en conséquence il fut décidé qu'il lui en serait rendu compte. Enfin le 26 mai, le Conseil d'Etat tenu à Versailles en présence de Louis XIV, arrêta l'établissement de la Chambre de Commerce de Guyenne; cette décision confirmée par lettres patentes du roi, fut enregistrée au Parlement de Bordeaux ».

élections, le ministre règle lui-même l'administration de la Chambre sanctionnée.

*
**

Une date est frappante : celle de 1798, donnée généralement comme la date de création de la Chambre de Mayence : mais c'est en réalité le décret du 3 nivôse, an XI (24 décembre 1802) qui introduisit en Hesse l'appellation de « Chambre de commerce ».

Il existait évidemment déjà des représentations professionnelles du commerce. Une ordonnance du 22 décembre 1747, sous le prince électeur Johann Friedrich Karl von Ostein, instituait une *Commission commerciale*, à laquelle le commerce mayençais devait envoyer trois délégués élus pour un an, chargés d'exprimer les vœux du négoce et de l'industrie.

Mais le caractère officiel de cette commission n'inspirait qu'une demi-confiance aux intéressés qui présentèrent au prince électeur, en 1752, un mémoire demandant la constitution d'un « corps de marchands », indépendant de la Commission commerciale, et chargé de formuler leurs revendications en toute liberté. Cette démarche n'aboutit pas et les choses restèrent en état jusqu'à l'occupation française (29 décembre 1797) à la suite du traité de Campo-Formio (17 octobre 1797).

Le 15 janvier 1798 une municipalité républicaine est installée à Mayence. Un arrêté municipal du 6 pluviôse, an VI (25 janvier 1798) crée le « Comité du commerce de la Commune de Mayence », comité autonome, composé de membres élus librement par les commerçants.

A côté de ce Comité apparaît, le 14 prairial an X (3 juin 1801), le « Conseil du commerce et de l'agriculture du département du Mont-Tonnerre ». La fusion de ces deux derniers organes donne naissance, en application du décret de Nivôse an XI, à la Chambre de commerce de Mayence, celle-là même qui existe encore aujourd'hui.

Les Chambres de commerce ressuscitées (ou créées) par ce décret, comptaient quinze membres dans les villes de plus de 50.000 âmes, et neuf dans les autres villes. Leur président était le maire ou le préfet. Les membres, élus par les notables du commerce, devaient avoir exercé leur profession pendant dix années au moins.

La Chambre de Mayence comptait donc neuf membres à l'origine parmi les noms desquels nous rencontrons deux noms français, Leroux et Dumont. Son président était le « modèle des préfets » qui servit hautement (1) la cause du commerce et de l'industrie dans son département » : Jean Bon Saint-André. Son premier vice-président, un Mayençais, Henri Mappes, resta en fonction jusqu'en 1819. Appelé à ce poste par la confiance de ses concitoyens, il y apporta une remarquable activité et la plus haute loyauté. Ce fut lui qui représenta la ville de Mayence au mariage de Napoléon en 1810, et au baptême du roi de Rome. Nommé membre du « Conseil général du commerce » rattaché par l'Empereur au ministère de l'Intérieur, il fut fait chevalier de la Légion d'honneur.

(1) « Hochverdiente ».

En 1804, il avait su obtenir de Napoléon pendant son séjour à Mayence avec l'impératrice, la création d'un port libre dont la première pierre fut posée le 24 août 1807.

Jean Bon Saint-André, qui avait remarquablement compris l'importance des questions économiques, obtint de son côté l'arrêté des Consuls du 11 août 1802, portant « création d'entrepôts réels pour toutes marchandises dans les ports de Cologne et de Mayence ». Sous son administration, les routes de Paris, de Strasbourg, de Metz et de Coblenze furent construites, et le système douanier heureusement modifié.

Avec un vice-président comme Henri Mappes, un président comme Jean Bon Saint-André et un protecteur comme Napoléon, la Chambre de commerce de Mayence ne pouvait manquer d'avoir une brillante destinée.

Elle survécut à l'occupation française : la présidence passa au Regierungspresident.

A partir de 1815, elle s'occupa très activement de la navigation rhénane, au triple point de vue juridique, fiscal et technique. Sur ses instances, des améliorations successives furent apportées au port de Mayence. Lorsque la navigation à vapeur fit son apparition sur le Rhin, elle prit l'initiative de fonder, en 1826, la « Dampfschiffahrtsgesellschaft vom Rhein und Main ».

En 1829, la bourse aux marchandises fut ouverte à Mayence : dès 1819, la Chambre avait chargé une commission de trois membres d'en étudier la création et d'en fixer la réglementation.

La Chambre s'efforça toujours d'accroître et d'embellir la ville : c'est le rapport de l'un de ses membres qui

fut pris pour base lors de l'agrandissement de la cité vers Gartenfeld.

Cette compagnie, heureuse dans ses judicieuses interventions, eut de nombreux présidents dévoués à la chose publique : ce sont les hommes qui font des institutions ce qu'elles sont.

*
**

La loi hessoise du 17 novembre 1871 réorganisa complètement la Chambre de commerce de Mayence et, avec elle, les Chambres qui existaient déjà (Darmstadt, Offenbach, Worms et Bingen). Elles obtinrent une plus large autonomie ; la participation du gouvernement à leur direction fut supprimée. Elles conduisirent désormais elles-mêmes les opérations de vote. Cette loi leur donna pour mission « de protéger les intérêts communs du commerce et des manufactures de leur circonscription ».

L'année 1881 marque la constitution du Hessiger Handelstag, congrès des Chambres hessoises, pour la discussion des questions économiques intéressant le Grand-Duché tout entier et pour la préparation des questions inscrites à l'ordre du jour du D.I.H.T. L'initiative de cette constitution est due à la Chambre d'Offenbach, mais celle de Mayence l'appuya vigoureusement.

Le Hessischer Handelstag a pour siège la Chambre de Mayence. Les propositions et les avis de cette assemblée sont toujours bien accueillis, sinon adoptés, par le ministre du Travail et le ministre des Finances hessois. C'est

ainsi que récemment, sur les instances du Handelstag, le ministre du Travail a rappelé (dans sa circulaire du 28 novembre 1921) que les autorités municipales ne doivent pas négliger de demander leur avis aux Chambres de commerce chaque fois qu'elles envisagent des mesures intéressant le commerce et l'industrie et particulièrement lorsqu'il est question d'introduire de nouvelles charges locales et d'élever les taxes municipales.

Signalons que les Chambres hessoises font partie du « Vorläufiger Rhein-mainischen Bezirkswirtschaftsrat », tentative intéressante de constitution d'une région économique non officielle ; la circonscription de ce Conseil provisoire englobe la Hesse et le district de Wiesbaden ; son action rayonne sur la Hesse-Nassau, Coblençe, Trêves, et, « si possible », sur le Palatinat. Elles font également partie de l'Association des Chambres du Sud de l'Allemagne, dont le siège est Mannheim.

Les Chambres de Hesse sont au nombre de sept. Outre celle de Mayence :

Darmstadt (1862), qui compte 22 membres et possède un tribunal d'arbitrage et un centre d'épreuves sténographiques.

Offenbach (1821), Giessen (1872), Friedberg (1898), Worms (1842), Bingen (1862) (1).

(1) Mentionnons ici — ces lignes ayant été écrites en juin 1925 — que le Hessischer Regierungsblatt (n° 9 du 7 juillet) a donné une nouvelle rédaction de la loi du 6 août 1902, dans laquelle on a substitué l'expression « Industrie und Handelskammer » à « Handelskammer ». Il y a là imitation de l'ord. prussienne du 1^{er} avril 1924.

G. — *Chambres de Thuringe.*

La Thuringe est un nouveau « pays », formé en 1920 par libre consentement des Républiques de Saxe-Weimar-Eisenach, Saxe-Altenbourg, Reuss (formée des deux anciennes principautés de Reuss branche aînée et de Reuss branche cadette), Saxe-Gotha, Schwarzburg-Sonderhausen et Saxe-Meiningen. On sait que Cobourg préféra son rattachement à la Bavière à son intégration dans le « pays » nouveau.

Les onze Chambres existantes ont été réduites à trois Chambre de commerce et d'industrie. Leur nombre, pour un territoire si réduit s'expliquait par la multitude des petits Etats composants, qui avaient chacun sa ou ses Chambres de commerce.

Les textes les plus récents qui forment les statuts de ces Chambres sont la loi du 10 février 1923, l'ordonnance du 22 mars 1923 et l'ordonnance du 1^{er} avril 1924. Dans l'ensemble leur organisation ne diffère pas sensiblement de l'organisation générale en vigueur dans les autres pays.

Les nouvelles Chambres peuvent avoir (et ont) des correspondants. Elles ont des annexes (*zweigstellen*) presque partout où se trouvaient les Chambres supprimées.

La Chambre de *Weimar* date de 1901. Elle compte 36 membres : 20 pour l'industrie, 7 pour le commerce de gros (y compris mines, banques et assurances), 9 pour le commerce de détail (y compris l'hôtellerie et les cinématographes). Elle a des annexes à Gotha et Arnstadt.

Celle de *Sonneberg* (1866) a des annexes à Meinigen

et Saalfeld ; et enfin celle de Gera (1900) à Altenburg et Greiz.

H. — *Chambres de commerce de Hambourg, Brême, Lubeck.*

La Chambre de commerce de Hambourg tient son importance de sa qualité de Chambre maritime et de Chambre de tradition hanséatique. Elle est représentative d'une aristocratie éprise des libertés nécessaires au commerce. Les grandes familles hambourgeoises sont des familles de négociants et d'armateurs.

Hambourg doit en effet au commerce et à la navigation son existence et ses libertés : les chartes d'indépendance qui lui furent accordées en 1189 et 1190 contiennent des dispositions relatives à la navigation, à la pêche, au commerce des bois et des cendres, au change des monnaies, aux mesures, etc. L'entente qu'elle conclut avec les villes voisines, notamment avec Lübeck, en vue surtout d'assurer la sécurité des transports, fut l'origine de la Hanse.

L'histoire de Hambourg est l'histoire de ses échanges. La ville se développa au cours du treizième siècle : son commerce s'étendit dans les Pays-Bas, les Flandres, le Brabant, l'Angleterre, d'une part, et Magdebourg, Lüneburg, Brunswick, Meklembourg, d'autre part. Hambourg exportait des cendres, des bois, des grains, des draps et de la bière (c'est la bière qui fit sa fortune première et sa renommée : on l'appelait la Brasserie de la Hanse), et importait du beurre, des chevaux, des étoffes. Cette activité commerciale explique que dès le treizième siècle, Hambourg possédait un droit maritime écrit.

Les commerçants hambourgeois allaient facilement s'établir dans des comptoirs hanséatiques : Utrecht, Bruges, Londres, etc. ; une longue absence ne leur faisait pas perdre le droit de cité.

Au quatorzième siècle (le siècle des corporations) l'hostilité éclate entre les commerçants et les corporations. Le négoce s'organise en confréries d'allure religieuse (Flamands, Anglais, Shonen). Ces confréries constituèrent à la fin du quatorzième siècle une sorte de groupement central, le « Meenen Kopmann », qui devint l'organe représentatif du commerce. En 1517, le « Meenen Kopmann » élit un conseiller du commerce qui prit le nom de « Ein Ehrbarer Kaufmann ». L'association des marchands prit par la suite le nom de « Versammlung eines Ehrbaren Kaufmanns », qui a subsisté.

Le déclin de la Hanse n'entraîna pas celui de Hambourg. Dès la fin du seizième siècle, et contrairement aux statuts hanséatiques, la ville admit à demeure les étrangers : les Anglais, puis les Hollandais, enfin les Juifs portugais, qui vivifièrent et modernisèrent les méthodes commerciales et le trafic lui-même. Parmi les créations dues à ces immigrations, il faut citer la « Banque de Change », de 1619, qui devint rapidement une banque financière.

La Bourse de Hambourg (l'une des plus anciennes de l'Allemagne) avait été ouverte en 1558 : son organisation accentua la notion des intérêts collectifs pour les commerçants, et leur donna l'idée d'une discipline sans contrainte. C'est de cette création que date la séparation du commerce de gros avec le commerce de détail.

La Chambre de commerce actuelle est pleinement l'hé-

ritière des traditions créées par l'association « Eines Ehrbaren Kaufmanns », par l'institution de la bourse et celle de la banque. Fondée en 1867 seulement, elle est encore, grâce à l'esprit conservateur des Hambourgeois, comme une émanation des vieilles confréries de commerçants.

La « Detaillistenkammer », Chambre chargée des intérêts du commerce de détail, et plus récente encore (puisqu'elle date de 1904), accuse la séparation déjà faite en 1558.

Hambourg possède enfin une « Gewerbekammer », Chambre de la petite industrie, de l'artisanat et du métier.

*
**

Le texte organique en vigueur est la loi du 19 mars 1919, qui a refondu les dispositions antérieures, modifiée par les lois du 16 juillet 1920 et du 20 novembre 1922.

Sont membres de l'Association « Eines Ehrbaren Kaufmanns » les commerçants inscrits sur un registre spécial tenu par la Chambre de commerce : l'inscription coûte 5 marks et doit être renouvelée annuellement (article 20).

Peuvent demander leur inscription à ce registre spécial les commerçants hambourgeois inscrits au registre du commerce, les administrateurs des sociétés par actions, les gérants responsables des commandites et ceux des sociétés à responsabilité limitée qui exercent le commerce de gros. S'il y a doute sur la qualité de l'adhérent, la Chambre décide après l'avoir entendu

article 25). Le Registre contenant les noms des membres de « Eines Ehrbaren Kaufmanns » est rendu public annuellement pendant deux semaines consécutives (article 27).

La Chambre de commerce comprend 34 membres élus par les membres de la dite association. Sont éligibles les membres « E.E.K. » qui sont susceptibles de devenir membres d'une administration publique hambourgeoise (...die die Fähigkeit besitzen, Mitglied einer Hamburgischen Verwaltungsbehörde zu werden), qui ont trente ans révolus, et qui résident à Hambourg depuis au moins trois années (article 8).

La Chambre a pour mission (comme les autres Chambres) de veiller aux intérêts généraux du commerce, et « de la navigation », ajoute naturellement l'article 7. Elle communique ses avis et ses vœux au Sénat et à la municipalité hambourgeoise par l'intermédiaire de la « Députation pour le commerce, la navigation et l'industrie » (article 9).

Une « Commission de l'industrie » est instituée auprès de la Chambre de commerce ; elle comprend dix membres de la Chambre et vingt-deux représentants de l'industrie, élus par les industriels membres de l'Association « Eines Ehrbaren Kaufmanns ». Les vœux et les avis de cette Commission sont adressés par la Chambre de commerce à qui de droit (article 11).

La Chambre participe largement à la vie administrative de la ville libre ; elle délègue, en effet, trois de ses membres à la « Députation du Commerce, de la Navigation et de l'Industrie », deux à la « Députation des impôts indirects », trois à l'Administration de l'émigra-

tion (article 13), un à la Commission de liquidation et d'administration de la caisse des gens de mer (article 14).

Elle est représentée dans toutes les branches de l'enseignement technique, de même qu'au sein du Comité de documentation économique mondiale et au Conseil des Chemins de fer régionaux de Hambourg.

Les juges consulaires sont nommés par le Sénat sur présentation de la Chambre (article 13).

La surveillance directe de la Bourse lui incombe. Elle a la police des locaux, et peut prendre toute initiative en vue d'en maintenir l'ordre et le bon fonctionnement (Hamburgische Börsenordnung du 15 février 1918).

Enfin, comme nous l'avons vu ci-dessus (III^e partie) l'arbitrage commercial est très développé à Hambourg, et la Chambre de commerce y joue un rôle prépondérant.

✱
**

Les autres représentations officielles sont la Chambre des détaillants (« Detaillistenkammer ») et la « Gewerbekammer ». Ces deux Chambres font partie du D. I. H. T.

La première, fondée en 1904, régie actuellement par la loi du 10 décembre 1920, modifiée le 15 novembre 1922, a la charge des intérêts du commerce du détail.

Elle compte 30 membres, dont 24 sont élus par les détaillants, les 6 autres étant choisis par les 24 élus.

Sont électeurs les commerçants qui satisfont directement une clientèle de consommateurs, et qui n'exercent pas de métier.

Signalons que les électeurs du premier secteur (de beaucoup le plus important des trois secteurs électoraux) sont répartis en vingt-deux groupes professionnels où figurent tous les genres possibles du commerce de détail, depuis celui des articles d'épicerie jusqu'à la vente « d'animaux de toutes sortes » en passant par la droguerie et les magasins de confection.

La Detaillistenkammer délègue deux membres à la députation du commerce, de l'industrie et de la navigation. Elle présente, avec la Chambre de commerce, les juges consulaires à la nomination du Sénat.

Elle a constitué des Comités chargés des intérêts des différentes branches du commerce de détail, elle a créé des cours techniques, a institué une commission d'épreuves sténographiques et une commission pour la représentation de la concurrence déloyale.

En résumé, l'activité de cette Chambre dans une sphère modeste complète fort utilement celle de la Chambre de commerce, qui s'exerce surtout dans l'intérêt du haut négoce et de la grande industrie.

La Gewerbekammer date de 1872. Ses quarante membres représentent par moitié la petite industrie, par moitié le métier.

La ville de *Brême* compte également trois Chambres affiliées au D. I. H. T. : une Chambre de commerce (1849), une Gewerbekammer (1849) et une Chambre du commerce de détail (Kleinhandelskammer), de 1906.

La ville de *Lübeck* a sa Chambre de commerce (1853) et une Gewerbekammer.

I. — *Petits Pays.*

Citons enfin, pour être complet, les Chambres des petits pays qui forment encore quelques îlots dans le territoire de la Prusse :

PAYS	CHAMBRES de	DATE de CREATION	TEXTES en vigueur
Anhalt	Desseau.	1889	Loi 13 mars 1912.
Oldenburg et Oldenburg- Birkenfeld	Oldenburg. Idar	1900 1913	Loi 19 fév. 1906. Loi 13 mars 1923. Mod. 3 juil. 1924.
Braunschweig	Braunschweig.	1890	Lois 4 mai 1906 et 31 mai 1924.
Meklenburg-Swerin Meklenburg-Strelitz	Rostock.	1923	Loi 7 mars 1923.

Ces cinq Chambres forment la Communauté des Chambres de commerce d'Anhalt, Oldenburg, etc.

Lippe	Detmold.	1904	Loi 17 août 1923.
-------------	----------	------	-------------------

Autres groupements de Chambres. — Le Deutscher Industrie und Handelstag.

Outre les groupements que nous avons signalés dans les différents « Pays », il convient de noter :

1° L'Union des Chambres allemandes du Sud-Ouest, comprenant des Chambres de Bade, de Hesse, de Hesse-Nassau et du Wurtemberg.

2° L'Union des Chambres de l'Allemagne moyenne (Verband Mitteldeutscher I. u. Hkn.).

3° La communauté des moyennes et petites Chambres (Lose Interessengemeinschaft mittlerer und kleinerer I. u. Hkn.).

4° L'Association des Chambres des régions occupées, comprenant 36 Chambres de la Ruhr et de la Rhénanie. Cette Association a son siège à Cologne et s'est donnée pour mission de parer aux inconvénients économiques résultant de l'occupation, de discuter certaines questions (passeports, circulation, etc.) avec les autorités alliées. En fait, elles ont contribué, d'une façon occulte, à la résistance passive de 1921-22. Mais cette question est en dehors du cadre de la présente étude.

Cette Association a évidemment un caractère temporaire.

5° *Le Deutscher Industrie und Handelstag*. — Enfin, toutes les Chambres allemandes ont une représentation collective permanente : le D. I. H. T., qui a été mentionné à plusieurs reprises dans les pages précédentes.

C'est à l'initiative des Chambres badoises qu'est due sa création.

Dans le Pays de Bade, depuis 1834, une réunion annuelle de délégués des Chambres de commerce avait lieu. Cette tradition, brisée par les événements de 1848, fut reprise en 1860 : les 14 et 15 juin de cette même année, en effet, le « *Badischer Handelstag* » tint ses assises à Heidelberg, au cours desquelles Th. Frey, président de la corporation commerciale d'Eberbach présenta la motion suivante :

« De même que les délibérations communes des Chambres badoises présentent un intérêt particulier, de même il serait de l'intérêt général du commerce allemand de provoquer la réunion d'une assemblée dans laquelle tous les Etats du Zollverein seraient représentés.

La mission essentielle de cette Assemblée consisterait, pour répondre aux nécessités et aux aspirations générales, à établir un système uniforme de poids et mesures et une unité monétaire commune, à rédiger un Code de commerce valable pour toute l'Allemagne et à organiser la représentation à l'étranger.

« En conséquence, plaise à l'Assemblée des représentants de la diète commerciale badoise de prendre l'initiative de cette réunion et d'organiser une consultation de tous les commerçants et industriels allemands. »

Dans la circulaire que la Chambre de Heidelberg adresse dans ce but à 91 représentations commerciales, le 6 juin 1860, il est dit notamment : « ... les circonstances actuelles exigent impérieusement l'union intime de toutes les forces, si le commerce de l'Allemagne veut monter au rang qui lui revient en vertu de la grandeur et de la position favorable du pays et d'où il pourra élever la voix quand il s'agira de décider du bien-être de millions d'individus... »

Les invitations furent lancées pour le 13 mai 1861. Elles étaient accompagnées des indications suivantes : le Handelstag a pour objet de délibérer sur des sujets d'une importance générale pour le commerce, de faire exécuter les décisions prises ou demander aux gouvernements intéressés de les faire exécuter. Toutes les Chambres de commerce et autres représentations commerciales d'Allemagne ont le droit de déléguer au Handelstag un nombre quelconque de plénipotentiaires. Si l'on présentait à la délibération des motions ayant trait au Zollverein, les représentants des Etats qui n'en font

pas partie auraient le droit de discuter mais non de voter.

Après les travaux préparatoires d'une Commission qui siégea du 3 au 11 mai, le premier Handelstag se réunit effectivement à Heidelberg le 15 mai 1861. Les questions annoncées ci-dessus (relatives aux unités de mesures, de monnaie, etc.) y furent examinées.

Les paroles que prononça le président de la Chambre de Heidelberg au moment de la clôture du Congrès sont très significatives : travaillons de toutes nos forces, de toute notre énergie à créer une grande Allemagne unifiée au moins *matériellement*. Si nous y parvenons nous n'aurons pas peu contribué à élever *politiquement* notre patrie au niveau conforme à sa situation géographique et à l'intelligence de ses habitants.

Il y a donc, à l'origine du D. I. H. T. des préoccupations plus hautes que celles qui se rapportent à la vie commerciale et industrielle et à l'action des Chambres de commerce sur l'économie générale du pays. Il s'agit de créer un organe central qui soit comme le symbole de l'unité économique de l'Allemagne, dont les bienfaits apparents, matériels, faciliteront la formation de l'unité politique.

De 1861 à 1925, l'incessante activité du Handelstag (aujourd'hui Industrie und Handelstag) s'est exercée dans tous les domaines de l'économie.

Son influence s'est accrue avec le temps, et aujourd'hui, quoique son existence ne soit consacrée par aucun texte législatif, quoiqu'il ne possède pas la personnalité juridique, le D. I. H. T. est l'une des puissantes organisations de l'Allemagne moderne. La qualité de ses publi-

cations (1), la notoriété des personnalités qui le dirigent, l'importance de la documentation dont il dispose, alimentée par toutes les Chambres allemandes, intérieures et extérieures, donnent à ses interventions une valeur particulière ; elles ne peuvent être systématiquement négligées par les pouvoirs publics.

Le D. I. H. T. a pris position dans les discussions qui ont suivi le vote de la Constitution de Weimar et qui avaient trait à l'organisation de la production selon une formule nouvelle. C'est à lui que le gouvernement a demandé, nous l'avons vu, de choisir un certain nombre de représentants du commerce, de l'industrie, des Banques et des assurances au Conseil économique provisoire du Reich (voir II^e partie).

Son budget est alimenté par les cotisations mensuelles de toutes les Chambres adhérentes, cotisations sensiblement proportionnelles à leur importance. Disposant ainsi de ressources sérieuses, le Congrès permanent peut entreprendre des actions et des campagnes d'envergure.

Voici un schéma dressé par le D. I. H. T. lui-même, qui permet de connaître sa structure : (au 1^{er} octobre 1924) :

(1) Outre les mémoires et les brochures qu'il distribue largement, le D. I. H. T. édite une revue économique hebdomadaire, la « Deutsche Wirtschafts Zeitung » (Berlin, Verlag von Reimar Hobbing, Berlin, SW., 61).

PRÉSIDENTENCE

Franz V. Mendelssohn (Berlin) ; geh. Rgierungsrat
Prof. Dr Duisberg (Leverkufen) ; F. H. Witthoefft (Ham-
burg) ; geh. Kommerzienrat Pschorr (Munich), geh.
Oberregierungsrat Dr Huber (Berlin).

CONSEIL (20 membres)

COMITÉ CENTRAL (80 membres)

Sept Comités permanents

TRANSPORT	BANQUE ET CHANGE	PROTECTION DES INV. ET MODÈLES	IMPOTS
COMMERCE EXTÉRIEUR	COMMERCE DE DÉTAIL	POLITIQUE SOCIALE	

Les statuts du D. I. H. T. ont été remaniés plusieurs
fois depuis 1861. La dernière rédaction date du 18 jan-
vier 1922.

Indiquons-en sommairement les dispositions les plus
importantes.

Le D. I. H. T. a pour but d'aider à l'avancement du
commerce et de l'industrie de l'Allemagne (article 1),
son siège est à Berlin (article 2). Sont membres les
Chambres de commerce et les organes de droit public

analogues qui sont légalement chargés de la représentation du commerce et de l'industrie.

Les organes du D. I. H. T. sont ceux qui sont indiqués au schéma ci-dessus, indépendamment de l'Assemblée plénière qui possède l'autorité suprême. Cette assemblée plénière composée de délégués des Chambres ou des organes adhérents au D. I. H. T. et de personnes appartenant au Comité central se réunit au moins une fois l'an ; de plus elle doit être convoquée dans les six semaines lorsque vingt-cinq Chambres le demandent par écrit motivé (article 7).

Le nombre de voix dont dispose chaque Chambre (quel que soit le nombre de délégués qu'elle envoie à l'assemblée plénière, nombre qui ne peut d'ailleurs excéder dix) est proportionnel au montant des cotisations qu'elle verse mensuellement au D. I. H. T., et varie de un à huit (articles 6 et 10).

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Pour la dissolution, les trois quarts du nombre total des voix sont exigés (article 13).

Le *Comité central* comprend quatre-vingts membres, soit quatre désignés par la Chambre de commerce de Berlin ; vingt-neuf désignés par les vingt-neuf Chambres qui, après Berlin, paient les cotisations les plus élevées ; trente élus par l'Assemblée plénière : les autres sont nommés par le Comité central lui-même, dont le choix peut porter sur des personnes étrangères aux représentations commerciales. Dans ce comité doivent être représentées autant que possible les différentes branches

de l'industrie et du commerce et les différentes régions de l'Allemagne.

Ce Comité est chargé de défendre les intérêts propres du D. I. H. T., de fixer l'ordre du jour, et de préparer les délibérations de l'Assemblée plénière, de résoudre les questions urgentes et celles dont la solution n'incombe pas à l'Assemblée plénière, de choisir les membres du Conseil et de procéder à l'installation des Comités permanents ou Commissions (articles 15 à 20).

La *présidence* (Prasidium) est un organe de direction, à la tête duquel se trouve le président du Comité central, qui préside également le Conseil (article 25).

Les *commissions* sont formées par les soins du Comité central. Elles étudient les questions qui leur sont soumises par les organes supérieurs du D. I. H. T. et adressent au Comité central les comptes rendus de leurs travaux. Les membres du Conseil doivent être avisés des séances des Commissions et peuvent y prendre part avec voix consultative (articles 26 à 31).

Enfin, la Direction des Services est confiée à un secrétaire général et son adjoint, nommés par le Comité central. Ces deux fonctionnaires assistent à toutes les réunions, avec voix délibérative (art. 33) (1).

Les Chambres de Commerce françaises sont dépourvues d'un Office central analogue au D. I. H. T. On ne saurait rapprocher d'une pareille institution les Assem-

(1) Le D. I. H. T. vient d'adhérer (oct. 1925) à la Chambre de Commerce internationale où, avec quatre autres groupements importants, il représente les organisations économiques allemandes.

blées périodiques, sous l'égide de la Chambre de Commerce de Paris, des présidents de nos Chambres de Commerce. Une Assemblée de présidents ne peut qu'exprimer quelques vœux, après un échange de vues nécessairement rapide. Ce qui fait la valeur d'une institution, c'est sa permanence, c'est la continuité de son action.

Un Office central des Chambres de Commerce françaises à Paris, investi par une loi des plus larges attributions consultatives, doté de Comités permanents d'études juridiques, financières, économiques et techniques, de nombreuses Commissions en liaison directe avec le gouvernement, rendrait à la cause du commerce et de l'industrie les services les plus appréciables.

Les consultations que les Ministres sont appelés à faire dans la classe des entrepreneurs ou auprès des Chambres elles-mêmes, seraient grandement facilitées par l'intermédiaire de l'Office central : au lieu d'une multitude de documents analogues sans doute dans l'ensemble, mais présentant des divergences de détail, c'est par un rapport unique, résultant d'une exacte interprétation et d'une judicieuse synthèse des rapports fragmentaires que les ministres seraient renseignés sur la situation et les vœux du commerce et de l'industrie.

L'Office pourrait être considéré comme le siège de cette immense région économique qu'est la France : il constituerait entre les diverses régions économiques une sorte de plaque tournante, au point de vue de la liaison qui doit subsister entre elles — car il ne faut pas que le régionalisme dégénère en particularisme. — En d'autres termes, il symboliserait l'unité économique évidemment aussi nécessaire pour un pays politiquement

centralisé comme le nôtre que pour une fédération comme le Reich.

Il engloberait utilement l'Union des Chambres de Commerce françaises à l'étranger, aux colonies et aux pays de protectorat, et communiquerait aux Chambres intérieures les renseignements sur les grands marchés mondiaux que lui fourniraient les premières.

Enfin, l'Office central interviendrait auprès du Conseil national économique, du Conseil national de la main-d'œuvre, des Commissions parlementaires, etc., avec une autorité que n'ont pas les Chambres isolées, et dont celles-ci ne sauraient prendre ombrage, puisqu'il la tiendrait précisément de leur unanimité.

M. Trémeau, Président de la Chambre de Commerce de Vienne (Isère), a fort bien souligné la lacune que nous signalons :

« Pratiquement, écrit-il, dans un rapport sur la « Défense des intérêts généraux du commerce et de l'industrie », cette représentation collective ne pourrait exister que sous la forme d'une délégation, car il ne saurait être question de demander aux membres de nos Compagnies, trop absorbés par leurs affaires, de se réunir en Assemblées plus ou moins permanentes.

« C'est donc un Office central des Chambres de Commerce qui pourrait remplir cette mission. Son rôle serait de préparer le texte des desiderata à soumettre au Parlement, texte élaboré par le Comité permanent et approuvé par toutes les Compagnies. Il s'instituerait ainsi comme un referendum permanent auprès des Chambres de Commerce, qui permettrait aux Pouvoirs

publics de discerner facilement la volonté commune de chacune d'elles. » (1)

L'exemple de l'Allemagne ne peut que renforcer cette opinion (2).

(1) Cité par le « Moniteur de l'Exportation », n° 91 du mois d'août 1925, page 37.

(2) Sur le rapport de M. C. Bellot, la Chambre de Commerce du Tarn vient d'adopter (novembre 1925), les vœux suivants : 1° Que partout où se sont constituées des régions économiques, les assemblées de ces régions soient convoquées vingt jours avant l'assemblée trimestrielle des présidents de Chambres de Commerce; 2° qu'à côté de l'assemblée des présidents des Chambres de Commerce soit constitué un Conseil permanent des Chambres de Commerce doté d'un secrétariat général chargé de poursuivre la réalisation des résolutions adoptées; 3° Que cet organisme, qui aura également à assurer la préparation de l'ordre du jour des assemblées des présidents et à organiser la propagande, mette obligatoirement à l'ordre du jour de l'assemblée des présidents les questions qui seront transmises par les régions économiques.

Le Conseil permanent dont la constitution est recommandée par la Chambre du Tarn ne semble pas avoir les larges attributions ni l'envergure du D. I. H. T.

V. CHAMBRES DE COMMERCE ALLEMANDES A L'ETRANGER

Généralités. — Disons immédiatement que l'expression « Chambres de Commerce allemandes à l'étranger » est juridiquement fausse. Il ne peut exister, en droit, de Chambres de Commerce allemandes qu'en Allemagne. Les commerçants allemands, hors de leur patrie, sont obligés de se conformer aux lois étrangères s'ils veulent se constituer en groupements et il ne peut être question de reconnaissance « de jure », par le gouvernement allemand, d'une Chambre de Commerce à Milan, ou à Rio de Janeiro, ou ailleurs. Que le Reich subventionne de pareils groupements, rien ne s'y oppose. Que les consuls entretiennent d'excellents rapports avec eux, qu'ils leur servent d'agents de liaison avec la métropole, c'est parfait. Mais l'appellation n'en reste pas moins incorrecte.

Cette réflexion s'applique naturellement aux Chambres de Commerce françaises à l'étranger (1).

(1) Répertoire pratique Dalloz, Tome 7 (Industrie et Commerce) :

« Il existe dans un grand nombre de villes étrangères des réunions de commerçants, qui prennent le nom de Chambre de Commerce. Cette dénomination peut prêter à confusion, car ces associations ne sont pas soumises à la législation française des Chambres de Commerce.

Mais les pouvoirs publics encouragent leur création, à cause des grands services qu'elles peuvent rendre à notre commerce et à notre industrie. »

Ceci dit, les Chambres de Commerce allemandes à l'étranger sont appelées à jouer un rôle considérable dans le relèvement de l'Allemagne. Elles ont la volonté de le faire. L'Allemand reste longtemps attaché à sa patrie. S'il s'adapte facilement aux us et coutumes des pays dans lesquels il s'installe, il n'oublie jamais son Vaterland. Ce sentiment si naturel et si généralement répandu se renforce chez lui de romantisme et d'un peu de vanité. Peut-être aussi d'atavisme : rappelons que les commerçants de Hambourg qui s'installaient dans les comptoirs hanséatiques, Londres, Bruges, Utrecht, ne perdaient jamais leur qualité de citoyens hambourgeois ; la vieille Charte municipale de 1270 nous renseigne avec précision sur ce point (1).

La réprobation presque générale que souleva l'attitude de l'Allemagne en 1914 et au cours des années suivantes, rendit très difficile la situation des nombreux Allemands installés à l'étranger. Ils sentirent la nécessité de se grouper dans une intention défensive d'abord et pour répondre plus tard, avec une audace grandissante, à la propagande alliée dans le monde entier. Ces groupements se donnèrent après la guerre une autre

(1) « Il (l'Allemand à l'étranger), songe à s'organiser une autre vie, à s'adapter aux mœurs et aux habitudes de sa nouvelle résidence. Simultanément, il se fait naturaliser et inscrire à l'une des innombrables sociétés destinées à venir au secours des émigrés allemands... Vienne (en Allemagne), une crise des affaires, une difficulté diplomatique : ces merveilleux correspondants trouveront jour à faire savoir là-bas par quels moyens la conjurer ou la résoudre. La deuxième nationalité n'a pas étouffé la première : elle s'y est superposée. » (Maurice Lair : l'Impérialisme allemand. Colin, 1916, pp. 116 et 117.)

mission, plus utilitaire : celle de reconquérir les marchés perdus. Cette ambition était d'ailleurs contenue dès leur origine dans le titre de « Chambres de Commerce » qu'ils se donnèrent. Beaucoup de Chambres de Commerce allemandes à l'étranger datent, en effet, des années 1916 à 1924.

La volonté de collaborer activement au relèvement de l'Allemagne, par le développement nécessaire de son commerce extérieur, par l'accélération du rythme des échanges (aussi bien d'ailleurs intellectuels qu'économiques) entre le pays et les pays étrangers, les Chambres de Commerce extérieures l'ont manifestée au cours d'une assemblée extrêmement importante qui eut lieu à Berlin, les 23, 24 et 25 septembre 1924.

Quatre cents personnalités de premier plan, parmi lesquelles le Président Ebert, Marx, Stresemann, Otto Braun, des agents diplomatiques et consulaires, les membres influents des Comités centraux des grandes associations patronales, les animateurs du D. I. H. T. et enfin, les représentants des Chambres de Commerce allemandes, venus de toutes les contrées du globe, ont inauguré cette première réunion des pionniers du commerce extérieur allemand.

« Les Chambres de Commerce extérieures allemandes, dit l'un des ordres du jour adoptés au cours de cette session, déclarent que leur devoir est de travailler de toutes leurs forces à la rénovation de l'économie allemande, par l'échange de marchandises entre les pays étrangers et l'Allemagne.

Elles se mettent à la disposition de leurs membres, des importateurs et des exportateurs étrangers ou alle-

mands, des autorités du Reich et des pays dans lesquels elles exercent leur activité... Elles expriment le vœu d'être consultées à l'occasion des négociations commerciales conduites par le gouvernement allemand. »

Ce véritable congrès de la plus grande Allemagne s'est déroulé dans une atmosphère de volonté et de confiance. Stresemann a dit en substance : « Nous n'avons pas à nous en aller par le monde la tête basse comme un peuple qui serait moralement plus affaissé que tout autre peuple de la terre. Le mot du grand Prince Electeur : Sois fier d'être Allemand, est aussi vrai pour les nouvelles générations qu'il le fut pour les générations passées. »

Et le président de l'Association allemande de Batavia, Helfferich, ajoutait : « Celui qui voyage aujourd'hui par le monde voit sous tous les cieux des monuments de la grandeur allemande. Monuments dressés par l'ennemi même : des pièces d'artillerie immobilisées, qui nous disent en un langage muet, mais puissant, les combats que l'Allemagne a livrés. Il nous faut continuer la lutte, non plus contre le monde, mais avec lui. C'est à nous, Allemands de l'étranger, qu'il appartient d'unir au lieu de séparer, de construire au lieu de détruire. Nous devons comprendre et être pleinement compris. Et nous devons agir la tête haute, sans troquer contre de l'argent la moindre parcelle de notre honneur. »

Citons encore le ministre de l'Economie, Hamm, précisant en ces termes ce que l'Allemagne attend de ses commerçants expatriés : « ... Il faut que le monde s'ouvre pour nous... Partout où il y a du travail, il y a des Allemands. Un seul privilège les protège : celui de

l'effort et de la persévérance. Il est singulièrement réconfortant pour nous, Allemands de l'intérieur, d'avoir à l'étranger au lieu de froids calculateurs ou de censeurs sévères, de chaleureux amis, qui s'efforcent de servir pleinement l'économie allemande. Nous devons exporter des hommes et des marchandises. Pour cette double exportation de marchandises, qui doivent être de bonnes marchandises, et d'hommes, qui doivent être honnêtes et travailleurs et doivent rester de bons Allemands, nous trouvons en vous le meilleur appui... nous attendons de vous... des renseignements sur la façon dont nous pourrions renouer des relations d'affaires et nos forces se développer à nouveau. Sur ces points-là, les Chambres de Commerce nous rendront les plus précieux services. »

Ajoutons que si les Allemands de l'étranger se considèrent comme des artisans de la puissance allemande, s'ils forment une armée économique disciplinée, et avertie, les Allemands de l'intérieur s'intéressent passionnément à l'évolution commerciale, industrielle, maritime et coloniale des autres peuples. Nous connaissons (1) de jeunes ingénieurs et de jeunes commerçants cultivés, très instruits en géographie économique et en économie politique, avides de statistiques, qui étudient soigneusement l'armature industrielle des autres pays et notamment de ceux dont l'évolution est pénible et l'industrie hésitante : ils sont à l'affût de leurs besoins, pour aller

(1) A Mayence, Francfort et Dusseldorf : ce doit être la même chose dans toute l'Allemagne.

leur offrir au bon moment leurs services personnels et les produits allemands.

**

Les Chambres de Commerce allemandes à l'étranger (ou autres groupements analogues) se répartissent géographiquement comme suit :

a) *Europe* :

Deutsche Handelskammer in der Schweiz, Zurich;

Deutsche Handelskammer für Spanien, Barcelona;

Deutsch-Ungarische Handelskammer, Budapest ;

Deutsch-Italienische Handelskammer, Mailand ;

Deutsche Wirtschaftskammer, Wien ;

Deutsch-Finnischer Handelskammerverein, Helsingfors.

b) *Amérique du Nord et Amérique Centrale* :

Board of Trade for German-American Commerce, New-York ;

Handelsausschuss des Verbandes Deutscher Reichs-angehoeriger in Mexico ;

Deutsche Handelskammer für Cuba, Havanna ;

Deutsche Handelskammer für Haïti, Port-au-Prince.

c) *Amérique du Sud* :

Deutsche Handelskammer, Buenos-Aires ;

Deutsche Handelskammer, Valparaiso ;

Deutsche Handelskammer in Uruguay, Montevideo;

Verband Deutsch-Brasilienischer Firmen, Rio-de-Janeiro;

Verband der deutschen Firmen in Peru, Lima.

d) *Le groupe asiatique.*

Deutsche Handelskammer in Tientsin.

Deutsche Handelskammer für Schanghai;

Deutsche Handelskammer in Kanton;

Deutsche Handelskammer in Hankau;

Deutsche Handelskammer in Tsinanfu.

Deutsche Vereinigung in Tientsin;

Deutsche Vereinigung in Tsingtau;

Deutsche Vereinigung in Harbin;

Deutsche Vereinigung in Tokio-Yokohama;

Deutsche Handelskammer Kobe-Osaka.

e) auquel est rattaché :

Deutscher Bund Batavia.

*
**

D'un point de vue différent, les Chambres de Commerce peuvent se classer comme suit :

a) Celles dont l'objectif est surtout de protéger les Allemands qui se groupent autour d'elles. Ce sont les Chambres d'outremer (et celles de Milan et de Barcelone). Leurs statuts excluent en principe les non-Allemands de toute participation à leur activité et renferment des dispositions relatives aux rapports qui doivent exister, dans un but de protection des Allemands, entre

les Chambres de Commerce et les autorités diplomatiques et consulaires du Reich les plus voisines de leur siège.

b) Celles — la plupart des Chambres européennes — pour lesquelles la protection des nationaux passe au second plan : elles se donnent pour devoir essentiel de veiller aux circonstances économiques. Leurs statuts ne renferment aucune disposition relative à la nationalité de leurs membres.

*
**

Les Chambres de Commerce extérieures tiennent à leur indépendance à l'égard du gouvernement du Reich. « Les Chambres de Commerce allemandes doivent servir la cause germanique et soutenir l'économie allemande, mais elles ne doivent pas être les instruments politiques du gouvernement. » (1)

Elles repoussent toute idée de reconnaissance légale (nous avons souligné la faiblesse juridique d'une pareille sanction), ce qui n'exclut nullement l'excellence de leurs relations avec les ambassadeurs et les consuls, ni une collaboration constante avec le ministère des Affaires étrangères.

La liaison est assurée déjà entre les chambres de Commerce extérieures et l'Allemagne continentale par le *Service d'information commerciale du Reich* (Reichshandelsnachrichtendienst), créé en 1919 pour le com-

(1) Oberregierungsrat Huber.

merce extérieur par le ministre de l'Economie et celui des Affaires étrangères. C'est une entreprise économique officielle, rattachée aux Affaires étrangères, par les soins de laquelle toutes les nouvelles de l'étranger susceptibles d'intéresser le commerce et l'industrie — nouvelles souvent transmises par les Chambres extérieures — sont répandues rapidement dans toute l'Allemagne par l'intermédiaire de postes de diffusion, répartis sur presque tout le territoire du Reich et qui sont appelés « Reichsnachrichtenstellen » (1).

Les Chambres de Commerce d'Asie, d'une part, celles de l'Amérique latine, de l'autre, ont organisé à Hambourg deux bases, l' « Ostasiatischer Verein » et la « Geschäftsstelle der deutschen Handelskammern in den lateinischen Laendern », chargées de les représenter en Allemagne continentale, et de leur servir d'intermédiaires avec les exportateurs désireux d'entrer en relations économiques avec l'étranger, avec le D. I. H. T., et avec le gouvernement du Reich. Ces deux bases constituent la « Fédération des Chambres de Commerce allemandes à l'étranger ».

Les Chambres ont d'ailleurs exprimé leur volonté de s'inspirer des suggestions que pourrait formuler le D. I. H. T. au point de vue de l'expansion économique allemande, et d'aider le plus largement possible le Reichsnachrichtendienst.

Ces relations réciproques, les Chambres extérieures

(1) Reichsnachrichtenstellen à Berlin, Königsberg, Breslau, Oppeln, Braunschweig, Hanovre, Essen, Cologne, Frankfort-sur-Mein, Mannheim.

en ont souligné l'utilité dans un ordre du jour du 24 septembre 1924 : « Les Chambres de Commerce allemandes à l'étranger estiment unanimement qu'il est nécessaire d'organiser la collaboration des représentations commerciales extérieures avec le D. I. H. T. Elles expriment le vœu que le D. I. H. T. consulte, sur toutes les questions relatives au commerce international, les organismes autonomes existant à l'étranger, qui mettront volontiers à sa disposition leur expérience et leurs connaissances. »

Voyons de plus près le rôle que se proposent de jouer les Chambres de Commerce, les moyens qu'elles préconisent pour reprendre les traditions interrompues par la guerre, et la tactique qu'elles conseillent d'adopter à cette fin, selon les pays et les circonstances.

Extrême-Orient : Avant la guerre, l'Allemagne occupait en Extrême-Orient une situation brillante, due beaucoup plus à son action diplomatique, à la participation de la finance allemande aux emprunts chinois par l'intermédiaire de la Deutschasiatische Bank, à l'influence intellectuelle et morale de ses missionnaires, médecins et ingénieurs, à l'esprit d'entreprise de ses compagnies de navigation, qu'à la quantité d'Allemands qui s'y trouvaient : 4.000 en Chine, 1.000 au Japon, 200 en Sibérie orientale.

Il serait injuste de ne pas souligner ici la souplesse et la ténacité de ces quelques milliers de pionniers allemands (et d'ailleurs de la majorité des Allemands à l'étranger), et leur patriotisme toujours en éveil. M. Hauser, dans la troisième partie : La Conquête des

Débouchés, de son ouvrage classique sur *Les Méthodes allemandes d'Expansion économique*, a mis en relief leurs qualités d'énergie et d'activité, et multiplié les exemples de leur habileté commerciale. Les titres mêmes du premier chapitre sont évocateurs :

Le Deutschtum à l'Etranger ; L'Etude des Débouchés ; La Technique de l'Exportation ; Le Service des Renseignements ; L'espionnage commercial ; Adaptation aux désirs de la clientèle... (1).

Les Chambres de Commerce, nouvellement créées, semblent s'être donné pour mission de grouper plus étroitement encore autour d'elles ces volontés ardentes. Ces efforts disciplinés expliquent la place importante qu'avait conquise l'Allemagne sur un grand nombre de marchés.

Pour ce qui concerne l'Orient, en 1912, 23 % de l'ensemble du commerce extérieur chinois était aux mains des Allemands (19 % à l'importation, 28 % à l'exportation).

La guerre porte un coup très rude à cette situation : les biens allemands au Japon sont liquidés. Tsingtau est perdu pour l'Allemagne, les écoles allemandes sont fermées et de nombreux ressortissants du Reich expulsés.

(1) Sans imiter servilement ni surtout entièrement ces méthodes, les Français de l'étranger devraient bien s'en inspirer, et ne jamais oublier qu'ils sont chargés d'une double mission économique et intellectuelle. Nous avons observé en Rhénanie, depuis 1920, l'attitude d'un assez grand nombre de commerçants français : beaucoup d'entre eux n'auront rien ajouté au renom de notre pays.

Cependant, après la guerre, le gouvernement japonais restitue aux Allemands une partie du prix de vente de leurs immeubles liquidés, ce qui leur permet de reprendre pied.

La Chine, de son côté, ne s'oppose pas à la réinstallation des commerçants que l'expulsion avait éloignés : elle signe d'ailleurs avec l'Allemagne le traité de paix séparé du 20 mai 1921, que M. Laurentz, Président de la Chambre de Commerce allemande à Shanghai, présente comme un succès sensible (« un éclair dans notre situation bien sombre »). Par ce traité, sont annulés les tarifs prohibitifs appliqués depuis 1914 aux produits allemands, les biens saisis et non encore liquidés sont restitués, la Deutschasiatische Bank est autorisée à reprendre ses affaires sur de nouvelles bases.

Depuis 1920, 2.500 Allemands sont rentrés en Chine, et plusieurs centaines au Japon.

Les écoles allemandes rouvrent leurs portes, les missionnaires recommencent, avec la propagation de la foi catholique ou protestante, leur campagne en faveur de la culture allemande.

Une école de médecine et une école d'ingénieurs sont créées à Shanghai. L'industrie allemande envoie à cette dernière institution une quantité imposante de machines, de modèles et de matériel de laboratoire.

Malgré l'instabilité du gouvernement chinois, malgré les cataclysmes qui sévissent au Japon, la vie allemande reprend donc dans ces pays.

Les Allemands, dans des villes comme Shanghai, Tientsin, Hankau, Canton, Tsingtau, se groupent en communautés autonomes.

Les Chambres de commerce et les associations énumérées au début de ce chapitre (groupe asiatique) représentent les aspirations économiques et la volonté confiante de leurs membres. La plupart d'entre elles datent d'ailleurs de ces toutes dernières années :

La Deutsche Vereinigung de Tsingtau de 1922 — les Chambres de commerce de Canton et de Shanghai de 1924 — celle de Kobé-Osaka de 1924... et si elles ne comptent pas encore un grand nombre d'adhérents (Shanghai, 55; Hankau, 39; Tientsin, 31) ne forment pas moins des centres actifs de germanisme et d'expansion économique.

Ces Chambres observent une attitude très ferme à l'égard des autres Chambres de commerce étrangères et des Chambres de commerce internationales qui fonctionnent également en Extrême-Orient ; elles n'acceptent de faire partie de ces dernières que sur un pied d'égalité absolue. A Hankau, un Comité international des Chambres de commerce étrangères a choisi un Allemand comme président dès sa deuxième année d'existence.

Elles ont créé dans leur sein pour soustraire leurs adhérents à la juridiction du Mixed Court (les tribunaux consulaires ayant été supprimés) des tribunaux d'arbitrage et un tribunal d'appel qui règlent les différents d'ordre civil et d'ordre commercial entre Allemands. Parmi les vœux qu'elles ont exprimés, citons ceux-ci :

Que les personnalités appelées à représenter l'Allemagne en Asie soient bien choisies par le ministre des Affaires étrangères ; les qualités requises sont en première ligne la connaissance des langues asiatiques et une grande habileté psychologique.

Que le docteur Wilhelm, sinologue distingué, soit appelé à collaborer avec les autorités diplomatiques et consulaires.

Que des représentations soient créées ou rétablies à Shanghai, Tsingtau, Hong-Kong et Dahny, point terminus des chemins de fer mandchouriens.

Que le départ des Allemands pour l'Extrême-Orient soit facilité.

Elles mettent le gouvernement allemand en garde contre une politique d'économie inconsidérée : il convient de dépenser ce qu'il faut pour assurer la parfaite formation du personnel des Affaires étrangères. Les hautes autorités diplomatiques sont entourées d'un état-major nombreux et inutile : mieux vaudrait s'assurer le concours de quelques collaborateurs vraiment compétents.

Dépenser encore pour maintenir les écoles allemandes et intensifier la propagande intellectuelle (le ministre des Affaires étrangères a promis de subventionner à nouveau ces écoles).

Indes néerlandaises. — En Australie, la situation est moins encourageante encore pour l'Allemagne qu'en Extrême-Orient, et pour plusieurs raisons :

Les capitaux allemands investis dans les plantations et les entreprises minières ou industrielles des Indes néerlandaises sont minimes.

La concurrence hollandaise et la concurrence anglaise sont très vives : nombre de maisons allemandes sont représentées par des commissionnaires hollandais.

Anglais et Hollandais, qui sont les plus gros exportateurs, chargent leurs marchandises sous des pavillons

de leur nationalité : le navire allemand n'enlève qu'un frêt réduit.

Cette situation date d'avant-guerre : les récents événements n'ont fait que l'aggraver.

Le « Deutscher Bund » constitué en 1915 à Batavia, et qui compte de nombreuses ramifications dans les îles de Java et de Sumatra, essaye d'y remédier. Cette association qui, au point de vue économique, remplit les fonctions d'une Chambre de commerce, s'efforce également de faire de la propagande intellectuelle. Elle a créé une revue allemande intitulée : *Die deutsche Wacht*. Elle communique aux journaux néerlandais les nouvelles d'Allemagne qu'elle reçoit par T. S. F. et développe ses services de placement, de presse et d'information.

Le Deutscher Bund entretient d'excellents rapports avec le Consul général d'Allemagne à Batavia. Il souhaite et recherche une collaboration plus étroite avec le Reich et avec les commerçants et industriels de l'Allemagne continentale, par l'intermédiaire de l'Ostasiatischer Verein et du D. I. H. T.

Amérique du Sud. — Les commerçants allemands, autrefois au service de la couronne espagnole dans les possessions sud-américaines, ont eu un plus vif souci des intérêts de l'Allemagne à dater de l'émancipation de ces possessions.

Groupés en petites colonies, unies par la communauté de langage, ils ont édifié des écoles, des églises, puis des institutions utilitaires, formant ainsi au milieu des populations sud-américaines, des îlots de germanisme. Ces dernières institutions ne pouvaient s'intituler « de dé-

tense économique » dans des pays très bienveillants à l'égard des immigrants, et particulièrement envers les commerçants allemands.

C'est de la guerre que datent les Chambres de commerce allemandes en Amérique du Sud (Buenos-Ayres, Valparaiso, Montevideo, Rio de Janeiro, 1916). Leurs premières manifestations furent combatives : elles menèrent une campagne adroite contre ce que les coalisés appelaient « les mensonges sur la responsabilité de la guerre ». Cette mission immédiate terminée avec la guerre les Chambres de commerce décidèrent de continuer leur propagande pour répondre, disaient-elles, à l'offensive des « ennemis » de l'Allemagne.

L'origine des Chambres allemandes sud-américaines est donc essentiellement politique. La mission commerciale apparaîtra plus tard : elle s'affirme aujourd'hui.

Elles cherchent à grouper autour d'elles non seulement des Allemands, mais encore les descendants des Allemands les plus anciennement établis en Amérique. « Dans un but purement économique », disent-elles.

*
**

Les Chambres allemandes des républiques sud-américaines sont, comme la plupart des Chambres étrangères, des organes autonomes, indépendants, vivant de leurs propres ressources. Ces ressources sont sensiblement proportionnelles au nombre de leurs adhérents :

Chambre de Buenos-Ayres, 150 adhérents ; Chambre de Valparaiso, 190 adhérents ; Chambre de Montevideo, 46 adhérents ; Chambre de Rio de Janeiro, 207 adhérents (au 31 décembre 1924).

Leurs relations avec les autorités diplomatiques et consulaires sont excellentes. Elles agissent souvent en liaison avec elles.

Le caractère spécifiquement économique des Chambres de commerce sud-américaines date en principe de l'année de leur réorganisation : 1920. Elles placèrent alors à la tête de leurs services des agents cultivés, connaissant à la fois l'économie politique, la langue espagnole et les habitudes locales, et capables d'organiser intelligemment leurs bibliothèques, leurs archives, etc.

Presque toutes les firmes allemandes de l'Amérique du Sud ont adhéré aux Chambres : les plus importantes de ces firmes constituent leurs comités.

Les Chambres allemandes font volontiers partie des Chambres internationales : à Valparaiso du Chili, par exemple, la Chambre allemande a adhéré à la Chambre internationale (constituée par les Chambres nord-américaine, française, italienne, espagnole et chilienne) : l'activité de ces groupements internationaux s'exerce surtout en matière douanière.

La mission des Chambres allemandes tient dans les grandes lignes suivantes :

Informers leurs membres de la situation économique de l'Amérique et de l'Allemagne (par diffusion de statistiques, avis, lettres circulaires).

Protéger les intérêts généraux des Allemands établis dans les Républiques latines.

Suivre de très près les questions relatives au *Crédit*, cet élément essentiel du commerce, qui se présentent en Argentine, au Brésil, etc., sous des aspects bien délicats et bien complexes.

Compléter dans le sens de l'entente l'action diplomatique des représentants du Reich.

Nous avons vu que la liaison avec l'Allemagne continentale est assurée par la base de Hambourg : il était normal de choisir entre toutes cette ville hanséatique, en relations suivies avec les grands ports du monde.

Nous nous proposons maintenant de passer rapidement en revue, à titre d'exemple de l'activité des Chambres allemandes à l'étranger, l'action de la Chambre de Valparaiso au cours de l'année 1924.

La plus constante préoccupation de la Chambre de Valparaiso fut de regagner l'estime des Chiliens et des Boliviens pour les Allemands : calcul habile : outre qu'il vaut mieux vivre en sympathie avec les habitants du pays étranger dans lequel on a fixé sa destinée, il est plus facile de gagner une clientèle amie qu'une clientèle politiquement hostile. Les manœuvres psychologiques des Allemands ont toujours pour fin le profit économique.

Ensuite, et d'accord avec les autres Chambres allemandes de l'Amérique latine, la Chambre de Valparaiso, dans la double pensée de donner aux Allemands vivant d'une façon constante à l'étranger une sorte de compensation au droit de vote, qu'ils ne peuvent exercer, et de fixer sur eux l'attention de leurs compatriotes de la métropole, « a demandé avec insistance au gouvernement d'Empire de réserver, dans le Conseil Economique du Reich, un siège et une voix aux Allemands actifs de l'étranger ».

Le représentant des Chambres de commerce extérieu-

res pourrait, avec une autorité particulière, renseigner ainsi le Parlement économique sur la situation précise des pays étrangers : pareille méthode « eût épargné au Reich bien des dommages ».

Le vœu de la Chambre de commerce de Valparaiso n'a pu être exaucé : le gouvernement a jugé qu'il était impossible de créer un siège nouveau au Conseil économique provisoire : il eût fallu modifier l'ordonnance du 4 mai 1920. Il a cependant promis de donner satisfaction, dans l'avenir, aux Chambres de commerce extérieures, en réservant à leur délégué un siège au Conseil économique définitif, à condition toutefois que toutes ces Chambres se donnent un organe unique de représentation.

Cet organe fut créé rapidement par le groupement des deux bases existantes (Ostasiatischer Verein et Geschafstelle der Handelskammern in den lateinischen Ländern) en un « Verband der deutschen Handelskammern Übersee », qui a son siège à Hambourg.

En attendant l'organisation du Conseil économique définitif, un notable hambourgeois, le Docteur Witthoft, membre du Conseil provisoire, a bien voulu se charger d'être le porte-parole à Berlin des Allemands de l'étranger.

Enfin, la Chambre de Valparaiso, par une série d'interventions, soit auprès des autorités chiliennes ou boliviennes, soit à Berlin par l'intermédiaire de sa base hambourgeoise, tenta de renforcer la situation générale des Allemands du Chili et de la Bolivie.

1° Communications entre l'Allemagne et l'Amérique du Sud :

Réclamation contre la lenteur de l'acheminement des colis postaux exportés d'Allemagne.

Après l'ouverture de la station de T. S. F., de Monte Grande (Argentine), le Chili, sur la demande de la Chambre, fit savoir qu'il acceptait les télégrammes « via Monte Grande », sous certaines conditions de tarif.

Vœux en faveur de la réduction du frêt sur Valparaíso (les autres Chambres de commerce étrangères à Valparaíso se sont associées à ces vœux).

2° Protection directe des Allemands installés au Chili et en Bolivie :

La Chambre, moyennant rétribution, s'occupe de la protection de la propriété industrielle et des marques de fabrique au Chili.

Elle communique à ses adhérents le « Diaro officiel de la Republica du Chili » et attire leur attention sur les textes intéressants.

Elle a institué un tribunal d'arbitrage pour les contestations commerciales entre Allemands.

La Geschäftsstelle de Hambourg, en accord avec ses filiales de l'Amérique latine, a présenté au ministre des Finances du Reich un projet de loi fiscale favorable aux Allemands de l'étranger, dont voici les dispositions essentielles :

L'obligation de payer l'impôt sur le revenu et l'impôt foncier cesse lorsque le domicile en Allemagne est abandonné par le contribuable qui se propose d'établir un nouveau domicile à l'étranger ou d'y faire un séjour de longue durée...

Les ressortissants ou anciens ressortissants du Reich qui, après au moins cinq ans d'absence, reviennent en

Allemagne, ou les étrangers, pendant les cinq premières années de leur séjour dans ce pays, ne sont soumis à l'impôt sur le revenu que pour les revenus des biens fonciers et industriels sis en Allemagne, pour autant que leur installation ne soit pas définitive.

A partir du sixième mois de leur séjour, et pour une durée de cinq ans, ces personnes sont soumises à un impôt spécial, progressif, calculé sur le chiffre probable des dépenses de consommation et dépenses somptuaires faites par elles et leur famille, etc.

Les négociations dans ce sens avec le ministre des Finances n'ont pas encore abouti.

3° Politique commerciale :

Envoi à l'Office de statistique de Berlin des prix pratiqués en 1913 sur le marché chilien pour un très grand nombre de produits.

Etude des projets de tarifs douaniers. La Chambre communique ses conclusions à ses adhérents, dont elle sollicite les avis.

Les représentants de la Chambre allemande travaillent aux questions douanières dans les comités de la Chambre de commerce internationale. Ils intervinrent notamment pour l'abaissement du tarif appliqué aux porcelaines, très élevé en comparaison des droits que supporte la faïence.

La Chambre se défend d'intervenir dans la concurrence que peuvent se faire entre eux ses adhérents sur le marché américain.

4° Divers :

Envoi à l'Institut de Géographie et de Navigation de Kiel et à l'Institut de Géographie (section de géogra-

phie économique) de l'Université de Marburg d'échantillons de produits chiliens et de documents de toutes sortes. •

Recommandations renouvelées aux Allemands du continent de ne jamais écrire à leurs correspondants de l'Amérique du Sud en une autre langue que l'espagnole ou l'allemande.

Publication d'un compte rendu annuel (Jahresbericht) sur l'activité de la Chambre au cours de l'exercice écoulé. La brochure de 1924 contient des renseignements sur l'économie mondiale en général, sur la situation de l'Allemagne (politique financière, bourses, commerce et industrie, agriculture), sur celle du Chili — elle donne des tableaux statistiques sur le commerce de la Bolivie, du Chili (le marché du salpêtre notamment) — sur les prix des principaux articles d'importation et d'exportation, et enfin un graphique du change au Chili pour les années 1923 et 1924.

Enfin, la Chambre de Valparaiso a collaboré — et collabore — étroitement avec l'ambassade allemande de Santiago, le Consulat général de Valparaiso, les autres Chambres allemandes de l'Amérique, et ses correspondants de Santiago, de Conception, Valdivia, Antofagasta et Tennico.

Amérique centrale. — Dans cette zone, les Allemands se heurtent à l'action toute puissante des Etats-Unis. L'impérialisme américain s'y développe avec une rare vigueur. Dans le domaine financier, l'emprise est totale : la souplesse germanique est impuissante là contre.

Et cependant, fait observer le docteur H. Grierne, de

la Chambre allemande de Mexico, quelle différence de race, d'instincts et d'éducation entre ces descendants d'Espagnols, qui peuplent le Centre-Amérique et les citoyens du Mississipi ou de l'Ohio !

Au point de vue économique, l'Allemagne a été évincée pendant la guerre, par les Etats-Unis, de toutes les positions bancaires et commerciales qu'elle s'était assurées. Les capitaux qu'elle y avait investis semblent s'être aujourd'hui volatilisés.

Les marchandises américaines bénéficient d'un régime douanier de faveur : les seuls produits allemands susceptibles de paraître sur les marchés de l'Amérique centrale sont ceux auxquels les Américains ne s'intéressent pas.

Cependant, avant la guerre, les marchandises allemandes étaient généralement bien accueillies (1), parfois même recherchées : quelques malfaçons constatées au cours de ces dernières années et dénoncées par la Chambre de commerce de Mexico, ont éloigné des acheteurs jusqu'alors encore fidèles.

Les Chambres de commerce allemandes de l'Amérique centrale s'efforcent de décider l'industrie allemande à ne livrer que des marchandises de qualité supérieure : c'est par la perfection de leurs articles d'exportation, disent-elles, que nos compatriotes de la métropole pourront reconquérir leur ancienne clientèle. Cette seule

(1) Le journal « Export » signalait déjà le 6 avril 1905 : « Le Mexique est le seul pays de l'Amérique qui, de beaucoup, nous achète plus de marchandises qu'il ne nous en vend. »

chance, les Chambres de commerce de Cuba, de Haïti et de Mexico, conseillent de l'exploiter rationnellement.

D'autre part, les Allemands établis en Amérique centrale constatent, non sans quelque amertume, que l'élite de ces pays est séduite par le génie français. Aussi, suggèrent-ils la création à Berlin, de cours semblables à ceux que la Sorbonne organise chaque année pour les étrangers et qui attirent à Paris les jeunes gens des meilleures familles de Mexico, de La Havane et de Port au Prince.

Notons que les Chambres auxquelles nous faisons allusion sont de création récente : celle de Cuba (à La Havane) date de 1923, celle de Haïti de 1924.

A Mexico, il n'y a pas, à proprement parler, de Chambre de commerce (quoique nous ayons dit : Chambre allemande de Mexico). Il existe dans cette capitale une Association des ressortissants allemands, dont le Comité commercial joue le rôle de Chambre de commerce.

*
**

Signalons la création récente — en 1924 — du Board of Trade for german-american Commerce à New-York. L'ambassadeur d'Allemagne à Washington et le Consul général de New-York sont membres d'honneur du Bureau.

*
**

Europe. — Autriche. — Le morcellement de l'Autriche a modifié l'activité commerciale allemande dans ce

pays : le chiffre des échanges entre l'Autriche et l'Allemagne est tombé, par rapport à l'avant-guerre, dans la proportion de trois à un.

La « Deutsche Wirtschaftskammer » de Vienne, créée en 1920, compte 400 membres allemands et 500 membres autrichiens : c'est une Chambre mixte. Elle signale l'activité des Chambres de commerce anglaise, française et tchécoslovaque, en insistant sur le mordant de cette dernière.

Elle attire l'attention des Allemands sur trois points intéressants :

Les Allemands trouveront toujours en Autriche un accueil particulièrement cordial ; « Une transfusion du riche sang de nos frères du nord dans nos artères au sang vif et léger, écrit un banquier autrichien, est chose excellente ».

Il existe en Autriche des terrains marécageux et des terrains en jachère ; la mise en valeur de ces terres pourrait faire passer de 77 à 120 habitants au kilomètre carré la densité de la population : il y a donc de la place pour des fermiers allemands.

Le marché de Vienne a une connaissance spéciale des peuples d'Orient : le commerce avec les Levantins est difficile, il exige une habileté et une attention particulières : les Viennois y excellent — les Allemands aussi, naturellement. — Prague a vainement cherché à supplanter Vienne.

En somme, ces avertissements déguisent un appel répété à l'emprise allemande sur l'Autriche — à un envahissement de fermiers, de commerçants et indus-

triels « qui pourraient porter de 77 à 120 la densité de ce pays. »

Hongrie. — La Chambre allemande de Budapest est aussi de création récente : elle se propose de grouper et de représenter les intérêts des nombreuses entreprises allemandes installées en Hongrie. Le peuple hongrois est germanophile : l'exportation allemande a donc une clientèle toute prête. « Il nous faut, dit la Chambre de Buda à ses adhérents et à leurs compatriotes du nord, exploiter ce champ de travail extraordinairement fécond ».

Cette Chambre compte 300 adhérents allemands, et 400 étrangers. Elle a créé un tribunal d'arbitrage (Deutsch-ungarisches Schiedsgericht) et un office de renseignements sur les possibilités et les conditions de crédit et sur les circonstances économiques dans les Balkans.

Finlande. — La Chambre d'Helsingfors date de 1924. Elle a été fondée dans le même esprit d'impérialisme économique que la précédente. Elle compte environ 175 membres allemands et 110 membres étrangers. Son président d'honneur est le ministre plénipotentiaire allemand à Helsingfors.

Suisse. — Le chiffre des Allemands établis en Suisse est descendu de 200.000 (1914) à 120.000, dont 40.000 à Zurich et 28.000 à Bâle. Pendant les années 1920 à 1922, près de 9.500 d'entre eux ont perdu leur nationalité par suite de leur « Einbürgerung ».

Dès 1912, une Chambre allemande existait à Genève;

elle fut transférée à Zurich, où l'élément allemand est plus nombreux que dans cette première ville, et moins contrarié par les tendances de la population.

La Chambre de Zurich est mixte : elle compte 674 adhérents allemands (parmi lesquels sont inscrites 42 Chambres de commerce de l'Allemagne intérieure) et 577 adhérents suisses. C'est cette composition qui a permis à la Chambre de durer pendant la guerre.

Les membres allemands paient une cotisation annuelle allant de 30 à 100 francs suisses, celle des membres suisses est légèrement supérieure (de 50 à 150 francs).

La Chambre de Zurich, pour exercer plus facilement son activité dans la Suisse entière, entretient des Offices régionaux (Bezirksgruppen) à Bâle, à Genève et à Lugano.

Les membres du Comité de la Chambre et ses syndics font partie du Conseil économique du Consulat de Zurich.

La Chambre signale que la Suisse, restée neutre pendant la guerre, a éprouvé une vague de nationalisme, et qu'il est devenu difficile pour un Allemand d'y acquérir aujourd'hui un établissement. Le droit théorique, donné par l'article premier du traité germano-suisse à tous les Allemands installés en Suisse d'exercer librement le commerce et l'industrie (et inversement) n'existe plus pratiquement, dit le syndic de la Chambre allemande de Zurich.

L'exportation allemande est gênée par de nombreuses prohibitions helvétiques. Enfin, la Chambre se plaint des difficultés qu'éprouvent les Allemands de Suisse qui désirent se rendre en Angleterre, en Amérique et surtout

en France, difficultés qui n'existent pas pour les Suisses eux-mêmes.

Espagne et Italie. — Les 75 centièmes des Allemands installés en Espagne sont des commerçants. Leur situation est moins privilégiée qu'avant-guerre du fait de l'industrialisation de l'Espagne depuis 1914. Autrefois, exportatrice de produits du sol et importatrice de produits industriels, elle continue d'exporter, mais le chiffre de ses importations a sensiblement baissé. Les négociations commerciales hispano-allemandes sont, de ce fait, devenues malaisées : le traité de commerce de Madrid du 25 juin 1924 a déjà cessé d'être en vigueur, par suite de sa dénonciation par l'Allemagne, le 16 octobre 1925.

L'article 6 de ce traité disposait que « dans l'exercice du commerce et de l'industrie, les nationaux de chacun des pays contractants auront les mêmes droits et faveurs que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée ».

La Chambre allemande de Barcelone et son importante annexe de Madrid, s'efforcent, au cours des nouveaux pourparlers, d'intervenir dans un sens naturellement favorable à ses adhérents, et de renseigner avec précision les autorités du Reich sur la situation économique de l'Espagne.

Cette Chambre, qui date de 1917, compte 160 membres allemands et 40 membres étrangers (en majorité espagnols). L'ambassadeur allemand à Madrid en est le président d'honneur et le Consul général à Barcelone est membre de droit du Comité. Signalons enfin que l'an-

nexe de Madrid a fait paraître en juillet 1925 le compte rendu de ses travaux, qui contient un tableau bien étudié du commerce et de l'industrie dans la Péninsule ibérique.

Quoique leur position ne soit pas encore aussi brillante qu'autrefois, de nombreux commerçants et industriels allemands se sont installés ou réinstallés en Italie. La Chambre de commerce de Milan traduit leurs aspirations essentielles : adoucissement du tarif douanier, octroi du droit de fonder des comptoirs allemands, sécurité de la propriété allemande en Italie.

Chambres de commerce françaises à l'étranger. — Il existe également de nombreuses Chambres de commerce françaises, disséminées sur toute la surface du globe. Les exportateurs français ont intérêt à les connaître, à s'adresser à elles pour obtenir des renseignements précis sur la situation des différents marchés, et à les soutenir.

Près de soixante-dix d'entre elles ont constitué « l'Union des Chambres de commerce françaises à l'étranger et aux pays de protectorat », dont le secrétariat fonctionne auprès de l'Office national du commerce extérieur.

Cette union a pour but « de coordonner et de grouper les efforts, d'unifier l'action et de défendre les intérêts des Chambres de commerce françaises à l'étranger, aux colonies et aux pays de protectorat, de centraliser les questions générales, en vue du développement de notre commerce et de l'extension de nos débouchés ». (Article 2 des statuts).

Au cours de la dernière assemblée générale de l'Union (18 juin 1925) le secrétaire général, M. Leblanc a présenté un rapport qui nous permet d'apprécier les efforts de nos Chambres extérieures. Elles ont sensiblement les mêmes préoccupations que les Chambres allemandes, notamment en ce qui concerne les transports maritimes, dont elles réclament l'amélioration, les accords commerciaux dont elles soulignent les clauses susceptibles de desservir les intérêts français, la propagande des idées nationales, qu'elles s'efforcent de rendre le plus efficaces possible, « pour la plus grande diffusion des fruits de notre énergie ».

Il est nécessaire de renforcer, par tous les moyens, la position de nos Chambres à l'étranger : les Chambres extérieures allemandes vont entreprendre une offensive économique de grand style, à laquelle il faut que les nôtres opposent leur action, énergique et fine comme le génie de notre race.

Paris, le 10 janvier 1926.

Vu, *le Doyen*,
H. BERTHELEMY.

Vu, *le Président*,
W. OUALID.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,
Le Recteur de l'Académie de Paris :
P. LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

I. *Ouvrages français.*

- L. BERGASSE : Notice historique sur la Chambre de Commerce de Marseille, 1599-1912; Barlatier, Marseille (1913).
- R. BRUNET : La Constitution allemande du 11 août 1919; Payot (1921).
- P. EUDE : Le registre du commerce français et le registre du commerce allemand (1924); Imprimerie centrale, Lille.
- J. FOURNIER : La Chambre de Commerce de Marseille et ses représentants permanents à Paris (1599-1875); Barlatier, Marseille (1913).
- H. HAUSER : Le problème du Régionalisme; *Presses Universitaires* (1924).
- P. PIC : Traité élémentaire de Législation industrielle; Rousseau. (5^e Edition, 1922).
- M. PRÉLOT : La représentation professionnelle en Allemagne contemporaine; Spes (1924).
- E. VERMEIL : La Constitution de Weimar; Istra. Paris, Strasbourg (1923).
- E. VERMEIL : L'Allemagne contemporaine (1925); Alcan.

II. *Ouvrages allemands.*

- F. BEHRINGER : Die Fortbildung der wirtschaftl. Raeteverfassung (1921); Hanseat, Verlags; Ansealt, Hamburg.
- L. DESSAUER : Die Neugestaltung des deutschen Handelskammernwesens (1917); Wahl, Leipzig.
- Deutscher Handelstag : Der deutsche Handelstag 1861-1911; Heilmann, Berlin.
- F. HEREUS : Die d. Hkn als Glied der Verwaltung; Bensheimer, Berlin (1922).
- P. HERRE : Politisches Woerterbuch.
Hamburg in seinen polit. wirtschaftlichen u. kultur. Bedeutung (1922); Friederischen, Hamburg.
- F. HUBER : Die Handelskammern (1906); Kraiss, Stuttgart.
- L. KÖLSCH : Die Geschichte der Hk für die Kreise Karlsruhe u. Baden (1925); Müller u. Graff, Karlsruhe.
- LEUCKFELD u. MATHIES : Hamburg. Boersenhandbuch; Meissner, Hamburg (1922).

- LUSINSKY : Handelskammergesetz (1909) ; Guttentag, Berlin.
 O. MATHIES : Die staendigen Schiedsgerichte des Hamburg. Gros-
 shandel ; Westermann, Hamburg (1920).
 MEESMANN : Die Handelskammer zu Mainz, 1798-1898.
 NAUNDORFF : Handels-u. Gewerbekammern ; Rokberg, Leipzig.
 G. OBST : Geld-Bank-u. Boersenwesen (13^e Edition 1920) ; Poes-
 chel, Stuttgart.
 STAUBS : Kommentar um Handelsgesetzbuch (11^e Edit. 1921) ; de
 Gruyter, Berlin.
 P. ZORN : Die staatsrechtliche Stellung der Handelskammern ;
 Von Dunker, München.
 XIV^e Zusammenkunft der Vereinigung deutscher Handelskam-
 mersekretaere Weimar 6-7 Oktober 1919 ; Liebheit, Berlin.
 Handbuch der Politik (1921) (3^e Edit.) ; Dr W. Rothschild, Berlin.
 Woeterbuch der Staatswissenschaften.

III. Publications. Journaux. Périodiques.

- (Edités par les Chambres de Commerce françaises)
 Bordeaux : Rapport du Président sur les travaux de la Chambre.
 Années 1922-23.
 Le Havre : Le Port du Havre. Notice descriptive (1921).
 — : *Revue* statistique de la navigation, du commerce et de
 l'industrie (1923).
 Lyon : Compte rendu des travaux de la Chambre de Commerce
 de Lyon. Années 1923 et 1924.
 Marseille : Le port. La ville. La région (1922).
 — : Compte rendu de la situation commerciale et indus-
 trielle de la circonscription de Marseille, pendant l'année
 1921 (1923).
 Mayence : *Bulletin* mensuel de la Chambre de Commerce fran-
 çaise dans les Provinces rhénanes.
 Paris : *Bulletin* de la Chambre de Commerce de Paris.
Bulletin de l'Union des Chambres de commerce françaises à
 l'étranger. (Office national du Commerce extérieur.)
 (Edités par le D. I. H. T. ou les Chambres de Commerce
 allemandes).
 Denkschriften des D. I. H. T.
 Verhandlungen des D. I. H. T.
 Die Deutsche Wirtschafts-Zeitung (D. I. H. T.).
 Jahrbuch der d. Handelskrn. herausgegeben von den Hkr., Leip-
 zig (1925).
 Jahresbericht der I. u. Hkr zu Berlin für 1924.
 Jahresbericht der d. Hkr. Valparaiso 1924.
 Bericht über das Jahr 1923 ; Handelskammer, Hamburg.
 Bericht über das Jahr 1924 ; Handelskammer, Hamburg.

Mitteilungen der Hessischen I. u. Hkrm (Mainz).

Mitteilungen der I. u. Hkr Frankfurt a. Main.

Überblick über Berlins Handel und Industrie und die Verwaltungstaetigkeit der Handelskr im. J. 1923.

Wirtschaftsbericht der Hkr Frankfurt a. M. über das Jahr 1923.

Wirtschafts und Verkehr (Zeitung der I. u. Hkr Düsseldorf).

Statuts (Satzungen) des Chambres de Commerce de Berlin, Leipzig, Frankfurt, etc.

Führer durch die neudeutsche Reichs und Wirtschatsorganisation
(N° 1 à 6) (édité par le Ministère de l'Economie).

TABLE DES MATIERES

Introduction	5
I. — <i>Organisation générale.</i>	
Définition	8
Leur caractère officiel	9
Chambres de Commerce et d'Industrie, Chambres de Métiers	11
Groupements d'intérêts économiques et profession- nels	15
Caractère patronal des Chambres de Commerce..	16
Réglementation multiple	17
Origine des Chambres de Commerce.....	19
Création. Nombre	22
Nombre des membres	26
Electorat. Eligibilité	29
Ressources financières	38
Budget de la Chambre de Commerce de Francfort	44
Organisation intérieure	47
II. — <i>Les Chambres de Commerce et la Constitution de Weimar.</i>	
Projets de réforme antérieurs à la Révolution....	52
La Constitution de Weimar	54
L'article 165	57
La position des Chambres de Commerce.....	61
La parité	62
Suppression des Chambres	65
Le Conseil économique du Reich	68
Chambres d'ouvriers et d'employés	75
Le Régionalisme économique	77
III. — <i>Attributions et Activité des Chambres.</i>	
Généralités	82
A) Attributions consultatives	88
B) Fonctions administratives	92
C) Action économique indépendante	99
D) Contrôle de l'exécution de certaines lois et Ar- bitrage	102
Activité de la Chambre de Commerce de Berlin....	110
Activité de la Chambre de Commerce de Hambourg	115
IV. — <i>Les Chambres de Commerce des « Pays ».</i>	
A) Chambres de Commerce prussiennes.....	117
B) Chambres bavareses	124
C) Chambres saxonnes	130
D) Chambres du Wurtemberg	133
E) Chambres badoises	137
F) Chambres hessoises	141
G) Chambres de Thuringe	147
H) Chambres de Hambourg, Brême et Lûbeck....	148

I) Petits « Pays »	154
Autres groupements de Chambres. Le Deutscher Industrie und Handelstag	154
V. — <i>Chambres de Commerce allemandes à l'étranger.</i>	
Généralités	165
Extrême-Orient	174
Indes néerlandaises	178
Amérique du Sud	179
Amérique centrale	186
Autriche	188
Hongrie	190
Finlande	190
Suisse	190
Espagne et Italie	192
Chambres de Commerce françaises à l'étranger....	193
<i>Bibliographie</i>	195

FIN

